PER
V-213
Ex.2

VIE EN ROSE

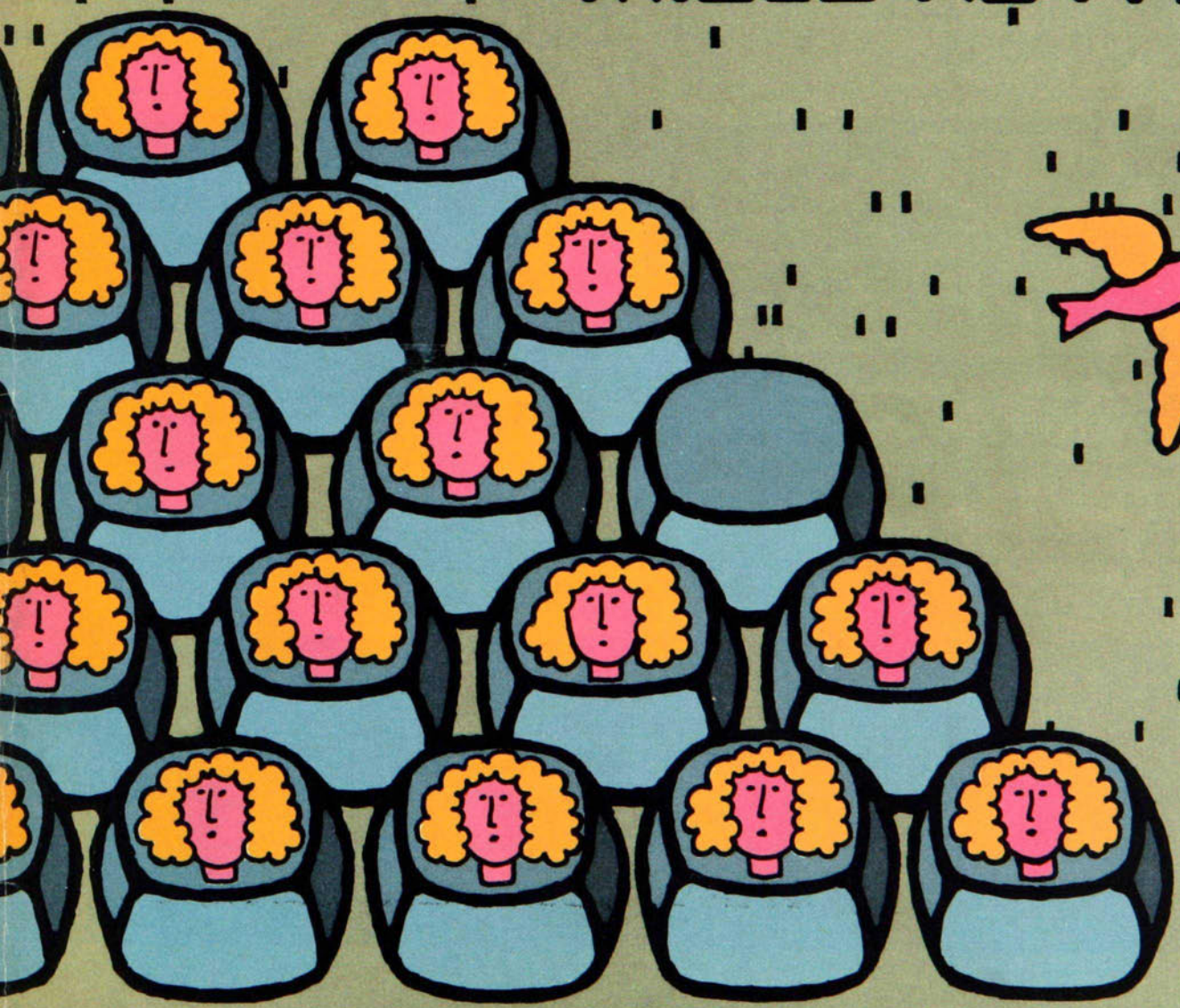
SEPTEMBRE OCTOBRE 1982 • $2.25

désormais tous les 2 mois!

Harcèlement sexuel:
les résultats de notre sondage

Les femmes et le jazz

DOSSIER TRAVAIL:
MISES À PIED, MISES AU PAS?



BROCHU

CINÉMA LIBRE présente

EN PRIMEUR — À L'AUTRE CINÉMA

ON L'APPELAIT CAMBODGE

Un film de Martin Duckworth.

Colonisé par les français, bombardé par les américains, déchiré par la guerre civile, décimé par une révolution, ruiné par la famine, que reste-t-il du plus paisible et du plus doux pays du monde?

dès le 3 septembre

SÜRÜ

LE TROUPEAU

Un film de Yilmaz Güney

«Qu'à notre époque, dans un pays comme la Turquie, des hommes, des femmes continuent de vivre comme au Moyen Âge, dans un dénuement absolu, nous nous en doutions, mais le film en fournit la preuve.»
— Michel Lebrun (Le Livre d'or du cinéma)

Léopard d'or au festival de Locarno 1979

BIENTÔT: AU CLAIR DE LA LUNE DE ANDRÉ FORCIER

Cinéma libre offre des films d'animation, de fiction et documentaires, de court moyen ou long métrage, réalisés au Québec.

Cinéma libre vous offre également des films de différentes cinématographies nationales étrangères.

DEMANDEZ NOTRE NOUVEAU RÉPERTOIRE DE FILMS

526- 0473 Nos films maintenant disponibles sur vidéo-cassettes

Abonnement (1an/6numéros) Ordinaire 11$. De soutien 20$. De mécène 50$.
International, voie de surface 18$. Par avion 24$.

NOUVEAUTÉS

L'intervention sociale
ACSALF : colloque 81
L'intervention sociale au service de qui ? Question soulevée lors du colloque de l'ACSALF 81.
400 p. 15 $

Des gens comme tout le monde
Louise Doré
Récit attachant relatant une expérience d'alphabétisation parmi les handicapés mentaux.
148 p. 10 $

Mine de rien
J.-P. Desaulniers
P. Sohet
Quelques flashs sur la culture populaire, culture de résistance opposée à la culture modèle.
210 p. 12 $

Éditions coopératives Albert Saint-Martin

Pour un futur qui nous ressemble!

L'agenda des éditions du remue-ménage
♀
1983

PRÉ-VENTE (jusqu'au 15 nov.): 6.75$
en commandant aux éditions!
en librairie: 9$

éditions du remue-ménage
c.p. 607, succ. c, mtl.
845-7850

Le travail, c'est pas un luxe!

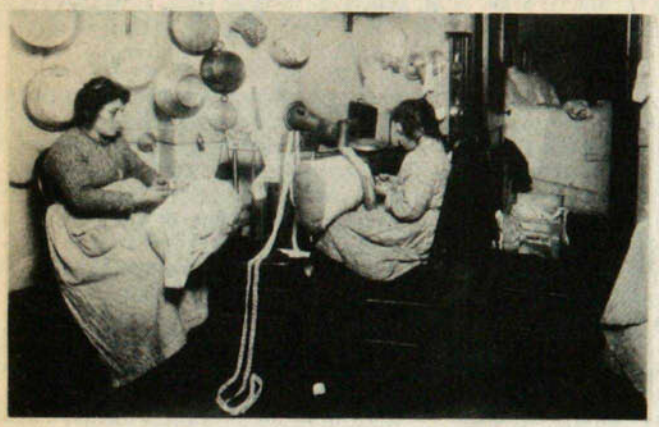
Les femmes en ont assez d'être confinées:

- au travail non spécialisé
- aux salaires inférieurs
- au travail à temps partiel
- **au chômage**

et d'être les premières victimes des coupures dans les services sociaux.

CSN

sommaire



DOSSIER

19
MISES À PIED, MISES AU PAS ?
20
L'ÉCOLE DES FEMMES
Andrée Côté
22
SERVEUSES, DEMANDEZ !
Hélène Labelle
24
OÙ S'EN VA LA MAJORITÉ TRAVAILLEUSE ?
Françoise Guénette
26
À L'OMBRE DES QUÉBÉCOISES
Anne de Guise
27
MICRO-TECHNOLOGIE : POUR QUI SONNE LE PROGRÈS ?
Andrée Côté, Claudine Vivier
32
SUZANNE BOUDRIAS, SECRÉTAIRE
Andrée Côté, Claudine Vivier
33
LE REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES, ÇA POURRAIT TAPER FORT !
34
NATIONAL WOMEN'S MAILING LIST ?... YES, SIR
Lise Moisan
35
LES BONNES ADRESSES
Francine Tremblay

ÉDITORIAL 4

COURRIER 6

COMMENTAIRES
Y a-t-il une amoureuse dans la salle ? / *Hélène Pedneault* 8
E.R.A. : a-t-on perdu la guerre ou une simple bataille ? / *Janet Torge* 9

COMMUNIQUÉS 10

LES US QUI S'USENT / Monique Dumont 13

ENTREFILET AU POIVRE / Sylvie Dupont 14

SONDAGE SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL / Lise Moisan
Les dessous du 9 à 5, suite et fin ? 16

DOSSIER : LE TRAVAIL DES FEMMES
Mises à pied, mises au pas ? 19

CENTERFOLD / Sylvie Roche
L'avenir radieux 36

FICTION / Geneviève Letarte
Et le facteur ne passera pas 38

PRONOSTICS POLITIQUES / Hélène Lévesque
La longue marche des «filles de syndicats» 40

B.D. / Judith Gruber-Stitzer, Sylvie Potvin
Claudette et Odette 43

JOURNAL INTIME ET POLITIQUE / Monique Simard 44

REPORTAGE : LES FEMMES ET LA PAIX / Francine Pelletier, Anne de Guise
Les cavalières de l'Anti-Apocalypse 46

MUSIQUE / Claudine Vivier, Danielle Blouin
Les femmes et le jazz 52

ÉVÉNEMENT / Camille Maheux
Nina Hagen 57

ÉVÉNEMENT / Sylvie Dupont, Françoise Guénette
Un colloque est un colloque est un colloque 58

LIVRES / Nicole Bernier, Diane Lamoureux, Jovette Marchessault 60

EMMA ET LES AUTRES, REVUES D'AILLEURS / Diane Lamoureux 63

QUESTIONNAIRE / Claude Krynski
Qui êtes-vous ? 64

JAMBETTES / Andrée Brochu 66

MOTS CROISÉS / Monique Benoit 69

ÉQUIPE DE RÉDACTION
Suzanne Ducas, Sylvie Dupont, Ariane Emond, Françoise Guénette, Anne de Guise, Lise Moisan, Francine Pelletier.

COMITÉ DE LECTURE
Nicole Campeau, Andrée Côté, Françoise Guénette, Anne de Guise, Jovette Marchessault, Lise Moisan, Francine Pelletier, Claudine Vivier.

COLLABORATION
Monique Benoit, Nicole Bernier, Danielle Blouin, Andrée Côté, Monique Dumont, Claude Krynski, Hélène Labelle, Diane Lamoureux, Hélène Lévesque, Geneviève Letarte, Jovette Marchessault, Camille Maheux, Hélène Pedneault, Monique Simard, Janet Torge, Francine Tremblay, Claudine Vivier.

ILLUSTRATION
Andrée Brochu, Claudine Bujold, Marie Cinq-Mars, Judith Gruber-Stitzer, Michèle Guérette, Christine Lajeunesse, Jany Lavoie, Marie-Claire Marcil, Anne Morin, Nicole Morriset, Sylvie Roche.

PHOTOGRAPHIE
Anne de Guise, Camille Maheux, Francine Pelletier, Joyce Rock.

COUVERTURE
Andrée Brochu

MAQUETTE
Brigitte Ayotte, Diane Blain, Andrée Brochu, Françoise Guénette, Marie-Claire Marcil, Anne Morin.

CORRECTIONS D'ÉPREUVES
Suzanne Bergeron, Claudine Vivier.

COMPOSITION
Concept Médiatexte inc., 834 Bloomfield, Outremont, (514) 272-9545

IMPRESSION
Imprimerie Arthabaska – Publications REF, 370 Girouard, Victoriaville

DISTRIBUTION
Les Distributeurs Associés du Québec (DAQ), 3 600 Boul. du Tricentenaire, Pointe-aux-Trembles Média Services, 185 ouest Louvain, Montréal

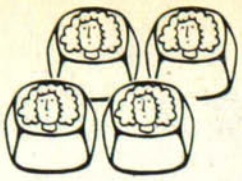
PERMANENCE
Suzanne Ducas (finances), Ariane Émond (promotion), Françoise Guénette, Francine Pelletier (rédaction).

PUBLICITÉ
Claude Krynski : (514) 843-7226

ABONNEMENT
11$ ordinaire (6 numéros/an), 25$ soutien, 50$ mécène, 18$ à l'étranger, 24$ par avion. Responsables : Suzanne Ducas, Nicole Bernier.

LA VIE EN ROSE est éditée par les Productions des années 80, corporation sans but lucratif. On peut nous rejoindre de 9 h 30 à 5 h au 3963, rue St-Denis, à Montréal, H2W 2M4, ou en téléphonant au (514) 843-8366. Tout texte ou illustration soumis à LA VIE EN ROSE passe devant un comité de lecture. Date de tombée : 2 mois avant la prochaine parution.

Dépôt légal : Bibliothèques nationales du Québec et du Canada, ISSN-0228-549
Courrier de deuxième classe : 5188
LA VIE EN ROSE



Plus qu'un

«Se tournant vers l'enfant que j'étais, man Cia déclara... sois une vaillante petite négresse, un vrai tambour à deux faces, laisse la vie frapper, cogner, mais conserve toujours intacte la face du dessous.»

Et Télumée Miracle grandit ainsi, Noire et exploitée, mais rebelle, debout dans son petit jardin, comme avant elle sa mère et sa grand-mère.

«Je me faufilais à travers ces paroles (...) je lui abandonnais la première face afin qu'elle s'amuse, la patronne, qu'elle cogne dessus, et moi-même par en-dessous je restais intacte, et plus intacte il n'y a pas.»[3]

C'est une paysanne guadeloupienne que Simone Schwarz-Bart décrit ainsi, admirablement. Mais ne sommes-nous pas toutes des Télumée Miracle ? Des *survivantes*, certes, d'une histoire qui nous a caché nos propres luttes et qui a enterré allégrement nos héroïnes. Et parfois plus, des *résistantes*. Certains jours des survivantes passives, d'autres jours des résistantes, actives ; les deux attitudes se chevauchant, difficiles à distinguer.

Pourtant, il est pour nous vital de résister à ce «vaste déploiement de forces qui va de la violence physique au contrôle des consciences»,[2] de la pornographie à la domination sexuelle, de l'hétérosexualité obligatoire à la division sexuelle du travail, du sexisme «ordinaire» à la misogynie glorieuse. Tout cela – et plus – que nous appelons l'oppression des femmes.

Jouer gagnantes

C'est d'autant plus vital que, pour les travailleuses, l'oppression et l'exploitation prendront bientôt, avec l'informatisation, la bureautique et le travail précaire, de nouvelles formes, que nous décrivons dans le dossier. Mais montrer la situation seulement ne ferait qu'accentuer chez nous le sentiment déjà assimilé de la *victimisation* elle-même. À quoi bon nous dépeindre pour la millième fois comme les éternelles perdantes d'un jeu incontrôlable, alors que nous voulons jouer gagnantes ? C'est pourquoi nous appelons à la résistance.

Mais justement, où s'arrête la survie et où commence la résistance ?

Survivre : avoir les gestes, les comportements qui nous permettent de ne pas mourir physiquement et psychologiquement ; échapper à la menace ou survivre à l'agression ; continuer, au-delà de l'espérance de vie «normale» ; s'adapter, par instinct de conservation ; être des tambours à deux faces et *«mentir à l'oppresseur»*[3] ; bref, être des victimes perdurantes. Et ainsi la patience des femmes fait la force des hommes.

Résister : refuser la victimisation ou la défaite sans même pouvoir y échapper ; déjouer sciemment les attentes et les prévisions dessinées pour nous «en tant que femmes» ; être des caméléonnes ; bref, sortir, ne serait-ce qu'une minute ou deux jours de l'état de victimes.

Superstitions philippines

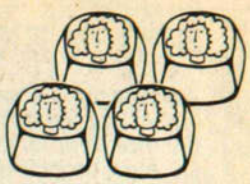
Chacune de nous vit différents degrés d'une victimisation commune. Clandestinement, en-dehors de l'Histoire, chacune vit sa propre histoire très particulière de résistance. Aucune n'y échappe.

Mais jamais nos actes de résistance n'ont été – et ne sont encore – reconnus pour ce qu'ils sont. À moins d'être calqués sur des stratégies traditionnellement masculines : les travailleuses syndiquées du Bell ou d'ailleurs, en grève légale ou non, sont reconnues comme des travailleuses en lutte puisque leurs moyens de résistance sont familiers au mouvement ouvrier.

Mais les autres formes de résistance moins visibles ? Les ouvrières philippines, par exemple, qui fabriquent des micro-plaquettes d'ordinateur dans des conditions épouvantables mais à des salaires relativement bons (aux Philippines), feignent parfois, pour obtenir des congés impossibles, d'entrer en transes. Elles désertent l'usine pendant quelques jours, la prétendant occupée par un mauvais esprit. Alors qu'ils n'accepteraient pas de contestation organisée, les patrons de ces multinationales étrangères sont forcés de supporter des «superstitions» auxquelles ils ne comprennent rien... et les travailleuses reviennent trois jours plus tard, reposées.

Quel spécialiste des relations de travail identifierait cela comme une grève ? De la même façon, quel anthropologue qualifierait ceci de résistance ? *«L'autonomie et la solidarité des femmes aborigènes*

tambour à deux faces



d'Australie reposent sur l'existence de camps pour femmes seules, les 'jilimi'. Y vivent les veuves qui ont choisi de ne pas se remarier, les femmes qui se sont séparé de maris violents, les femmes malades, les femmes en visite qui viennent d'ailleurs ainsi que leurs enfants encore dépendants. En fait, toute femme qui désire échapper aux conflits inhérents à la société hétérosexuelle peut chercher refuge dans le 'jilimi'.»[4]

Dérision ou génocide

Cette forme d'organisation séparatiste n'est pas nouvelle comme moyen de résistance. Comme le reporte Adrienne Rich, *«c'est un fait que dans toutes les sociétés et tout au long de l'histoire, les femmes ont cherché à créer des modes de vie indépendants, non hétérosexuels, orientés vers les femmes, dans les limites permises par le contexte, souvent en se croyant «les seules» à avoir jamais agi ainsi ; cela bien que les femmes soient rarement en position économique de résister au mariage et bien que les attaques contre les femmes célibataires soient allées de la calomnie et la dérision jusqu'au génocide délibéré, en passant par la condamnation de millions de veuves et de célibataires au bûcher et à la torture durant les chasses aux sorcières des 15e, 16e et 17e siècles en Europe et l'immolation des veuves indiennes sur le bûcher funéraire de leur mari.»*[5]

Car nos lieux de travail ne sont pas nos seuls lieux de résistance, et c'est souvent seules, individuellement, dans nos vies dites privées, que nous refusons de faire ce que l'Ordre attend de nous. Mais nous avons toujours été des milliers à le faire. Des milliers, des millions, à ne pas nous marier, à ne pas faire d'enfant (dès que ce fut possible), à divorcer, à préférer les femmes aux hommes, à bloquer par la «frigidité» l'impératif sexuel masculin, à nous échapper dans la folie.

Parfois, on a identifié le refus : *«Les femmes font la grève du ventre... et le Québec se dépeuple ! !»*, le plus souvent on a nommé les déviantes : sorcières, vieilles filles, gouines, garces, femmes froides (mortes ?), folles.

Parce que la résistance d'une femme est subversive, dès qu'elle est sue et que d'autres femmes s'y reconnaissent. Parce que résister, c'est refuser la victimisation elle-même. Mais il y a encore loin à la révolte, stratégie de victoire. La résistance est un défi, parfois désespéré, à l'ordre. Et qui mène à quoi ? Que pouvons-nous en attendre ?

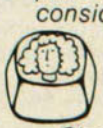
Pourquoi résister

Des gains à court terme, d'abord : par exemple, en organisant un boycott, des femmes ont largement contribué à la fermeture du Cinéma X, à Montréal, et l'industrie multimilliardaire de la porno a perdu une petite manche.

À la longue, plus de visibilité pour les femmes en lutte. De muettes nous devenons affirmatives, enfin sujettes plus qu'objets. (Avec tous les dangers de récupération et de répression que cela comporte. Les coûts de la déviance sont élevés.)

Mais surtout, la résistance transforme la *conscience de soi*.

Entre les Noirs américains et les femmes, le parallèle est facile. Dans un essai sur l'esclavage et la liberté, Angela Davis raconte comment un dompteur d'esclaves est réduit à l'impuissance par la résistance ouverte et inattendue d'un jeune Noir, et conclut que... *«la première condition de la liberté, c'est l'acte de résistance au grand jour. Dans cet acte de résistance, la liberté existe déjà sous une forme élémentaire. C'est aussi le refus des définitions du maître, de l'image de soi présentée par le maître, de l'état de fait créé par le maître. C'est refuser de se considérer comme esclave.»*[6]



L'effet de surprise

Chaque fois qu'une femme, dans la rue, dans son lit, à son travail, ne fait pas ce qu'on attend d'elle, refuse de baiser contre son gré ou de faire des heures supplémentaires, avorte, quitte – ou tue – le mari violent, elle résiste ouvertement et se manifeste *libre*. Chaque fois qu'elle utilise l'effet de surprise, elle résiste – et se surprend elle-même, bien souvent. Chaque fois qu'elle cherche pour l'aider l'alliance d'autres femmes, elle accroît cette résistance et sa libération.

Et cet acte la transforme, elle. Pendant cinq minutes, deux jours ou un mois, elle n'est plus que victime de la situation, du travail, du ménage, de la crise, des mains baladeuses du collègue. Qu'elle soit ou non proprement «consciente» de son geste, elle le pose, elle se dépasse, elle sort de son état de victime, elle accumule ainsi, une à une, des expériences de résistance, de liberté, dans sa vie de couple «privée» si politique comme dans sa vie «sociale» de productrice rémunérée ou non.

Car il est faux de dire que la conscience de l'oppression entraîne, seule, le rejet de l'oppression. L'oppression est aussi un conditionnement et un cercle vicieux : plus nous nous sentons victimes, plus nous sommes victimes. Il faut pour en sortir faire l'expérience de la non-victimisation, multiplier – où que ce soit – les gestes nécessaires de refus et de rupture. Nous devons pour y parvenir nous identifier et nous allier à d'autres femmes, même si on nous a habituées à être divisées pour que d'autres règnent.

Cela veut dire d'abord reconnaître la *résistante* en nous avant de pouvoir la reconnaître chez les autres femmes. Cela veut dire ensuite appuyer tous les petits actes de résistance posés quotidiennement par les femmes autour de nous, au bureau ou à l'usine, dans la rue ou dans leur lit. Pour être seules et avec d'autres, plus que des tambours à deux faces.

LA VIE EN ROSE

1/ *Simone Schwarz-Bart, «Pluie et vent sur Télumée Miracle», Ed. du Seuil, Paris 1972, Livre de poche, pp. 70 et 107.*

2/ *Adrienne Rich, «La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne», in Nouvelles Questions féministes, Paris 1981, p. 23.*

3/ *«Nous mentons pour survivre. Nous mentons à nos patrons, aux gardiens de prison, à la police, aux hommes qui ont du pouvoir sur nos vies, et à qui nous appartenons, au terme de la loi, nous et nos enfants ; nous mentons à nos amants qui se servent de nous pour affirmer leur virilité.» Adrienne Rich, «Les femmes et le sens de l'honneur», Ed. du Remue-Ménage, Montréal 1979.*

4/ *Diane Bell, citée dans «Woman's Worth, Sexual Economics and The World of Women», de Lisa Leghorn et Katherine Parker, Ed. Routledge et Kegan Paul, Boston.*

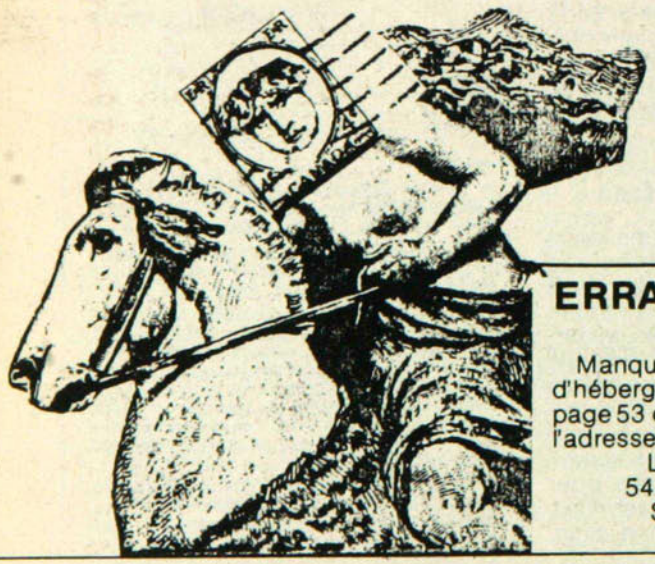
5/ *Adrienne Rich, «La contrainte...», op. cit., p. 19.*

6/ *«Angela Davis parle», p. 68.*

SPORT EXPERTE

J'aurais jamais pensé
Qu'un jour viendrait
Où mon emploi du temps
Où mon emploi tout court
Serait de vendre et de pitonner
Que voulez-vous ?
Des études sans débouchés
La crise économique
Et puis la peur d'avoir faim...
Pour les besoins de la cause
Je me suis donc transformée
Un peu improvisée
Caissière-vendeuse
Comme des milliers d'autres
Dans une boutique
Boutique de sport
Mon patron me l'a dit
Je jure un peu dans le décor
Caissière-vendeuse
Jusque-là ça va
Mais dans le domaine du sport
Les choses se compliquent...
«Tiens-toi z'en juste aux vêtements
le reste on s'en occupe...»
Bel arrangement
Bien entendu
J'ai refusé...
«Pourtant le sport c'est pour les hommes»
M'a-t-il glissé
Tout en m'apportant
la balayeuse, les essuie-tout et le windex...
Évidemment
C'est la logique
Faut pas que je perde ma main
Aux tâches ménagères...
J'ai refusé...
Rougeurs, toussotements,
Ultimatum
Bon, j'ai compris
Mais j'ai pas cédé
Juste fait des compromis
Un client entre,
La discussion finit
«Puis-je vous aider ?»
– «Non, je veux un vendeur
Pas une fille.»
Coup de poing sur la gueule
Coup de couteau au coeur
Un jour mon vieux
Je te remettrai ça...
Les gars autour
Fiers de jouer les connaisseurs
Sont entrés dans le jeu
Mon boss m'avait bien averti
Le linge et puis la caisse
«J'aurais pu perdre un client»
Une fois, deux fois
Et puis jamais deux sans trois
Difficile à prendre mais vrai.
Deux hommes, trois hommes
N'ont pas voulu de mon aide.
Pas de maladies contagieuses
Rien pour apeurer
Deux hommes, trois hommes
Et d'autres encore
N'ont pas voulu de mes connaissances
«Peut-on avoir confiance ?»
Je suis une femme
Qui travaillait dans une boutique
Le sport est aux hommes
Ouvrez la télé
Les preuves sont faites
Moi j'ai laissé tomber
J'avais pas envie
De prouver quoi que ce soit
À mon boss
Pis aux autres...
Pourtant ;
Je tiens à leur faire savoir
Que la partie
N'est pas gagnée...
Pourtant
Je tiens à leur faire savoir
Que la partie
N'est que reportée...

PASCALE WILHEMY



ERRATUM :

Manquait dans la liste de maisons d'hébergement pour femmes à la page 53 du dernier numéro de LVR, l'adresse suivante :

La Clé sur la porte
545 b. Girouard ouest
St-Hyacinthe, P.Q.
J2S 2X7

MON CHUM, I'EST DANS L'ARMÉE

J'ai pensé à un petit spécial «armée» pour toutes celles qui, malheureusement, se sont entichées d'un gars de l'armée. Espérons que ça les fera réfléchir un peu, sinon tant pis ! Nous autres on pourra rire quand même...

Mon chum, i'est dans l'armée
Pour y passer l'été
Mon chum, mon bien-aimé
M'a dit qu'c'tait pour travailler.

Dans l'fond, je l'comprends
De nos jours, on crache pas sur l'argent
Mais mon chum est devenu plus violent
C'tait-tu dans son tempéramment ?
(...)
Mon chum, i'est dans l'armée
Moi qui l'avais jamais vu repasser,
Cirer, laver, décrotter, astiquer,
Aujourd'hui j'peux en profiter.

Mon chum, i'est dans l'armée
Ses permissions, i'sont comptées
Mais quand i'en a, i vient m'trouver
I'est ben tanné, i'est fatigué
Fait que j'l'écoute me raconter
Les farces cochonnes d'la s'maine passée
Fait que j'y lave son linge crotté
Faut ben qu'i profite de son congé'
(...)
Mon chum, i'est dans l'armée
Comme i'est pas encore officier
I se fait souvent engueuler
Mais moi j'sus là pour le consoler
Avec moi, i peut s'défouler

Mon tchum, i'est dans l'armée
Mais j'commence à être écoeurée
De m'faire engueuler, de m'faire fesser
De m'faire traiter comme un bébé

Mon chum, i'est dans l'armée
C'est p't-être pas juste pour travailler...(???)
I'apprend là-bas comment parler,
Dormir, manger, marcher pis chier...
I'apprend là-bas sans subtilité
Ce qu'i faut faire pour dominer.

Mon chum, i'est dans l'armée
Mais moi j'ai décidé d'casser
Moi qui pensais qu'on allait s'marier ;
On divorce pas d'avec l'armée !

JULIE MORISSET

VOUS M'AVEZ ÉMUE...

Ce numéro de juin, «L'amour, toujours l'amour», autant je me faisais un «devoir» de lire les LVR précédents parce qu'ils m'agressaient – mais féminisme oblige ! – autant celui-ci fut dévoré avec plaisir.

Qu'il est nourissant de vous sentir POUR (les femmes, aimées), non seulement CONTRE (les hommes) ! Moi, ça me fait vous aimer, non seulement vous «respecter», toute hétéro que je vive.

Finalement c'est un souhait pour une certaine philosophie de la vie en rose que j'exprime : (...) combattre le sexisme se fera plus heureusement en aimant et construisant pour les femmes plutôt qu'en haïssant les hommes... Et j'ai senti cet amour, non aveugle, des femmes prendre enfin de l'espace dans ce dernier numéro, sous des plumes de plus en plus professionnelles.

DIANE FORTIN
MONTRÉAL

PAS D'ÂME, DISIEZ-VOUS ?

Merci de me faire connaître ce que c'est d'être lesbienne. En lisant votre dernier numéro, je suis passée d'étonnement en étonnement, le moindre n'étant pas de me rendre compte de mon ignorance quasi totale sur le sujet. J'ai fait le grand ménage dans mes préjugés, et c'est grâce à vous !

Juste une critique, à propos d'une définition que j'ai retrouvée dans vos mots croisés. Vous dites que, d'après Saint Paul, les femmes n'ont pas d'âme. C'est faux. Cette idée n'est pas de lui ; elle a été discutée par plusieurs théologiens du Moyen-Âge, mais elle n'est pas dans la Bible, et n'a jamais non plus passé dans la théologie officielle.

LOUISE CARRIER
MONTRÉAL

AIMONS-NOUS LES HOMMES ?

J'ai beaucoup apprécié la page éditoriale «Aimons-nous les hommes ?» Le meilleur (ou le pire) concernant cet article, c'est que ce qui est dit est tellement vrai ! Il faut un vrai courage pour entamer ce déconditionnement. L'article «Les femmes valent d'être aimées» en est un symbole vivant.

LOUISE NOBERT
ST-ZÉNON

AMOURS, DÉLICES ET OGRES

À en juger par le ton de la plupart des articles, votre dernier dossier aurait dû s'intituler : «L'amour, jamais l'amour».

Sur de vieilles gravures, Cupidon lance ses flèches avec les yeux bandés. L'analyse politique peut-elle nous éclairer sans tenir compte de cet impondérable ?

En tout cas, les lesbiennes «voient clair», ça ne fait aucun doute. Leur choix ressemble même à un placement sûr. Un peu comme la jeunesse préhitlérienne glorifiait la nature et le muscle aryen, elles tendent vers «La Femme». Encore faut-il être certaine de ne rien manquer (humainement) en ne «voyant» plus les hommes ; de ça, les femmes zétéros semblent bien incapables. D'ailleurs, de quoi sont-elles capables au juste ? Ce ne doit pas être facile d'avancer avec tant de buée dans le parebrise... Leur incertitude me rappelle la culpabilité libérale qui affligeait la gauche blanche devant le mouvement noir ou encore celle des gars trop sensibles (trop «open») devant le féminisme.

Alors, entre mille bonnes raisons pour n'aimer que les femmes et aucune bonne raison pour ne pas les aimer, où se situe leur désir de tendresse ? Personne n'en parle trop. La vie privée n'est politique que quand ça fait l'affaire de la politique. Encore une fois, elle a bouffé l'Amour tout rond, car elle ne s'en est servi que pour se faire valoir. La patience de l'Amour fait le pouvoir des idées...

Heureusement, l'article «Les amoures militantes» dégage une chaleur qui donne le goût d'y croire.

NICOLE MORISSET
PORTES-EN-RÉ, JUIN 1982

Illustration : Nicole Morisset

À BAS LES ÉTIQUETTES...

Dans le dossier portant sur «L'amour, toujours l'amour», on voit l'image de deux femmes d'un certain âge se regardant dans les yeux. Cela m'a touchée ; on le sent bien qu'elles s'aiment.

Ce qui m'a choquée par la suite c'est cette stupide inscription (...), «Portraits of Lesbians». (...)

Voilà l'amour étiqueté encore une fois et faisant ainsi surgir ces femmes dans une marginalité très féroce pour elles (...). Que ce soit hétéro, homo, lesbo, etc., quand des gens s'aiment, ils s'aiment. (...) Je déteste qu'on étiquette l'amour toujours l'amour, parce que justement l'amour c'est un peu ces deux femmes !

MICHÈLE BEAULIEU
ST-GEORGES DE CHAMPLAIN

NDLR : *Sachez qu'il ne s'agissait là que de donner la référence complète de l'ouvrage dont cette photo a été tirée.*

MAIS ON VERRA...

Je désire vivement renouveler mon abonnement. En général, dès la réception de la revue, je me mets à la lire, bien avant d'autres lectures que j'accumule. Le dernier numéro cependant, suite à l'excellent numéro sur l'avortement (tout plein de faits et d'exemples) m'a été difficile d'accès car assez intellectuel (sauf l'éditorial, même si mon opinion diffère un peu, et l'interview avec Clémence). Ça me refroidit un peu, mais on verra...

ANNE-MARIE DAVID
MONTRÉAL

Y a-t-il une amoureuse dans la salle?

Suite à votre numéro «L'amour, toujours l'amour» de juin dernier, je vous signale une certaine quantité d'oublis. C'est peut-être à cause de ces oublis qu'à la fin de la lecture, l'amour avait l'air d'une notion. Comme je n'avais personnellement jamais vu l'amour sous cette forme, je vous dois un grand moment de stupeur, ce qui n'est pas à dédaigner dans le genre de vie que je mène. Je suis restée figée sur place pendant au moins 20 minutes, ce qui ne m'était pas arrivé depuis ma dernière rupture en janvier 79. Ensuite j'ai crié sans un mot : y a-t-il une amoureuse dans la salle ? Ensuite j'ai tenté de savoir comment on pouvait redonner du sentiment à une notion sans faire de sentiment. Après tout, aujourd'hui, on fait du son avec ses yeux à surveiller des aiguilles sur des cadrans plutôt que d'utiliser ses oreilles, on marche avec des roues, alors peut-être bien qu'on aime avec autre chose que le coeur et son réseau.

Quand je me bute à une notion, je deviens très complexe à suivre étant donné que mon grand-père maternel était italien, napolitain de surcroît, et sûrement spécialiste du mélo, je dirais génétiquement. L'Italie est proche de moi, c'est dangereux pour la suite parce que je m'en viens vous dire que je suis amoureuse, là, tout de suite, au moment où je vous parle, et que si j'avais affaire à une notion, je ne ferais pas affaire à une chose qui me dépasse.

Suis-je un cas qui relève de la pathologie, de la guimauve ou de la débilité ? Je suis un être primaire. J'éprouve encore malheureusement des choses vulgaires comme la jalousie, la peur du rejet ou de l'abandon, les excès de possessivité, l'ennui, les palpitations, l'envoûtement, l'asphyxie, les montées de pression. Il me manque probablement quelques réincarnations avant de m'élever. Ça me prend encore de la chair autour de l'os.

Par ailleurs, je considère que ce numéro sur l'amour est brillant, pratiquement d'un bout à l'autre. Je note l'éditorial qui est une merveille, l'article de Brigitte Sauriol, celui de Francine Pelletier et de Jovette Marchessault en particulier.

Mais l'état amoureux, le plaisir de voir, d'entendre et de toucher. L'état amoureux sensoriel, les pulsions, les moments de bien-être absolu et les fréquentes fins du monde. Le temps amoureux, qui se languit dans 5 minutes ou passe à la vitesse de la lumière dans une semaine. Le ventre, le coeur et les artères. La mort, l'oubli et les obsessions. Fonctionner amoureusement sans souffrir de ce que Gary/Ajar appelle «l'excès d'expérience».

Dans l'état amoureux il peut y avoir aussi des chats, de la musique, des chansons, des livres, du rire, des oranges, du vin et de la cuisine italienne. Mes chats et moi, nous nous aimons follement, personne ne peut le contredire. Alors, l'Amour ?...

Je vous donne un gros plan d'une sorte d'amour, un certain jour, à une certaine heure. Ça ne se répète jamais dans les mêmes formes.

GROS PLAN
Le baiser du 20 avril 79

Nos bouches étaient si proches que le baiser devait être commencé depuis longtemps sans qu'on le sache. Tu as cassé un mot en miettes pour me dire : embrasse-moi.

C'est sûr que le baiser était déjà bien vivant quand tu as dit : embrasse-moi. C'est sûr qu'il était évident. C'est sûr que moi je n'ai rien dit.

J'ai regardé tes yeux de plus près, en fronçant vaguement les sourcils. Je suis arrivée à tes lèvres facilement. C'était le plus court chemin. Les yeux sont le plus court chemin d'une bouche à une autre, c'est géométrique, le théorème le plus compris au monde. Je n'ai pas touché tes lèvres tout de suite même si j'en étais tellement proche qu'une feuille de papier de soie n'aurait pu passer entre mes lèvres et les tiennes. J'en ai fait le tour lentement. Ma bouche respirait – entrouverte – sa pareille. Ce fut long. De la longueur du temps amoureux. Je ne pouvais plus quitter tes yeux. Ma bouche continuait sa lente reconnaissance. À force de se respirer, nos lèvres ont séché. J'ai mouillé doucement tes lèvres avec ma langue, et j'ai mouillé ensuite mes lèvres sur les tiennes. Lentement. C'est à ce moment-là que nos lèvres se sont jointes, comme deux morceaux de puzzle. C'est à ce moment-là que nous avons été conscientes du baiser qui se vivait entre nous.

On ne se touchait pas d'ailleurs. Que des yeux et de la bouche. Pourtant, nous étions liquides. Pourtant, des mains nous poussaient dans le ventre et allumaient des tisons un à un dans le réseau du sang. Même par la bouche, un seul système respiratoire : insatiable, inopérable, incurable.

Nos lèvres bougeaient sans se perdre une seconde. Nos langues bougeaient, emprisonnées. Mais nos corps ne bougeaient pas. Ta tête contre le coussin du sofa, moi, penchée sur toi.

Je ne sais plus comment nos lèvres ont réussi à se séparer. Je me souviens que nous avions le souffle court et que nos poitrines se soulevaient presque à se toucher, au même rythme. Il y avait des sons dans nos bouches. Des «H» aspirés surtout, des petites brises qui se perdaient à l'intérieur des joues. Il n'y avait pas tellement de ces bruits mouillés qui caractérisent les baisers avides, passionnés. Nous étions pourtant avides, mais nos yeux étaient savants dans l'art de nous orchestrer.

C'est peut-être cette fois-là que je t'ai raconté, avec le plus de détails, que je t'aimais. Dehors, c'était le mois d'avril.

HÉLÈNE PEDNEAULT

E.R.A.: a-t-on perdu la guerre, ou une simple bataille?

> ***«L'égalité des droits au regard de la loi ne sera ni refusée ni restreinte par les États-Unis ou par n'importe quel État à cause du sexe.»***
>
> (Proposition d'amendement à inclure dans la Constitution américaine)

Les Canadiennes viennent d'obtenir un amendement semblable – adopté d'ailleurs en toute dernière minute – dans la constitution nouvellement rapatriée. Mais cette «victoire» n'a pas soulevé d'enthousiasme délirant dans le mouvement des femmes ici. Nous savions que nous devions continuer à nous battre pour faire de ce beau principe une réalité visible.

Mais nous ne sommes pas aux États-Unis, où la conjoncture et les pratiques politiques sont très différentes. Pour une droite super-organisée et de plus en plus puissante (la Moral Majority), les termes mêmes de l'amendement pour l'égalité des droits incarnaient un projet radical de transformation sociale. Proposé par ces femmes qui veulent prendre les jobs des hommes, légaliser l'avortement et libéraliser les codes sexuels, l'ERA représentait pour elle un grand danger, et pire encore, menaçait la famille, la religion et l'«American way of life». La ratification de cet amendement a été le point central d'une lutte de longue haleine entre le mouvement des femmes et la Moral Majority.

C'est Alice Paul qui rédigea le premier amendement pour l'égalité des droits en 1923, trois ans seulement après l'obtention du droit de vote pour les femmes, et elle le présenta systématiquement chaque année au Congrès pendant 49 ans. Inébranlable malgré ses échecs à répétition, elle travailla parallèlement au niveau international et c'est à elle qu'on doit la mention des droits des femmes dans le préambule de la Charte des Nations unies.

En 1971, le congrès américain, à la remorque d'un mouvement des femmes en pleine expansion, adopta l'ERA (354-24) que le Sénat entérina de son côté en mars 1972 (84-8). Au cours de cette même année, 30 États ratifièrent l'amendement. Il n'en manquait que huit, mais la victoire ne s'annonçait pas facile.

1979 : la date limite pour la ratification approche. Il manque encore trois États. Faut-il demander une prolongation ? Cette question fait alors l'objet d'un grand débat : pourquoi faire une faveur à l'ERA ? Une prolongation va-t-elle renforcer ou affaiblir les acquis ? Si on peut gagner de nouveaux États, ne risque-t-on pas de perdre ceux qui ont déjà approuvé l'amendement ? Les forces pro-ERA n'ont eu d'autre alternative que de faire pression pour reporter la date limite. Elles n'étaient pas en position de force et espéraient qu'un délai plus long et des efforts supplémentaires leur permettraient de gagner les États qui avaient été très proches de ratifier l'amendement. Elles ne pouvaient qu'accepter le compromis proposé par un gouvernement fédéral qui les appuyait bien tièdement : prolongation de trois ans, mais chaque État est libre de revenir sur sa décision.

Juin 1982 : fin de la prolongation. Il manque toujours trois États. On a gagné de nouveaux États, on en a perdu d'autres, durant ces trois années de luttes parfois très intenses. Mais l'ERA n'a pas gagné de terrain et il n'est plus question de prolongation.

Étant moi-même américaine de naissance, élevée aux États-Unis, je me bute souvent, quand je tente d'expliquer aux femmes du Québec la défaite de l'ERA, à une grande perplexité : comment se fait-il qu'un principe aussi général soit si difficile à ratifier ? Pourquoi cet échec dans un pays où le mouvement des femmes est si fort au niveau national ? Je sais que nous allons examiner et analyser les causes de cette défaite durant les années qui viennent. Pour l'instant, je me contenterais d'exposer deux caractéristiques fondamentales de cette lutte, en espérant éclaircir un peu les choses.

La question stratégique

Les forces pro-ERA ont une base très large. Les groupes de femmes, locaux ou nationaux, soutiennent l'amendement, qui bénéficie d'ailleurs d'un appui populaire certain (*). Si les

lois étaient soumises à la population par sondages, l'ERA aurait force de loi depuis belle lurette. Or ce n'est pas la population qui passe les lois mais, dans ce cas précis, les législateurs d'État qu'elle a élus. Ces représentants, une fois en fonction, ne dépendent plus de leur électorat, mais des lobbies, des groupes de pression, des campagnes téléphoniques ou postales.

Tandis que les forces pro-ERA étaient occupées à fournir services et appuis aux femmes, à rencontrer individuellement les législateurs pour leur remettre en mémoire leurs promesses électorales, les organisateurs et partisans du mouvement opposé à l'ERA mettaient en branle une toute autre campagne. Ils organisèrent un groupe de militants zélés et bruyants pour écrire les lettres et téléphoner aux dirigeants d'entreprises et aux chefs de communautés, et ils se servirent des femmes proches des législateurs (secrétaires, commis, adjointes) pour appliquer leurs tactiques de pression. Ils lancèrent une campagne idéologique anti-féministe menée par Phyllis Schafly («si Dieu avait voulu les femmes égales...») pour donner l'impression qu'une grande partie de la population se sentait concernée et avait peur. Et avec la crise économique, ça a marché.

Les conséquences de l'ERA

Le mouvement anti-ERA a joué sur la peur en exploitant les éventuels changements qu'entraînerait l'adoption de l'ERA. Leurs prédictions catastrophiques ont continuellement imposé aux forces pro-ERA une tactique défensive. Toilettes unisexes (partout, pas seulement dans les avions), femmes conscrites dans l'armée et tuées, laissant des milliers d'orphelins, perte des pensions alimentaires, mixité dans les vestiaires de gymnases, les cellules de prison, les dortoirs de collèges... Les forces pro-ERA avaient beau affirmer qu'il ne s'agissait pas de supprimer les clauses garantissant le respect de la vie privée et de l'intimité, mais plutôt de les renforcer pour les deux sexes, elles ne tranquillisaient que les personnes que ces suppositions ridicules n'impressionnaient pas et qui étaient déjà du côté de l'ERA. Vers la fin de la campagne, la droite avait si bien réussi à déformer toute la question que l'une des réponses classiques d'un supporter anti-ERA était : «Je suis pour le E, je suis pour le R, mais pas pour le A», ce qui rendait toute la lutte complètement absurde.

Que va-t-il se passer maintenant ? Comment envisager la prochaine étape ? Toutes les hypothèses sont permises. Reagan vient juste de porter un nouveau coup à la campagne avec l'introduction de son Projet des 50 États qui consiste principalement à évaluer l'égalité des droits des femmes dans chaque État. Ne prévoyant aucun mode d'action concret, ce projet semble avoir autant de muscles qu'une commission du gouvernement canadien.

En tant que Québécoise, je vais continuer à lutter sur un terrain quotidien et concret, sans avoir à défendre un enjeu vital comme l'ERA. Mais en tant qu'Américaine, je suis sûre que les femmes vont se ré-organiser pour mener une offensive encore plus forte contre la droite... reprendre la tradition d'Alice Paul et honorer sa mémoire, parce qu'elle est morte en 1977, en plein milieu de la bataille.

JANET TORGE
LES PRESSES DE LA SANTÉ

TRADUCTION :
CLAUDINE VIVIER

(*) : Le lendemain de la défaite de l'ERA dans l'Oklahoma, en janvier 82, un journal local publia les résultats d'un sondage effectué dans tout l'État : 44,2% se déclaraient en faveur de l'ERA, 38,7% étaient contre et 15,1% ne se prononçaient pas. En outre, 80,6% des répondants appuyaient le projet, une fois l'avoir lu, sans savoir qu'il s'agissait de l'ERA, et 88,6% pensaient que tous les Américain-e-s, devaient avoir les mêmes droits.

communiqués

POWERHOUSE

3738 St. Dominique Montréal Québec Canada H2X 2X8 (514) 844-3489

CALENDRIER DES EXPOSITIONS

Du 7 au 25 septembre :
– dans la Grande Galerie : Fiberous – la fibre comme tremplin de l'inspiration. Expo de groupe à partir de soumissions venues d'un peu partout en Amérique du Nord, organisée par Khadejha McCall.
– dans la petite Galerie : Khadejha McCall – «Sans Name» – multi-media.

Du 28 septembre au 16 octobre :
– dans la Grande Galerie : Hélène Gagnon – peintures.
– dans la Petite Galerie : Johanna Roy – dessin/collage/assemblage.

La poésie à Powerhouse
Mercredi le 13 octobre à 21 h : Geneviève Letarte performance-texte

Du 19 octobre au 6 novembre :
– dans la Grande Galerie : Pamela Hori – «Cruising» – huiles récentes.
– dans la Petite Galerie : Susan Dubrofsky – «Profile d'une artiste» – peintures récentes.

Les dates exactes des expos et événements pour novembre restent à préciser. Appelez-nous pour l'info.

* P.S. Aussi en octobre-novembre, festival de films de femmes. Ouvrez l'oeil et l'oreille... !

LA RUE, LA NUIT, FEMMES SANS PEUR

Faisons passer le mot : toutes ensemble dans les rues, vendredi soir le 17 septembre 1982, pour dénoncer la violence faite aux femmes. L'an dernier, plus de 6 000 «femmes sans peur» ont marché dans les rues d'une trentaine de villes et villages, au Québec, au Canada et aux États-Unis. Soyons cette fois plus nombreuses encore, parce que «... nous ne nous sommes pas toutes faites brutalement agresser dans le fond d'une ruelle, mais toutes, parce que nous sommes des femmes, nous connaissons la **peur** de l'être ; plus particulièrement «dans la rue, la nuit» mais aussi au grand jour, dans les lieux publics, nos lieux de travail, nos maisons.»

Regroupement des centres québécois contre le viol)

SEMAINE DE LA CULTURE DES FEMMES, Hull, 26 septembre au 2 octobre

Inspirée par Jovette Marchessault, cette Semaine de la culture des femmes conviera dans l'Outaouais, à la Maison de la Citoyenne et du Citoyen de Hull, le grand public et quelques-unes des créatrices les plus marquantes dans divers domaines d'expression de l'art féministe. Au menu de cette Semaine axée sur la création, la créativité et l'imaginaire des femmes, des conférences sur l'histoire des femmes au cinéma et en littérature, des concerts rock et classique, un super-spectacle de chanson, des performances, de la danse, du théâtre, des tables rondes, lancements de livres, projections de films et vidéo, lecture publique, ateliers d'écriture, expositions diverses, kiosques d'information... Name it... L'inscription de 5$ par personne pour la semaine, de 15$ par organisme et de 25$ pour une inscription de soutien donne lieu à des réductions substantielles sur les billets des spectacles. L'inscription aux ateliers littéraires (15$) est en sus. Places limitées. Garderie sur place. Information, réservations, suggestions : à Hull : Marie Vachon, Théâtre des Filles du Roy, (819) 771-4389.

BAZAR BAZAR BAZAR

La collective du Mouvement contre le viol organise son bazar-bénéfice, le 26 septembre, au sous-sol de la Caisse populaire St - Louis - de - France de Montréal, au 745 est, Roy. À prix très bas, des vêtements, des livres, des jouets, des articles de cuisine. De tout, pour tous les goûts. Renseignements : (514) 526-2460.

COLLOQUE SUR LA FEMME (sic) AU TRAVAIL, UQUAM, 22 et 23 octobre

Ce colloque réunira à l'Université du Québec à Montréal, des participantes venant des groupes de femmes et des femmes chercheuses de différents milieux universitaires. Ensemble elles tenteront de promouvoir une conception de la recherche ouverte à la réalité des femmes et aux revendications des groupes de femmes. L'intérêt de ce colloque est d'autant plus immédiat que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC), sous les auspices duquel se tient cet événement, va très probablement réserver des fonds importants au cours des années qui viennent pour la recherche sur les femmes au travail. Un des rôles du colloque sera de faire des recommendations sur le contenu et les modalités du programme de subventions en ce domaine. Pour informations : Ruth Rose-Lizée (514) 282-8376 ou Francine Le Marbre (514) 282-6181.

LES 3ÈME LUNDIS DE L'HISTOIRE DES FEMMES 82-83

Cette année, chaque deuxième lundi du mois, d'octobre à mai inclusivement, le Théâtre expérimental des femmes nous invite encore une fois au 320 est Notre-Dame à Montréal, à ses soirées «historiques». Le thème de l'année : **Le corps des femmes aujourd'hui : connaissance et reconnaissance.** À plusieures ou en solo, des femmes viendront ébaucher ultimement une dialectique du corps. Une constante : la participation de femmes-médecins, histoire d'appeler les choses par leur nom. Le premier lundi de cette nouvelle série est le 11 octobre. Le propos : **La sexualité : entre l'image publicitaire et la maladie.** Coordonnatrices : Igore Noiseux et Lise Vaillancourt.

Renseignements : Hélène Pedneault : 879-1306. Prix d'entrée : 4$

AILLEURS QU'À MONTRÉAL

Une auberge-atelier vient d'ouvrir ses portes en août, à Lac Mégantic, pour femmes seulement, désireuses de partager des sessions de théâtre, musique, expérience de groupe, de scène. Deux animatrices marrainent ces sessions d'une semaine ou d'une fin de semaine. Exercices dirigés, lecture et écriture, improvisations, intermède de création personnelle. Idéalement 4 à 5 femmes par session. Outre une contribution minimum, le coût du séjour peut varier selon les ressources des participantes.

Sessions d'une semaine : du 12 au 19 septembre, du 10 au 17 octobre, du 14 au 21 novembre, et du 5 au 12 décembre.

Sessions de fin de semaine : 24-25-26 septembre ; 1-2-3 octobre ; 8-9-10 octobre ; 22-23-24 octobre ; 29-30-31 octobre et 5-6-7 novembre.

Renseignements : Trois et 7 la numéra magica 8 C.P. 43, Lac Mégantic, Québec, G6B 2S6

ROLAND SMITH PERD la fesse

Le **Cinéma X,** lancé à grands renforts de publicité «libertaire» par M. Roland Smith en décembre dernier, a très discrètement fermé ses portes en fin de juillet suite à une campagne efficace de «boycottage du cinéma Outremont jusqu'à la fermeture du Cinéma X" lancée par le **Regroupement féministe contre la pornographie,** qui organisait le 22 mai une grande manifestation dans les rues de Montréal. Les pressions exercées par le FRCP et des dizaines de groupes féministes avaient déjà amené les proposeurs d'un réseau québécois de «salles X» (MM. Guy Fournier, André Guérin et cie) à se rétracter publiquement en avril.

Reste à vérifier si le ministère des Affaires culturelles autorisera la nouvelle Loi du cinéma – et un Bureau de surveillance du cinéma plus représentatif de la population et des groupes de défense des droits des femmes – à faire cesser au Québec la diffusion de films et de vidéocassettes pornographiques, comme l'ont unanimement réclamé tous les groupes et personnes venues déposer sur cette question devant la commission chargée de rédiger le projet de loi.

SANTÉ

- Service de consultation médicale (médecine générale, gynécologie, suivis de grossesse, cliniques médicales pour lesbiennes)
- Pratique d'avortement
- Pratique d'auto-santé
- Des ateliers d'auto-examen (du vagin, du col, de l'utérus, des seins)

LE CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DU QUARTIER
16 est, BOUL St-JOSEPH
MONTRÉAL, H2T 1G8
(514) 842-8903

FLEURISTE PIERRE LARUE

288-8038

4008 ST-DENIS
MONTRÉAL H2W 2M2

femmes syndiquées...

«FAUT S'ORGANISER EN COMITE DE CONDITION FEMININE»

CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL CSN

Tél: 598 2021
1601 Delorimier, Montréal

librairie l'androgyne

livres pour:
lesbiennes
gais
féministes
enfants

3642, boul. st-laurent
2ème étage
NOUVELLE ADRESSE DEPUIS 1 2 82
au nord de prince-arthur
tél: 842-4765

SPGQ

Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec

Ce que les femmes du S.P.G.Q. veulent obtenir lors des prochaines négociations:

- *L'abolition des discriminations salariales entre hommes et femmes (classes d'emploi sous-payées).*
- *L'engagement de l'employeur à ne pas introduire des POSTES à temps partiel*
- *L'accès à des locaux, gratuits, pour des garderies en milieu de travail*
- *De véritables programmes d'accès à l'égalité, négociés*
- *L'amélioration des droits parentaux*

Nous sommes toutes concernées,

Le comité des femmes du Syndicat de professionnelles du gouvernement du Québec

155, boul. Charest est, C.P. 3007, Saint-Roch, Québec.
Québec, G1K 6X9, (418) 647-5780

L'AFFAIRE DES FEMMES...

- qui payent au prix fort le droit d'être des partenaires à part entière dans une société régie par les hommes.

- qui, envers et contre la coalition familiale, cherchent à se réaliser au-delà des lois du clan.

DEMANDEZ NOS CATALOGUES **EDIPRESSE INC.**
8382 ST-DENIS MONTRÉAL
QUÉBEC H2P 2G8 • (514) 381-7226

belfond ACROPOLE
Presses de la Renaissance

Les us qui s'usent

Le nouveau travail au foyer

La plupart des femmes que je connais peuvent facilement être classées en deux groupes. Celles qui ont travaillé dans un passé récent, qui reçoivent de l'assurance-chômage et qui, comme la cigale qui a chanté tout l'été, espèrent encore trouver quelque chose lorsque l'hiver viendra. Et il y a celles pour qui l'hiver est venu. Elles vivent sur le bien-être social. Elles ne chantent plus, on ne peut pas dire qu'elles dansent, mais il y a une chose qu'elles font à peu près toutes : elles écrivent.

La créativité est dans l'air, c'est indéniable. C'est à se demander d'ailleurs s'il n'y a pas un lien entre la créativité et le non-emploi, ou la créativité et les tenailles de la culpabilité qui accompagnent le chèque du bien-être, ou la créativité et la hantise du déclassement. Mais ceci est une autre histoire. Ce qui est certain c'est qu'il y a un lien entre l'écriture et l'aide sociale : les femmes qui ne vivent pas de la première, vivent sur la deuxième. Le risque, c'est que ça se sache. Un jour, un fonctionnaire astucieux pourrait très bien avoir l'idée d'annexer une page blanche au formulaire de demande d'aide sociale, sur laquelle les éventuelles bénéficiaires devront s'exécuter et prouver leurs talents littéraires par une petite composition. Non seulement ce serait stressant pour celles qui écrivent, mais ce serait injuste pour celles qui n'écrivent pas. L'autre risque, c'est que plus une activité est répandue, plus elle est dévaluée. Bientôt ce sera aussi peu original de dire «j'écris» que de dire «je suis ménagère» lorsqu'un curieux nous demandera ce qu'on fait dans la vie.

Le travail de l'écriture offre d'étranges ressemblances avec le travail au foyer. Il en a les mêmes inconvénients : l'isolement, le peu de reconnaissance sociale et il n'est pas payé. Une différence cependant. Tandis que le produit du travail au foyer, c'est-à-dire les enfants, finit habituellement par sortir du cercle domestique et par essaimer à l'extérieur, le produit de l'écriture, lui, sort rarement de la sphère intime du foyer ou des amis immédiats. Sa destination est le plus souvent la corbeille à papier. Heureusement, diront les mauvaises langues. Certaines vont même jusqu'à vanter les mérites de la poubelle utilisée comme prophylactique culturel contre de trop fréquentes émissions imprimées. Après les bouillons de culture, voici les condoms de culture ! De toutes façons, on demeure dans la sphère qui nous intéresse, le foyer.

Il y a plusieurs avantages à pratiquer l'écriture à la maison. D'abord, on peut s'arrêter n'importe quand pour se faire un café, répondre au téléphone ou recevoir des visites de confrères ou consoeurs de métier qui viennent jaser de leur dernier texte ou de leur futur projet. Cela donne l'occasion de briser l'isolement inhérent à tout travail de création et d'avoir des échanges enrichissants. Le fait que l'occasion fait le larron et que ces visites se terminent plus souvent qu'autrement dans la broue n'est pas à considérer ici. Une personne qui écrit se doit de renforcer sa discipline personnelle. Mais là où il y a un avantage certain de l'écriture à la maison, et surtout pour la maison, c'est lors des pannes. Quand on réfléchit devant sa dactylo en se tortillant une couette de cheveux («tiens, ils sont sales, il faudrait que je les lave»), ou en fumant une cigarette, on finit toujours par remarquer les moutons qui trainent dans les coins, la poussière sur les meubles ou la saleté sur la fenêtre. Quoi de plus tentant alors que de se lever, d'aller chercher la vadrouille ou tout autre objet utile en ce cas et de se mettre à l'ouvrage en se disant que bien sûr ça aide à la réflexion. (Ne dit-on pas d'ailleurs «avoir l'esprit en vadrouille» ?) Si bien qu'une matinée d'écriture peut très bien dévier de son cours et se poursuivre en après-midi de nettoyage (sauf quand les ami-e-s viennent). Résultat, la maison est aussi propre et blanche que la page. Et c'est là que l'écriture prend ses véritables dimensions de travail au foyer. Il n'y a pas de maison plus propre et mieux entretenue que la maison d'une femme qui écrit et vit sur le bien-être. Elle a l'oeil aiguisé et tout son temps. Elle jouit de «dead line» indéfiniment extensibles, pour ne pas dire inexistants, et tout le monde sait combien l'inspiration est capricieuse. J'en connais qui se sont monté une garde-robe quasi complète en cousant, comme ça, lors des pannes d'inspiration. D'autres ont développé des talents culinaires fort appréciés par leurs collègues de métier et d'autres des ressources insoupçonnées en bricolage. Bref, c'est le nouveau travail au foyer.

D'autant plus que l'écriture est une activité qui se pratique dans la position assise. C'est là un inconvénient qu'il ne faut pas minimiser et auquel le travail à la maison heureusement vient remédier. En effet, le risque que l'arrière-train de l'écrivaine s'épaississe est amoindri par les activités domestiques auxquelles elle se livre généralement et qui lui procurent les mêmes bienfaits que le conditionnement physique ou autre gymnastique. De plus, ça réchauffe tout autant que la danse et une petite fourmi besogneuse pourrait maintenant dire à la cigale imprévoyante mais moderne :

Vous avez chanté tout l'été ?
Et bien, écrivez maintenant.

MONIQUE DUMONT

Entrefilet au poivre

«OTTAWA, le 5 juillet 1982. Le premier tribunal des droits de la personne à examiner une plainte de harcèlement sexuel vient de débouter la plaignante.»

Communiqué de la Commission canadienne des droits de la personne

«Par son attitude, Mme Robichaud a donné l'impression d'être une personne franche. Sa propension à dire la vérité a été confirmée par d'autres preuves (...) M. Brennan a nié l'existence de ces contacts sexuels. Son comportement était celui de quelqu'un qui ne dit pas la vérité.» (p. 13)
«Par conséquent, les plaintes (de Mme Robichaud) doivent être rejetées.» (p. 41)

Richard D. Abbott, arbitre
Tribunal des droits de la personne
extraits de la décision rendue le 26 juin 1982

LE FARDEAU DE LA PREUVE

Le 3 octobre 1977, Bonnie Robichaud commence à travailler à la base des Forces Armées Canadiennes de North Bay. Elle a trente-deux ans, elle est mariée et elle a des enfants. Au bout d'un an, elle devient la seule femme chef d'équipe au département de l'entretien ; en plus des travaux de nettoyage, elle doit maintenant superviser le travail d'autres préposées. Les chefs d'équipes sont nombreux et ils dépendent de deux contremaîtres de secteurs et d'un contremaître en chef, Dennis Brennan. Brennan a 46 ans, a divorcé et s'est remarié.

L'hiver passe. En mars 79, Brennan fait ses premières avances sexuelles à Bonnie Robichaud. Bonnie commence par y résister mais elle en vient ensuite à accepter certains contacts physiques. Quelques jours plus tard, Brennan revient à la charge et le scénario se répète à plusieurs reprises pendant les mois de mars, avril et mai ; chaque fois que Brennan l'aborde, elle refuse et elle proteste, mais ses refus sont suivis d'attouchements, de masturbation ou de fellatio. En une occasion, Brennan essaie d'aller jusqu'au coït sans parvenir à une érection. Un jour, en avril, alors que Bonnie veut sortir du bureau de Brennan, il lui rappelle qu'il est son patron et que si elle part, il se plaindra de sa désobéissance. Un autre jour, il la prévient ; «Sans mon soutien, tu vas te casser la gueule».

Le 24 mai, pour la première fois, Bonnie Robichaud se décide à parler à son médecin et à son mari des exigences sexuelles de son patron. Le lendemain, lorsqu'il l'approche à nouveau, elle refuse catégoriquement de lui céder. Pendant trois semaines, Brennan s'abstient de lui faire des avances. Vers la fin mai ou le début juin, elle se confie au président de son syndicat. Le 18 juin, Brennan recidive en la questionnant sur sa vie privée et sexuelle. Elle le repousse fermement et lui dit de la laisser tranquille.

Dans les jours qui suivent, à son insu, des lettres de plaintes et une pétition contre elle, signées par quelques préposées à l'entretien, parviennent à la direction de la base. Le 28 juin, elle est convoquée au bureau du capitaine Adlard, adjoint administratif de la base. Brennan est là. On l'informe des plaintes déposées contre elle. Bonnie explique alors au capitaine Adlard que Brennan la harcèle sexuellement depuis plus de deux mois et qu'elle espère que c'est maintenant terminé. Brennan est visiblement bouleversé. Il nie toute forme de contact sexuel avec elle et menace même de la poursuivre. Le capitaine Adlard leur signifie qu'il n'a pas l'intention de pousser cette affaire plus loin mais que, quel que soit le genre de relation qu'ils avaient, ils doivent y mettre un terme.

Bonnie reprend son travail. Le surlendemain, elle reçoit l'ordre de consacrer ses deux jours de week-end à nettoyer une piscine, alors que cette tâche est habituellement faite en rotation et que ce n'est pas son tour. Quelques jours plus tard, on lui enlève des responsabilités relatives à la sécurité. Sa tâche est modifiée et on augmente le nombre d'endroits où elle doit vider les ordures.

Bientôt, ce sont ses vacances. À son retour, trois semaines plus tard, elle apprend qu'elle est réaffectée ; dorénavant, elle devra s'occuper du nettoyage d'une autre baraque. Elle devra faire elle-même le travail jusque-là confié à deux proposé-e-s, avec l'aide d'un employé à temps partiel, le seul dont elle supervisera maintenant le travail.

Par la suite, elle sera encore réaffectée à plusieurs reprises. Elle dépose griefs sur griefs pour protester contre ces changements et la plupart du temps, elle les gagne. Mais elle souffre de la situation et, le 20 janvier 1980, elle dépose une plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne contre Dennis Brennan et ses employeurs pour harcèlement sexuel, discrimination et intimidation.

Après avoir fait enquête pour établir le bien-fondé de la plainte, la Commission nomme un conciliateur chargé d'en arriver à un règlement puis, devant l'échec de la conciliation, elle forme un tribunal qui entendra la cause.[1] Le 30 juin 1982, le tribunal, en la personne de Richard D. Abbott, professeur en administration publique à l'Université de Carleton, rend sa décision.

Tous les faits du récit que vous venez de lire sont tirés de cette décision, formulés autant que possible dans les mêmes termes et tenus pour authentiques par l'arbitre. J'en ai fait la reconstitution chronologique. Voici maintenant quelques extraits-significatifs de la décision du tribunal.[2]

«En somme, je conclus que le témoignage de madame Robichaud selon lequel ces contacts sexuels ont eu lieu doit être préféré aux dénégations de M. Brennan. (p. 14)
(...) En plusieurs occasions, Mme Robichaud a indiqué à M. Brennan que ses avances sexuelles étaient importunes (...) Mais à chaque fois, le refus ou la protestation ont été suivis de contacts sexuels auxquels il faut présumer qu'elle a participé

volontairement. On se doit de mettre en doute la sincérité de ces protestations ou, à tout le moins, supposer que M. Brennan pouvait ne pas les croire sincères. Chaque fois qu'il faisait une approche sexuelle, il ne risquait que de recevoir un refus supplémentaire et définitif. Les protestations du 25 mai semblent avoir été en grande partie efficaces. M. Brennan s'est engagé par la suite, le 18 juin, dans une conversation à caractère sexuel, mais il semble qu'il n'aurait fait que questionner Mme Robichaud sur sa vie privée et sexuelle. Le fait que Mme Robichaud ait alors refusé de lui répondre semble avoir été accepté par M. Brennan comme un refus définitif puisqu'il n'y a pas eu de contacts sexuels par la suite. Je ne peux qu'en conclure que les refus et les protestations de Mme Robichaud ont été incohérents avec sa conduite, à l'exception du refus du 25 mai, et qu'ils n'étaient pas suffisants pour permettre à M. Brennan de constater que Mme Robichaud percevait sa conduite comme un harcèlement.

Deuxièmement les actes reprochés à M. Brennan par Mme Robichaud, et que je crois réels, étaient d'une nature telle que, objectivement, d'après sa preuve, je ne peux que soupçonner qu'ils n'étaient pas malvenus. Être masturbée, pratiquer la fellatio, «caresser» le pénis de quelqu'un d'autre et attendre le retour de quelqu'un qui n'a pas réussi à avoir une érection sont des actes qui ne s'expliquent que par un fort degré de participation volontaire. (pp. 21-22)

Seule sa protestation du 25 mai 1979 et son refus clair d'engager une conversation à connotations sexuelles le 18 juin peuvent s'avérer significatifs. Mais compte tenu de sa conduite antérieure, je ne peux pas blâmer M. Brennan pour cette dernière avance du 18 juin : dans les circonstances, je ne peux pas la considérer comme une persistance indue. Et lorsque cette avance a été repoussée, il s'est conduit correctement en s'abstenant de revenir à la charge. (pp. 27-28)[3]

Mme Robichaud est assez avertie en matière de discipline du personnel pour comprendre qu'une plainte contre elle «pour désobéissance» ne tiendrait pas, s'il s'agissait en fait d'un refus de se soumettre à des exigences sexuelles. Dans le deuxième cas («Sans mon appui, tu vas te casser la gueule». S.D.), *l'affirmation de M. Brennan, en elle-même, n'est qu'un constat, et les circonstances qui l'entourent ne me permettent pas d'établir qu'il s'agissait vraiment d'une menace de représailles au niveau de l'emploi si elle résistait à ses exigences sexuelles. (p. 23)*

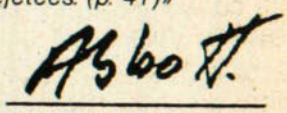
Il semble de plus que le capitaine Adlard et les autres membres de la direction de la base aient pris par la suite des mesures pour séparer géographiquement Mme Robichaud et M. Brennan.[4] *Plus tard, ils ont aussi fait en sorte que la responsabilité hiérarchique de Mme Robichaud aille de son contremaître de secteur directement à l'adjoint administratif de la Base, passant outre M. Brennan. Ces mesures étaient raisonnables dans les circonstances. (p. 33)*

Somme toute, je ne peux en aucune façon tenir l'employeur, mis à part M. Brennan, responsable d'un traitement discriminatoire à l'égard de Mme Robichaud (...). (p. 37)

Les circonstances entourant ces lettres et pétitions sont de nature à faire soupçonner fortement que M. Brennan en soit l'instigateur. Toutefois, bien que plusieurs signataires des lettres et des pétitions aient été appelé-e-s comme témoins, aucun d'eux n'a fourni de preuve permettant de confirmer ce soupçon. En me fondant sur les preuves dont je dispose, je ne peux pas conclure que M. Brennan doit en avoir été l'instigateur et donc qu'il s'agissait probablement de représailles contre Mme Robichaud (...) malgré le fort soupçon que j'entretiens sur le rôle que M. Brennan pourrait y avoir joué. (p. 34)

Quant à ces modifications (de la tâche de Bonnie Robichaud. S.D.) *je soupçonne fortement que Brennan y ait joué un rôle prédominant. Mais ce soupçon n'est pas suffisant pour me permettre d'établir qu'il en était responsable et qu'il s'agissait de représailles contre Mme Robichaud. (...) Comme dans le cas des lettres et des pétitions, je reste dans le doute. (p. 38)*

Par conséquent, les plaintes doivent être rejetées. (p. 41)»



HUMAN RIGHTS TRIBUNAL

Épiloque : Selon la Commission canadienne des droits de la personne, Bonnie Robichaud à l'intention d'aller en appel de cette décision.

SYLVIE DUPONT

À SUIVRE

1/ *Une fois constitués, ces tribunaux sont indépendants de la Commission canadienne des droits de la personne qui a porté plainte conjointement avec B.R.*

2/ *La version française officielle n'étant pas encore disponible, j'ai dû faire moi-même la traduction de ces extraits. (S.D.)*

3/ *Remarquez que dix jours plus tard, Mme Robichaud le dénonçait au cap. Adlard. (S.D.)*

4/ *Notez que c'est elle qui a été «séparée géographiquement». (S.D.)*

PENDANT CE TEMPS, AUX U.S.A...

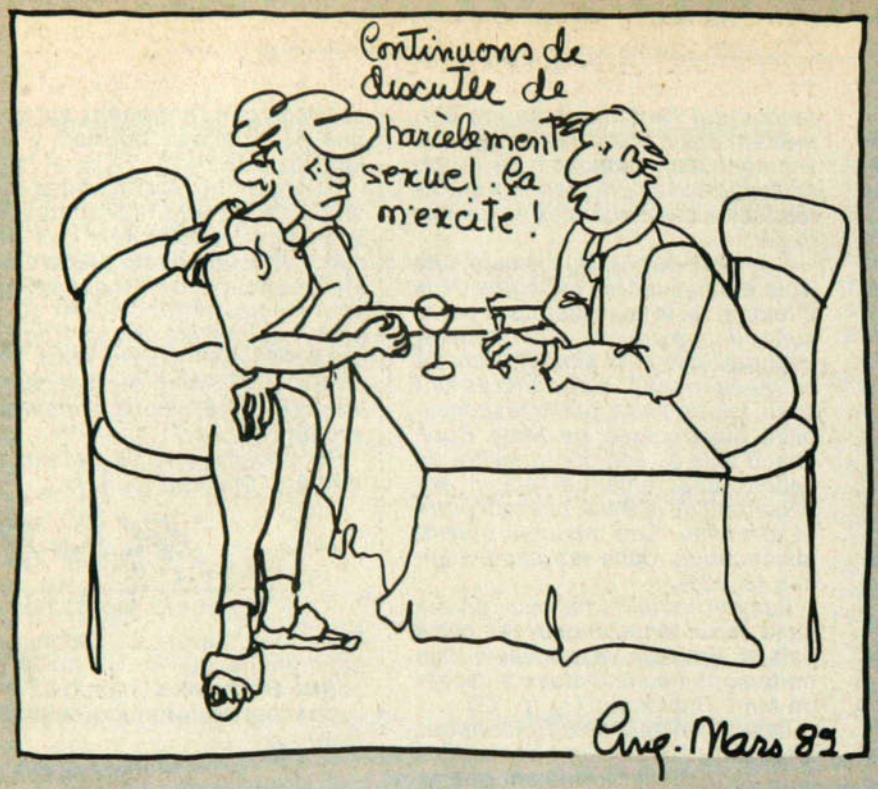
$196,500 EN DOMMAGES-INTÉRÊTS À UN HOMME HARCELÉ PAR SA PATRONNE

JUILLET 82. MADISON, WISCONSIN.

Un fonctionnaire de la sécurité sociale, M. David Huebschen, 33 ans, se voit accorder par le jury d'un tribunal fédéral américain la somme de $196,500 en dommages-intérêts pour avoir subi le harcèlement sexuel de son ex-supérieure hiérarchique, Mme Jacqueline Rader, 37 ans. La victime se plaignait qu'après avoir mis fin à une aventure sexuelle avec Mme Rader, il avait été rétrogradé par mesure de représailles pour avoir résisté à ses avances sexuelles. Ce changement à son travail aurait eu des effets néfastes sur sa vie et provoqué des modifications de sa personnalité. L'ostracisme de ses très introverti. L'avocat de Huebschen demandait pour son client la somme de $150,000 en dommages-intérets. Le jury a été plus loin : il a condamné Mme Rader à lui verser $114,000 et le supérieur hiérarchique de cette dernière à verser lui-même $81,900 pour n'avoir jamais voulu tenir compte des plaintes de M. Huebschen. Madame Rader portera appel.

D'APRÈS LE DEVOIR (22 JUILLET), THE SAN FRANCISCO CHRONICLE (22 JUILLET) ET TIME MAGAZINE (21 JUILLET).

À SUIVRE



LES DESSOUS DU 9 À 5, SUITE ET FIN ?

Parmi vous, 2 465 femmes ont répondu à notre questionnaire sur le harcèlement sexuel. Nous, le YWCA de Montréal et LA VIE EN ROSE, l'avions diffusé essentiellement pour poser les bonnes questions et tenter de catalyser la réflexion sur ce que nous vivons dans nos milieux de travail. Huit mois plus tard, après un douloureux tête-à-tête avec l'ordinateur, voici vos réponses enfin décodées.

Avertissement : **si les résultats de ce sondage viennent contrecarrer bon nombre des mythes et des mensonges qui servent à «nous la fermer» quand nous soulevons la question du harcèlement sexuel, ils ne visent pas à prouver (aux hommes) que «le harcèlement-sexuel-existe-, une-bonne-fois-pour-toutes». Et ce pour deux raisons : méthodologiquement parlant, vos 2 465 réponses volontaires ne sont pas un échantillonnage représentatif [1] de la population féminine dite «active». De plus, nous savons très bien que pour ceux (et celles) qui ne veulent rien en savoir, pour les nombreux irréductibles, il n'y aura jamais de preuve !**

Qui sont les 2 465 répondantes ?

Travailleuses à temps plein à 84% et syndiquées à 86%, les répondantes sont majoritairement des enseignantes (24%), des employées de bureau (15%) et des travailleuses non spécialisées (14%). (Voir tableau 1)

Annuellement, 34% d'entre elles gagnent plus de 25 000$, et 33% entre 10 000$ et 15 000$. Rappelons qu'en 1977, le salaire moyen des Québécoises salariées était d'environ 13 000$. (Voir tableau 2)

85% des répondantes ont entre 20 et 40 ans, 10% entre 41 et 50 ans, et 3% plus de 50 ans. Seulement 2% ont moins de 20 ans.

À 59%, elles habitent actuellement avec un homme : 44% sont mariées, 13% vivent en union libre, et 1% sont remariées. Par ailleurs, il y a 30% de célibataires, 5% de divorcées, 4% de séparées et 1% de veuves.

Notons ici que 10% des répondantes s'identifient comme lesbiennes.

31% d'entre elles ont un diplôme universitaire, 24% ont complété le cours secondaire et 15% le Cégep. (Voir tableau 3)

La distribution régionale des répondantes correspond très bien à la répartition géographique globale des Québécois-e-s, sauf pour la région de Montréal, légèrement sous-représentée (- 6%), et pour celle de Québec, sur-représentée (+ 5%). (Voir tableau 4)

Que disent-elles ?

64% des répondantes (ou 1 576) disent avoir été harcelées sexuellement au travail. Elles se plaignent d'abord de «blagues, taquineries, ou remarques sexuelles» (à 90% ou 1 411), et de «regards insistants, oeillades, se faire déshabiller des yeux» (à 72% ou 1 136). Elles rapportent ensuite des «attouchements, frôlements et pincements» (à 40% ou 627) et des «insinuations et/ou pressions sexuelles» (à 35% ou 556).

De ces 1 576 femmes ayant subi différentes formes de harcèlement, 9% (ou 140) ont reçu des «invitations à sortir ensemble» accompagnées de menaces, et 6% (ou 90) des «propositions explicitement sexuelles» avec menaces. (Voir tableau 5)

Quel genre d'emploi occupez-vous ou avez-vous occupé ?

Professionnelle (médecine, droit, génie, etc.)	21 %
Cadre (gestion, comptabilité, commerce, finances)	4 %
Enseignante	24 %
Travailleuse sociale	5 %
Infirmière	4 %
Artiste (écrivaine, musicienne, comédienne, peintre, etc.)	1 %
Technicienne, travailleuse spécialisée	12 %
Travailleuse non spécialisée	14 %
Travailleuse domestique (salariée)	1 %
Employée de bureau (commis, secrétaire, etc.)	15 %

Tableau 2

Quel est/était votre salaire annuel ?

Moins de 5 000$	5 %
Entre 5 000$ et 10 000$	9 %
Entre 10 000$ et 15 000$	18 %
Entre 15 000$ et 25 000$	32 %
Plus de 25 000$	34 %

Tableau 3

Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous ayez complété ?

Élémentaire	2 %
Secondaire	24 %
Ancien cours classique	2 %
CEGEP	15 %
Quelques années d'université	14 %
Baccalauréat	31 %
Maîtrise	10 %
Doctorat	1 %

Vous dites bien collègue ?

Qui sont les auteurs de ces différentes formes de harcèlement ? Selon l'analyse courante, le harcèlement sexuel est un sous-produit des différences hiérarchiques, une discrimination supplémentaire. Il est donc surprenant de constater que les quatre formes de harcèlement les plus communes proviennent 2 à 3 fois plus souvent d'un collègue que d'un supérieur. C'est valable pour tous les types d'emploi, sauf pour les employées de bureau et les travailleuses non spécialisées, dans le cas des «insinuations et/ou pressions».

Compte tenu du taux de syndicalisation très élevé des répondantes, cela en dit long sur le genre de «solidarité syndicale» imposé par les «camarades» à leurs camarades féminines.

Au contraire, les «supérieurs» sont 2 à 3 fois plus coupables que les «collègues» de «propositions sexuelles avec menaces de conséquences négatives au travail, en cas de refus» et «d'invitations à sortir ensemble» accompagnées de menaces. Cela pour toutes les catégories de travailleuses.

Enfin, les travailleuses non spécialisées sont les seules à se plaindre, de façon consistante et comparativement significative, de leurs représentants syndicaux.

Qui sont les victimes ?

(ou «Tout le plaisir est pour les ... ?»)

Est-ce que le harcèlement sexuel varie selon l'âge ou l'orientation sexuelle de la victime ? Selon qu'elle est perçue comme la blonde ou la femme de quelqu'un ? Les grandes rousses se font-elles harceler plus souvent que les petites brunes ?

En gros, les victimes sont plus jeunes que vieilles (l'auriez-vous cru ?). Les femmes de moins de 20 ans et celles âgées de 26 à 30 ans sont proportionnellement harcelées plus que la moyenne, à 70% (+ 6%). Par contre, les femmes de 41 à 50 ans s'en plaignent moins, à 50% (– 14%), et celles de plus de 50 ans, à 41% (– 23%).

Finalement, les pauvres «femmes sans homme» se disent harcelées à peine plus que la moyenne, à 67% (+ 3%). Les femmes séparées et celles vivant en union libre sont elles aussi au-dessus de la moyenne de 64% : 74% d'entre elles rapportent des expériences de harcèlement (+ 10%). Les veuves et les femmes remariées victimes de harcèlement sont égales ! – légèrement sous la moyenne, à 58% (– 6%).

Quant à l'orientation sexuelle, les répondantes se disant lesbiennes sont davantage harcelées que les hétérosexuelles : 71% (de 246) comparé à la moyenne de 64% (+ 7%).

Déjà harcelées : 64%

Tableau 4

Dans quelle région habitez-vous ?

	répondantes	population québécoise
Région de Montréal	50 %	56 %
Région de Québec	21 %	16 %
Outaouais	6 %	4 %
Abitibi-Témiscamingue	1 %	2 %
Saguenay-Lac St-Jean	4 %	5 %
Bas du fleuve	4 %	
Gaspésie	1 %	4 %
Estrie	5 %	4 %
Côte-Nord	2 %	2 %
Mauricie	7 %	7 %
Extérieur du Québec	0.4 %	

Tableau 5

Vous est-il déjà arrivé de subir, de la part d'un supérieur, d'un collègue ou d'un représentant de votre syndicat, un ou plusieurs des comportements suivants :

	Toutes répondantes :	Répondantes harcelées :
	2 465	1 576
Regards insistants, oeillades, se faire déshabiller des yeux	46 %	72 %
Blagues, taquineries, ou remarques sexuelles	57 %	90 %
Insinuations et/ou pressions sexuelles	23 %	40 %
Attouchements, frôlements, se faire pincer	25 %	35 %
Invitations à «sortir ensemble» avec la menace implicite d'ennuis possibles au travail en cas de refus de votre part	6 %	9 %
Propositions explicitement sexuelles avec la menace implicite de conséquences négatives au travail en cas de refus de votre part (pertes d'avantages, conditions difficiles, isolement, blocage de l'avancement, congédiement)	4 %	6 %
Autres formes de comportement sexuel coercitif	7 %	11 %

Montréalaises ?

Êtes-vous l'une des 1 227 répondantes de la *région* de Montréal ? Quelque soit votre emploi, votre âge, votre statut civil, que vous ayez déjà ou non vécu du harcèlement sexuel, nous vous invitons à une soirée de discussion des résultats de l'enquête. Pourquoi les femmes en haut et en bas de l'échelle se plaignent-elles, plus les autres, comme les lesbiennes comparées aux hétérosexuelles, d'ailleurs ? Si vous voulez approfondir ces questions, et bien d'autres, téléphonez à Lise Moisan, YWCA, (514) **866-9941,** poste 43.

Merci encore

Plus de 30 femmes ont contribué gratuitement, plusieurs centaines d'heures, à la compilation des données. Nous les remercions. Nous tenons aussi à remercier particulièrement Fernande-Clément, Rachel Labrecque, Johanne Roy, Louise Roy et Monique Simard, pour les efforts qu'elles ont mis à diffuser le questionnaire auprès des membres de la CEQ, de la CSN et du SPGQ.

Les facteurs extérieurs

(ou «Passons aux choses sérieuses...»)

Y a-t-il des emplois où les travailleuses sont plus harcelées qu'ailleurs ? Ou plutôt (hormis dans les couvents), y a-t-il des emplois dénués de cette menace à la santé-sécurité ?

Comparées à la moyenne des travailleuses, les enseignantes et les travailleuses domestiques sont celles qui se plaignent le moins de harcèlement sexuel, à 54% (−10%), tandis que les artistes et les professionnelles s'en plaignent le plus, à 76% et 74% respectivement (+12% et +10%). Bref, les écarts par type d'emploi sont relativement mineurs : une femme sur 10, de plus ou de moins.

(suite page 69)

«Le harcèlement sexuel, un problème grave» : 89%

MISES À PIED, MISES AU PAS ?

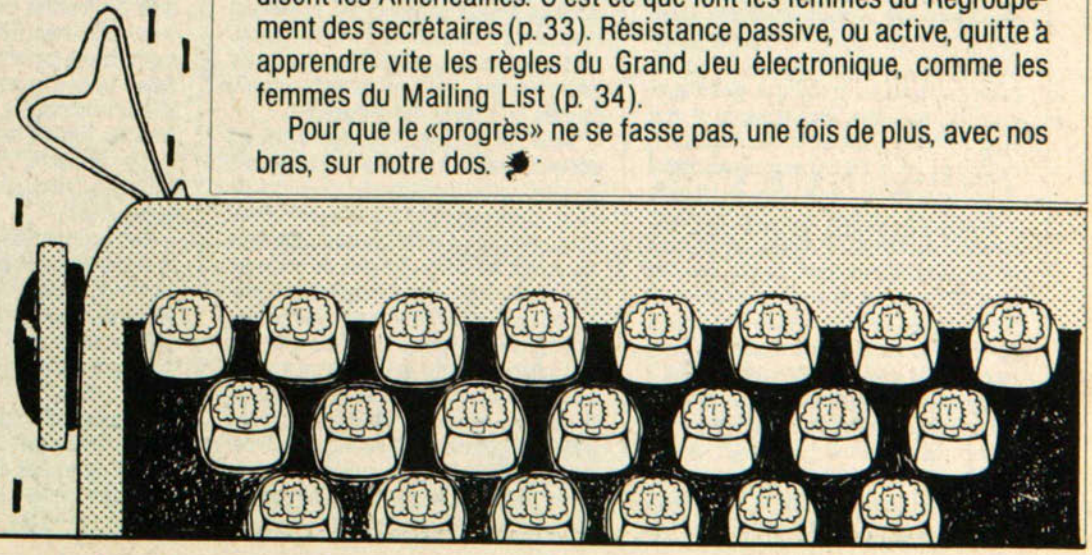
Longtemps, on a servi aux femmes le discours du sacrifice-dévouement-altruisme, incarné parfaitement par la création des écoles d'art ménager, ces «foyers» producteurs de bonnes ménagères non payées (p. 20). Comment s'étonner, 75 ans après Alphonse Beaudet, du fait que 78% des Québécoises rémunérées soient dans le secteur dit «des services» : commis, caissières, secrétaires, vendeuses, aides domestiques... ou serveuses de comptoir-lunch (p. 22). La plupart d'entre elles font la moitié du salaire d'un homme et n'ont aucune sécurité d'emploi, elles ne sont pas syndiquées et quasi non syndicables. À moins que les règles du jeu n'évoluent rapidement (p. 24), elles seront les premières victimes de la crise.

Parmi toutes ces travailleuses exploitées, les immigrantes sont encore plus mal loties, confinées au travail au noir, à la pièce, à la manufacture (p. 26). Si la loi offre peu de recours à toutes, il y a au moins quelques bonnes adresses à connaître, en cas de renvoi, d'abus, de harcèlement, etc. (p. 35).

Les conditions de travail des ouvrières et des employées de services seront bientôt modifiées par l'introduction déjà amorcée des changements technologiques. Pour les employées de bureau, les téléphonistes du Bell par exemple, les dégâts du «progrès» technologique sont déjà visibles (p. 28).

Alors comment ferons-nous pour, sinon arrêter le «progrès» en marche aveugle comme chacune sait, du moins contrôler un peu mieux ses effets ? Hormis la syndicalisation, aux avantages certains mais à l'accès difficile, la conscience de l'urgence et l'organisation collective s'imposent. «Don't agonize, organize !» disent les Américaines. C'est ce que font les femmes du Regroupement des secrétaires (p. 33). Résistance passive, ou active, quitte à apprendre vite les règles du Grand Jeu électronique, comme les femmes du Mailing List (p. 34).

Pour que le «progrès» ne se fasse pas, une fois de plus, avec nos bras, sur notre dos.



Maquette du dossier : Anne Morin

L'ÉCOLE DES FEMMES

En 1982, plus d'une femme sur deux est ménagère à temps plein et ne reçoit aucune rémunération pour son travail. Si 55% des Québécoises ne sont pas sur le marché du travail salarié, ce n'est pas par hasard. Le gouvernement québécois a toujours adopté des politiques visant à contraindre et, plus récemment, à inciter les femmes à être ménagères à temps plein. Mais les mesures économiques et sociales de l'État pour assurer la permanence du travail ménager gratuit devaient tomber en terrain fertile. Tout au long du siècle, les femmes ont été la cible d'innombrables campagnes de propagande : c'était le levain qui devait faire monter la pâte.

Les «écoles du bonheur»

Notre élite québécoise, nationaliste et cléricale, s'est toujours fait du mauvais sang au sujet de ce qu'elle identifiait comme la «crise de la famille».

Au début du siècle, la participation accrue des femmes au marché du travail salarié, l'émergence d'un mouvement féministe de pair avec un processus accéléré d'industrialisation et d'urbanisation inquiétèrent vivement les hommes de pouvoir. Déplorant le fait que «les Canadiennes-françaises avaient perdu le vrai sens de leurs responsabilités d'épouses, de mères et d'éducatrices»,[3] Alphonse Beaudet se consacra pendant de longues années à un intense travail de lobbying politique qui aboutit, en 1905, à la création de l'École ménagère Saint-Pascal. Beaudet fut le précurseur d'un mouvement qui allait durer jusqu'à la réforme scolaire des années 60 : la mise sur pied des «écoles du bonheur», où les jeunes femmes apprenaient à accepter leur carrière d'épouse et de mère.

Les écoles ménagères connurent un succès considérable : en 1942, on en comptait 23 et 27 000 étudiantes y étaient inscrites.[4] L'abbé Tessier, ardent défenseur de ces programmes, décrivait en ces termes la formation inculquée aux jeunes femmes : «... une préparation intensément féminine et nettement orientée vers la vie du foyer. La famille, l'époux, les enfants constituent le centre d'intérêt vers lequel toute la formation doit converger... L'idéal visé : un sanctuaire familial où l'âme et les mains trouveront à servir, de la meilleure façon possible, l'Église et l'État».[5]

Que le gouvernement québécois ait accepté de subventionner ces écoles est sûrement un facteur important du succès qu'elles ont connu (les collèges classiques pour femmes, eux, ne seront subventionnés qu'à partir des années 50).

Mais les femmes inscrites dans les écoles ménagères ne furent pas les seules à subir cette propagande : à partir de 1937, l'«enseignement ménager» devint obligatoire tant à l'école primaire que dans les écoles normales. En plus de propager une «mystique de la féminité», ces programmes mettaient en garde les jeunes femmes contre l'influence néfaste du travail salarié sur leur vie. Dans un manuel scolaire obligatoire pour les étudiantes de la dixième année en 1960, on décrivait ainsi les répercussions du travail : «Indépendante sur le plan professionnel, la jeune fille s'imagine capable de se gouverner seule. Mariée, elle se soumet malaisément à l'autorité du chef de famille». Inlassablement, l'auteure rappelle à la jeune fille que «sa vie de femme, sa vraie vie de femme commencera avec le mariage et la maternité» et qu'à l'image de la sainte Vierge, «la mère de famille doit accepter ce que les autres font d'elle : une servante».[6]

Ménagères «professionnelles»

Un autre son de cloche, plus libéral en apparence, allait se faire entendre à partir des années 40, celui de la «professionnalisation» du travail ménager.

Entre 1939 et 1944, le nombre de femmes sur le marché du travail avait augmenté de 70%.[7] À la fin de la guerre, il fallait justifier aux yeux de milliers de femmes des mises à pied massives. C'est en ces termes qu'on leur présenta la chose : «... voyez-y l'occasion de reprendre fermement les rênes d'un commandement qui vous revient de droit. Considérez le changement comme un avancement. D'employée, vous serez devenue patron, car la famille est une entreprise qui s'administre tout comme les grandes entreprises».[8]

Cette conception fut soigneusement articulée dans les années 50 par la Revue Moderne (qui sera connue à partir de 1960 sous le nom de Châtelaine). Le travail ménager devenait une profession, l'épouse était dorénavant «maîtresse de maison» ou encore «ingénieur domestique» et ses méthodes de travail seraient scientifiques. Selon Lyne Chamberland, sociologue, le rôle de la ménagère «est décrit et valorisé dans les termes habituellement réservés au travail salarié, i.e. l'efficacité, l'organisation scientifique, la compétence, les responsabilités».[9]

Cette conception correspondait aussi à la standardisation du travail ménager et à l'imposition, par le biais de la télévision et des magazines féminins, du modèle américain, blanc et petit bourgeois.

La professionnalisation du travail ménager, dont les fabricants d'électroménager et autres publicistes se faisaient les grands défenseurs, a servi à redorer le blason du travail ménager et à paver la voie pour l'effort de l'après-guerre des femmes : le «baby boom».

Mères et/ou coupables

Mais au cours des années 50, on assiste à un autre phénomène, celui de la massification culturelle de la psychologie. C'est le début d'une ère nouvelle : celle de la culpabilisation outrancière des mères.

Le message véhiculé par la psychologie est clair : les femmes, dès qu'elles sont mères, doivent se consacrer entièrement à leurs enfants et à leur mari. À défaut de quoi ceux-ci seront traumatisés, inadaptés, «insécures», etc... Il n'est donc pas question de faire autre chose que du travail ménager. Le célèbre Dr Spock avait ceci à dire à propos du travail salarié des femmes : «... des citoyens productifs et bien adaptés, voilà la plus grande richesse d'un pays, et la qualité des soins maternels dans la petite enfance est le meilleur moyen de garantir la formation de tels individus. C'est absurde de laisser les mères aller travailler pour confectionner des robes ou aller taper à la machine dans un bureau, alors qu'elles doivent payer des personnes moins qualifiées qu'elles pour s'occuper de leurs enfants».[10]

Depuis le Dr Spock, le discours psychologisant s'est érigé en justification idéologique majeure du travail ménager à temps plein des femmes. Mais en plus d'établir des normes qui définissent le type de «travail ménager psychologique» que doivent effectuer les mères, la psychiatrie et la psychologie établissent du même coup les mécanismes de contrôle de ce travail. Les mères sont tenues responsables de la santé émotive et mentale des membres de la famille, de la participation scolaire de leurs enfants ou de l'alcoolisme de leur époux.

L'approche psychiatrique du problème de l'inceste en est un exemple frappant ; à preuve, ce passage suivant où Hélène Levine, thérapeute féministe, cite l'un de ses «confrères» : «... un des problèmes majeurs dans les familles où il y a inceste père-fille, c'est la mère qui est faible et incompétente ; elle est au courant de la situation, mais elle ne peut pas, ou ne veut pas y mettre un terme. De telles femmes sont passives et ont peu d'amour-propre, et elles obligent les filles à assumer un rôle qui est le leur».[11]

De plus, tout refus par une femme de remplir le rôle de mère est vu comme un signe de dépression ou de mésadaptation. Pour certaines, ceci se traduit par l'ordonnance de drogues anti-dépressives : une étude récente établit qu'à Montréal, 28,1% des femmes consomment des psychotropes.[12] Pour celles qui devront suivre une thérapie, le «traitement» visera surtout à leur faire accepter leur rôle de ménagère : «En thérapie, les femmes viennent apprendre... à se conformer à ce vécu même qui les a amenées en consultation».[13]

Ces discours émanant de différentes institutions patriarcales – l'Église, l'État et la Science – ont ceci en commun : ils ont tous élaboré une définition de la femme «normale». Ils ont tous fait la corrélation femme-amour-travail ménager. Mais surtout, ils ont tous soigneusement évité de lever le voile sur la vraie vie des ménagères.

Cette propagande a servi à valoriser le rôle de la ménagère, tout en masquant les véritables mécanismes de la contrainte à la domesticité : l'insuffisance chronique de garderies, l'interdiction de l'avortement, la violence «domestique», le harcèlement sexuel, le viol, etc.

«On nous a faites complices et nous avons joué jusqu'au bout la comédie du bonheur tranquille, jusqu'à ce que nous allions devant les tribunaux témoigner des viols, des sévices corporels et psychologiques, des humiliations publiques et privées que nous avons subies.

«Le mensonge patriarcal a manipulé les femmes à la fois par les mots et par le silence. Des faits essentiels nous ont été cachés. On a porté contre nous de faux témoignages.»[14]

Mais ces discours, heureusement, perdent progressivement leur emprise sur nous, dans la mesure où nous sommes capables de croire notre propre perception de la réalité, et de la reconnaître chez d'autres femmes.

ANDRÉE CÔTÉ

«La mère de famille doit accepter ce que les autres font d'elle : une servante.»

1/ Éducation familiale de la jeune fille, *Marthe Saint-Pierre, Éd. du Pélican.*

2/ *Une femme mariée ayant deux enfants effectue en moyenne 57 heures de travail par semaine, tandis qu'une femme chef de famille ayant deux enfants aussi travaille 8 heures de moins, soit 49 heures par semaine ! selon K. Walker, "Homemaking still takes time", Journal of Home Economics, Vol. 61, no 8, 1969. Cité dans* **5 Millions Women,** *a study of the Canadian housewife, CCCSF 1978.*

3/ *L. Lemieux, Fondation de l'école ménagère Saint-Pascal,* **Revue d'histoire de l'Amérique française**, *vol. 25, no 4, 1972, p. 552.*

4/ *Les écoles ménagères au service du foyer,* **Relations**, *sept. 1942, p. 236.*

5/ *A. Tessier, "Onze enfants, mais c'est immoral",* **Relations**, *nov. 1943, p. 296.*

6/ *Marthe Saint-Pierre, op. cit., p. 100.*

7/ De la poêle à frire à la ligne de feu, *Auger et Lamothe, Éditions du Remue-Ménage, 1981, p. 163.*

8/ *Montréal-Matin, 18 décembre 1944, cité dans Auger et Lamothe, op. cit., p. 160.*

9/ *La Revue Moderne, 1945-1960 : une analyse de la presse féminine commerciale au Québec. Thèse de maîtrise U de M, janvier 1982, non publiée.*

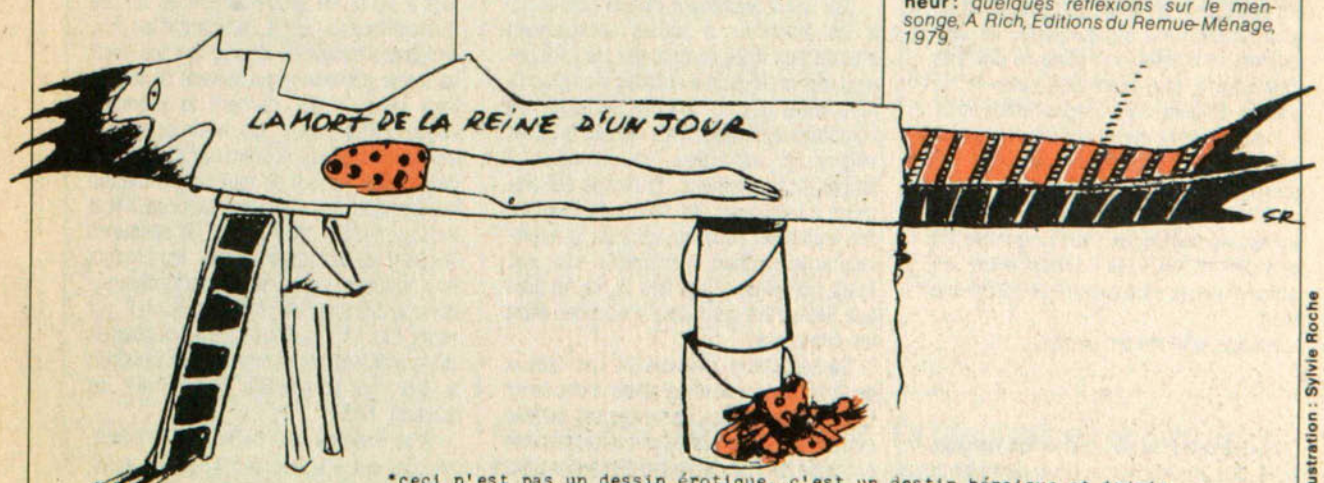
10/ *Benjamin Spock, in* **Comment élever votre enfant**

11/ *On Being Woman and Psychiatric Patient, Personal Experience, Political Implications. H. Levine in* **Les femmes et la folie**, *5e Colloque sur la santé mentale, mai 1980, p. 56.*

12/ Va te faire soigner, t'es malade, *Guyon, Simard et Nadeau, p. 118.*

13/ *Guyon, Simard et Nadeau, op. cit., p. 75.*

14/ Les femmes et le sens de l'honneur : *quelques réflexions sur le mensonge, A. Rich, Éditions du Remue-Ménage, 1979.*



*ceci n'est pas un dessin érotique, c'est un destin héroique et triste

Illustration : Sylvie Roche

SERVEUSES, DEMANDEZ !...

Photo : Éditeur officiel du Québec

– Un gros coke ! D'une quinzaine d'années, moulée dans ses jeans, le cheveu savamment négligé, elle me regarde d'un oeil automatiquement maquillé. J'ai l'impression d'être la maman qui va chercher le verre de lait.

– 45¢ s'il-vous-plaît.

J'annonce le prix en souriant et on est reconnaissant(e) de payer, parce que j'ai été gentille en comblant le désir. C'est ce qu'on appelle «la restauration». Je dois toujours être polie. Une mère ne doit pas s'attendre à être remerciée ; elle est là pour ça. Et puis, il y a l'argent entre nous.

L'adolescente me tend 50¢ et s'en va. Ses cheveux délavés lui assurent un passage remarqué dans la foule. Pourquoi certaines filles s'astreignent-elles à des acrobaties chimiques pour suspendre les regards ? Enfin. Elle louvoie entre les tables d'un pas étudié, verre de carton à la main.

De dos, elle ressemble à C.

* * *

Le premier jour, on a fait du ménage, fumé des cigarettes à bout filtre, et ri stupidement. C. avait l'air très fatigué. Contrairement à la volée de poules (moi comprise), elle ne fardait pas sa pâleur. Du haut de ses vingt-cinq ans, elle se détachait nettement des autres. Pas du tout le genre de la Grecque qui baragouinait avec le patron, avec son nez de statue, ses yeux magnifiques, arborant une surcharge de gadgets en or. Ni de l'Anglaise. Ni de M. aux seins de matrone qui déjà connaissait tout. Sans compter la gérante... une rousse agressive en sandales Scholl.

J'ai tout à apprendre. Je fuis l'école. Il y a les machines à liqueur (absolument interdit aux filles de changer les bonbonnes), les grille-pain à entrées multiples (à faire briller dès qu'on a une seconde), les comptoirs à pâtisseries à remplir (surtout aligner les assiettes), les cafetières à emplir incessamment... la caisse électronique à manipuler, les boîtes de fournitures à combler (Désirez-vous de la relish-moutarde-ketchup madame ?) etc. etc. Mais l'essentiel n'est pas là, ce ne sont que des petits riens pour s'occuper entre les client-e-s.

Samedi matin. 7 heures 30. Les rideaux de fer s'ouvrent sur une place couverte de tables et de chaises. Le restaurant, surface carrée, délimitée par deux comptoirs, fait partie de la «nouvelle aile» du centre commercial. Nos voisins complètent la gamme de «fast food» de toutes nationalités offerts aux magasineurs-euses. Tout est prêt. Mais il n'y a personne. Alors on s'achète des cafés les uns les autres, histoire de passer le temps. Qui ne tarde pas à filer...

Les pas, les gestes, les regards se multiplient imperceptiblement mais sûrement. Par paquets, les gens entrent et sortent sans cesse des magasins où tout est «en vente». Tout ce beau monde a faim et soif tout à coup. Ils se précipitent en famille d'un comptoir à l'autre, comparant les prix, en ligne. J'essaie de ne pas voir les vingt ou trente personnes qui suivent du regard tous mes gestes, derrière la première vague d'affamé-e-s. Le cuisinier et son aide, à moitié fous, courent dans la graisse de patates. Ils font de tout sans entendre nos commandes. La caisse cliquette à tout va. La «muzak» coule à flots, les ballounes voguent au-dessus des têtes, les enfants hystériques hurlent, leurs parents chargés comme des ânes comptent combien il leur reste. Les plus rapides jouent des coudes, prêts à défendre chèrement leurs assiettes à prix fixe (disposées comme sur les photos). Enfin.

À la suite du test de la première journée, ils ont «remercié» l'Anglaise. Deux jours plus tard, une Italienne qui me res-

semble comme une jumelle est engagée. Elle devient la championne de «l'aplatissage de capine». Eh oui ! nous portons des chapeaux de cuisinier (miniatures) assortis aux tabliers carreautés rouge et blanc. Les seules blagues possibles entre nous sont de l'ordre de «l'aplatissage de capine» ou «l'arrachage de tablier», le tout lorsque la caméra est de l'autre bord... parce qu'un circuit vidéo balaie continuellement le «plancher» (pour notre sécurité, bien sûr !). L'image aboutit dans le bureau du gérant, à l'autre bout du centre commercial.

C. et moi travaillons du même côté, parlant très bas, occupées aux petits gestes, quotidiens déjà. Elle est si calme. Sous ses cheveux minces platine, ses traits s'étirent. On prend quelques heures à dire ce qui s'exprime normalement en minutes. On ne va pas très loin entre le café (décaféiné, monsieur ?), le ketchup, et les grille-pain...

Le gérant vient à cinq heures moins quart pour compter la recette. C'est un Grec de plus de six pieds qui a les yeux cernés. Il mange vingt «smoked meat sandwiches» par jour et autant de morceaux de gâteau au chocolat. Il a beaucoup de soucis. Par exemple, le cuisinier, qui est ici depuis plusieurs années, parle encore très mal l'anglais et a des crises subites de nostalgie durant lesquelles il va s'asseoir sur le «petit» congélateur (ah oui ! autre blague : enfermer une fille dans le «grand» congélateur) et pleure dans son tablier en regardant des photos de son pays. Il faut aller chacune son tour lui parler et le consoler (il parle grec parce qu'il est angoissé mais ça ne fait rien, on dit oui, oui...), avant qu'il daigne au moins faire des frites, en se mouchant dans son tablier (qui sent les cornichons et la sueur).

Au bout de trois semaines, les vendeur-euse-s des environs sont devenu-e-s des régulier-ère-s. Ils déjeunent (confiture-beurre d'arachides monsieur ?) ou passent prendre un café (deux-sucres-un-lait ?) et laissent leur sempiternel 10¢ sur le comptoir. La routine s'installe.

* * *

Lundi matin, C. est en retard. Ses bras couverts de bleus incroyables (on travaille en T-shirt, c'est cheap mais ça moule), son visage tuméfié et surtout son oeil au beurre noir font accourir le gérant (alerté par le reniflard électronique). Il est tellement nerveux qu'il mange trois morceaux de gâteau au chocolat en l'écoutant s'expliquer. Ils sont retirés à l'arrière du restaurant, cachés à la vue mais pas à l'ouïe des client-e-s qui d'ailleurs font semblant de rien en écoutant les beuglements du patron.

C. n'a pas travaillé ce jour-là. Elle est passée au comptoir (j'veux dire en avant) en partant et m'a commandé une liqueur en me donnant du tip (on redonne l'argent en cachette mais on garde toujours le tip). Elle me confie sous le regard sévère du cuisinier (qui ne comprend rien) que son ami l'a emmenée en patins à roulettes et qu'elle a fait une mauvaise chute. Le gérant voulait la congédier, mais elle a réussi à l'attendrir.

– Salut ! à demain...

* * *

Samedi matin. 8 heures. L'interphone grésille. Une des filles n'aurait pas une copine prête à venir travailler ? Une amie de ma fausse jumelle arrive vers 9 heures. C'est une grande brune aux jambes d'athlète, les cheveux droits sur la tête, qui sourit d'une grande bouche gourmande. Elle reçoit un tablier, une capine (tout le monde s'y met à grand renfort de pincettes) et s'initie en vitesse aux deux mille petits gestes mécaniques du service au comptoir (et surtout quoi qu'il arrive le client a toujours raison !). Bon.

Et C. alors ? La mort dans l'âme, je sers les déjeuners.

10 heures. Je l'aperçois entre les tables de la terrasse. Elle me fait signe d'aller la rejoindre aux toilettes. Elle s'éloigne déjà. Quand une serveuse veut sortir, elle doit demander la permission (pas trop souvent, mademoiselle) au cuisinier (!), veiller à ce qu'une compagne tienne le fort, et surtout revenir vite. Je cours à l'urgence, enjambant le protocole.

Elle tremble comme une feuille. Terrorisée.

– Hier soir je r'gardais la TV avec mon chum... ça cogne... lui y dit de pas bouger... J'dis pas un mot, parce que tu penses bien que chu jamais allée en patins à roulettes... y m'avait foutu une volée... Un homme a crié que c'était la police... lui y'a sauté sur ses pieds pis en même temps la porte a fendu... y'est rentré un flic avec un gun pis y'a tiré... mon chum l'a reçu dans l'épaule... près du cou...

Les madames indifférentes autour de nous barguinent des 10¢ ou entrent et ressortent en colère, après avoir constaté qu'il faut payer. Les polies tiennent la porte pour une nouvelle arrivée, les chipies referment tout de suite, pour bien montrer que «chacune pour soi».

– J'ai crié, j'ai reçu une baffe... Y'ont appelé l'ambulance, fouillé partout, pis trouvé un sac de pilules dans' toilette, de l'acide, d'la mescaline...

Elle se jette dans mes bras, complètement hystérique, pleurant comme un bébé. Les magasineuses se distancient (après tout, ce n'est pas leur drame) discrètement.

– Je l'savais pas... je l'savais pas ! Je l'jure !

Le rush du dîner est passé. En torchant ma pile de cabarets, j'angoisse. C. a été congédiée. Elle n'a pas d'argent pour la caution. Je ne me rappelle déjà plus si je lui ai conseillé de chercher un organisme qui fournit un avocat ou quelque chose pour les «défavorisé-e-s» (on le gagne sérieusement notre salaire minimum). Elle ne comprenait pas un mot, imprégnée de ses malheurs. Jusqu'au cou.

Elle a dit qu'elle se tuerait, plutôt que d'aller en taule.

J'ai comme la gorge sèche. Résultat d'un sentiment d'impuissance. Je me fais un «mélange», un gros. Depuis qu'on a la machine à Julep on en mêle avec n'importe quel jus ou liqueur, peu importe les proportions. Ça fait changement. Je vais fumer une cigarette avec M. et le cuisinier. Ils n'ont plus besoin de mes traductions. Ils ont choisi un compromis : elle apprend le grec.

* * *

Depuis le départ de C., j'ai eu droit à deux jours de congé. La première fois, c'est quand ils m'ont congédiée parce que j'avais mis de la moutarde sur la lentille de leur maudite caméra. Le même scénario s'est déroulé plus tard quand, en glissant sur une flaque de graisse, j'ai renversé trois assiettes de crevettes frites (Aimeriez-vous de la sauce tartare mademoiselle ?) sur le grand patron-proprio. Pour se changer les idées, il était venu jouer au restaurant pendant son congé de nouvelle année juive d'octobre. Ils m'ont rappelée le lendemain, comme la première fois. Mais cette fois-là ils ont un peu plus grincé des dents (pas tellement à cause de l'incident comme parce que j'avais ri).

Je retourne à l'école en septembre. Des premières, il ne restera que M. qui après plusieurs mois de réticences polies, s'est résignée aux attouchements du cuisinier. Il le faut bien, elle est trop jeune pour la loi du travail. Il pourrait tout à coup la trouver moins efficace... Il y a la mère à faire vivre, la voiture à payer, et tout ça.

Et moi, combien me reste-t-il de temps déjà à filer douce ?

HÉLÈNE LABELLE

«Le rush du dîner est passé. En torchant ma pile de cabarets, j'angoisse. C. a été congédiée.»

OÙ S'EN VA LA MAJORITÉ TRAVAILLEUSE ?

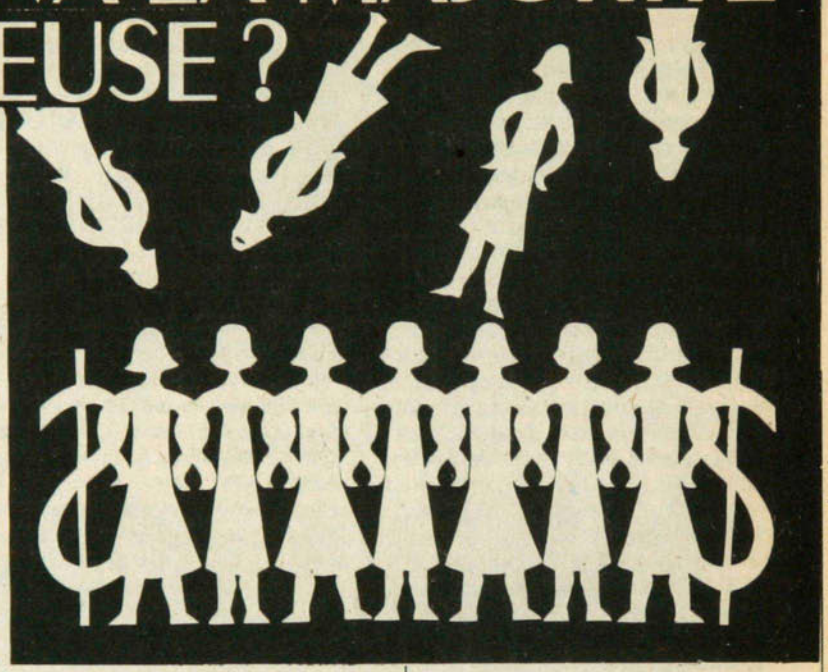


Illustration : Jany Lavoie

Vous avez 36 ans, 3 enfants, une 11e année. D'abord ménagère, vous travaillez aussi à l'extérieur, essentiellement par besoin d'argent et non pour l'exercice ou pour votre culture personnelle. Vous êtes sténodactylo au complexe Desjardins, caissière à la Banque de Nouvelle-Écosse, commis chez Rona, serveuse au Greek Corner ou couseuse de chemises à la pièce. En moyenne, vous gagnez 4$ l'heure et travaillez 44 heures par semaine, sans congès de maladie ou de maternité ni avantages sociaux, souvent obligée de faire au même tarif des heures supplémentaires. Bref, vous êtes la femme que nous cherchons : une travailleuse non syndiquée.

Rassurez-vous, vous n'êtes pas la seule : on évalue à 1 800 000 le nombre de travailleurs québécois non syndiqués et, à 70%, ce sont des travailleuses.[1] Comme vous, concentrées dans des ghettos d'emploi bien féminins : les services, en éducation ou en santé (18%), le commerce au détail (11%), le travail de bureau (35%) ; gagnant 63¢ là où un homme fait 1$, avec des conditions de travail inférieures à la norme et sans aucune sécurité d'emploi. Dernières engagées, premières licenciées, moins payées et non syndiquées, vous êtes d'abord cette réserve facile de main-d'oeuvre à bon marché dont tout capitalisme prospère a besoin. Au Québec, vous êtes 7 travailleuses sur 10.

Frappées par la crise

Ces temps-ci, le capitalisme est en crise, mais vos lendemains ne chanteront pas plus juste, vous vous en doutez. Au contraire. La crise n'étant que l'exacerbation des inégalités fondamentales du système économique, elle ne fera qu'empirer votre situation, augmentera votre taux de chômage, l'écart entre votre revenu et celui d'un collègue masculin, la ghettoïsation de vos emplois, la prolifération du travail au noir – à domicile –, du travail précaire et du temps partiel.

Au nom de la crise – et de la productivité, toujours – les employeurs licencieront les moins spécialisées d'entre vous, pour vous réengager parfois à temps partiel, vous faire travailler dans vos maisons à la pièce, ou vous remplacer simplement par des machines plus rapides et plus «stables» que vous. Par exemple, on prévoit que les changements technologiques entraîneront des pertes d'emploi de 40% dans le secteur tertiaire – jusqu'à 50% dans le travail de bureau – alors que 78% des travailleuses sont concentrées dans ce secteur, dont 61% dans les bureaux. Beaucoup se réjouiront de ce que vous retourniez ainsi auprès de vos enfants, que vous n'aurez de toute façon plus les moyens d'envoyer dans les garderies qui subsisteront. Chaque chose à sa place.

Celles qui échapperont à la purge technologique verront leur travail se déqualifier, leurs chances de promotion s'amoindrir, et leur santé se déglinguer, au bureau devant les écrans cathodiques, à l'usine sous l'augmentation des cadences.

Bref, la crise ne fera que consolider l'inégalité de vos conditions et salaires, liée à la division sexuelle du travail social. Des mots tout ça, tirés tout droit de documents syndicaux idéologisants et alarmistes ? Même pas. Le portrait est noir mais juste : les travailleuses seront les premières victimes de la crise économique et du «progrès» technologique conjugués. Regardez bien, c'est déjà commencé.

Vraiment au bas de l'échelle

Vous, surtout, qui n'êtes pas syndiquées. Bien sûr, des lois sont censées vous protéger, dont la loi 126 portant sur «les normes minimales de travail» : elle vous accorde comme temps de repos une demi-heure par jour, une journée par semaine, deux semaines par année ; 44 heures de travail/semaine, 4$ de l'heure de salaire minimum, une ou deux semaines de préavis pour congédiement, etc. Vraiment le minimum, quoi ! Sauf que les employeurs ne la respectent guère et que les amendes sont légères.

Voilà un cas. Eileen Shea est coordonnatrice de l'organisme Au Bas de l'Échelle, voué à la défense et à l'information des travailleurs-euses non syndiqué-e-s. Son téléphone sonne pour la 4e fois en 10 minutes :

– «Il vous a congédiée ?

– Ah ! Il veut que vous soyez là 24 heures par jour et vous avez refusé ?

– 4 dollars de l'heure pour l'entretien. Et vous travaillez combien de jours ? 7 jours/semaine, en tout 50 heures comptées. Vous êtes concierge là depuis... 6 mois. Il vous a congédiée devant témoin ? Non...

– Écoutez, je vais vous donner le numéro de téléphone du comité paritaire, parce que le salaire prévu pour cet emploi est de 6$ l'heure, et non 4$ l'heure. Alors il vous doit... 100$/semaine pendant 6 mois, environ 2 500$. La seule façon de négocier, c'est par le comité paritaire.

– Non, il n'a pas le droit de vous congédier à cause d'un refus de travailler 24 heures, mais sans témoin, vous n'avez pas de preuves... Lui a le droit de vous congédier même sans raison, si vous n'êtes pas là depuis 5 ans.

– C'est ça. Comme vous n'êtes pas syndiquée, vous êtes régie par le décret et il ne prévoit pas de sécurité d'emploi. Mais vous pouvez au moins récupérer l'argent...»

Les unions, qu'ossa donne ?

De toutes les plaintes reçues par Au

Bas de l'Échelle, 70% proviennent de femmes, dont plus de 50% après congédiement. Évidemment, le fait d'être syndiquées ne règlerait pas tous vos problèmes, de fatigue, de santé, de garderie, etc. Il faudrait lutter pour imposer vos propres revendications dans les structures syndicales (plutôt mâles) mais il est prouvé que vos salaires et vos conditions de travail verraient une amélioration de 9 à 14%,[4] et que vous auriez quotidiennement avec l'employeur un «meilleur rapport de force», comme on dit.

Sauf qu'il est quasi impossible, dans les secteurs majoritairement féminins où vous piétinez, de vous organiser syndicalement. Ou bien parce que vos groupes de travail sont très réduits : 4 vendeuses dans un magasin, 3 coiffeuses dans un salon, 15 brodeuses dans une manufacture... ou bien parce que vous êtes éparpillées, isolées physiquement et psychologiquement, travailleuse au noir devant votre stock d'étiquettes à coudre, travailleuse domestique haïtienne, secrétaire volante et «temporaire» placée par une agence, ou remplaçante-serveuse au restaurant du coin ; bref, souvent en situation illégale, peu informées de vos droits minimaux et très difficiles à rejoindre.

Même en supposant que les 12 travailleuses de votre pâtisserie soient d'accord avec le syndicat, il faut prévoir des délais d'accréditation d'au moins 6 mois, délais que l'employeur utilisera pour congédier – quasi impunément – les meneuses, et toutes vous intimider.

En plus des délais et du manque de protection de vos activités syndicales, il y a un obstacle majeur : l'actuel Code du travail québécois ne prévoit que la syndicalisation unipatronale : 1 employeur, une entreprise, 1 groupe de travailleuses.

Un changement majeur

En juin dernier, la Coalition sur les normes minimales d'emploi et l'accès à la syndicalisation, regroupant des travailleurs-euses non syndiqué-e-s, des immigrant-e-s, la CSN, la CEQ, le Mouvement Action-Chômage, Au Bas de l'Échelle, etc., demandait publiquement au premier ministre Lévesque de respecter le programme de son propre parti et d'instaurer la syndicalisation multipatronale dans le Code du travail.

Voilà pour vous une solution possible. Ajoutée au système actuel, l'accréditation multipatronale vous permettrait de vous regrouper par secteur d'emploi, sur une base probablement géographique régionale, pour négocier ensemble une convention collective, face à vos employeurs eux-mêmes regroupés... Exemples : toutes les employées de buanderie de Montréal, tous les coiffeurs et coiffeuses de la région de Drummondville.

Cette revendication n'est pas nouvelle. Appelée aussi négociation sectorielle, elle est invoquée périodiquement depuis 10 ans par la CSN et la FTQ, qui y voient le seul moyen de défoncer l'actuel plafonnement des effectifs syndicaux, sans qu'elles s'entendent toutefois sur toutes les modalités d'application : monopole syndical dans certains secteurs (FTQ), ou une formule plus souple d'adhésion individuelle volontaire, à l'européenne (CSN) ?

Non à l'accréditation multipatronale

Comment réagit le pouvoir politique ? Malgré son inscription au programme du PQ, malgré les déclarations du ministre Marois, réaffirmant que «le syndicalisme doit être un droit réel, et non sur papier seulement, soumis à des lenteurs, obstacles et contraintes»,[5] il est probable que les nouvelles législations étudiées à l'automne ne feront que modifier l'actuel Code du travail, sans toucher au régime d'accréditation.

C'est que les pressions du patronat sont très fortes, en sens contraire. Par exemple, pour Ghislain Dufour, vice-président du Conseil du patronat du Québec, «la négociation sectorielle serait l'équivalent d'une syndicalisation obligatoire», et il se sert d'un sondage, commandé à CROP par le CPQ, pour prouver qu'à peine 15% des non syndiqué-e-s désirent devenir syndiqué-e-s. De plus, ça mettrait en faillite les PME, incapables de soutenir l'augmentation conséquente des salaires, et ça ferait stagner l'économie québécoise (sic). Tout ça étalé dans un document de 12 pages remis au ministre.

Aux chiffres du CPQ, la CSN oppose les siens : selon l'enquête du Centre de sondage de l'Université de Montréal, 30% des non syndiqué-e-s voudraient l'être. Les autres se méfient et ils sont nombreux.

Chez les travailleuses mêmes, l'idée de la syndicalisation se heurte encore, selon Eileen Shea, à «beaucoup d'ignorance et d'incompréhension». Au climat général d'anti-syndicalisme, de plus en plus attisé dans les mass média, s'ajoutent des facteurs de langue, d'instruction, et pour la majorité des femmes, des conditions d'isolement que les changements technologiques ne feront qu'aggraver.

«Les femmes, dit-elle, ont les pires conditions de travail dans la restauration, les manufactures, les bureaux... mais elles ne font pas le lien entre leurs problèmes et leur non-syndicalisation. Ou bien elles ont des préjugés terribles, en lisant les journaux, en voyant fonctionner des syndicats de boutiques, ou devant l'ensemble des 40 000 femmes de l'UIOVD, l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames, ce syndicat pourri affilié à la FTQ...»

Et pourtant...

Et pourtant, il semble évident que les femmes obtiendront de meilleures conditions de travail en étant regroupées, plutôt que divisées et isolées. C'est pourquoi la syndicalisation, malgré ses limites, et particulièrement l'accréditation multipatronale dans le secteur privé, sont des mesures à favoriser. Encore faudra-t-il que les syndicats défendent mieux les intérêts de leurs travailleuses et leur laissent plus de pouvoir, mais ceci est une autre histoire...

Quant aux catégories de travailleuses pour qui la syndicalisation sera un défi impossible à relever, travailleuses au noir ou sans statut de main-d'oeuvre salariée, elles peuvent envisager certaines solutions, comme la création de regroupements et d'associations autonomes de travailleuses. Les aides domestiques, les secrétaires, les travailleuses grecques, les femmes collaboratrices de leur mari l'ont déjà fait, à leur mesure, selon leurs besoins spécifiques.

Sans offrir les avantages du syndicat et sa reconnaissance, ces regroupements peuvent vous servir à développer des formes nouvelles de résistance à l'exploitation, cette résistance active ou passive dont vous et nous toutes pouvons sentir l'urgence.

FRANÇOISE GUÉNETTE

«Non, il n'a pas le droit de vous congédier à cause d'un refus de travailler 24 heures, mais sans témoin, vous n'avez pas de preuves...»

1/ *Évaluation de la Coalition sur les normes minimales d'emploi et l'accès à la syndicalisation, juin 1982. Les données générales qui suivent proviennent de documents du comité de la condition féminine de la CSN, des propos de Suzanne Leduc et Monique Simard de la CSN, et de l'excellente étude de Francine Lepage et Anne Gauthier, pour le Conseil du statut de la femme :* **Syndicalisation : droit à acquérir, outil à conquérir**, *1981.*

2/ *Chiffres de Travail Canada : Les femmes dans la population active, 1980, cités dans le* **Rapport du comité de la condition féminine au 51e congrès de la CSN**, *mai 1982...*

3/ *Chiffres du Bureau international du travail (concernant l'Europe mais applicables à l'Amérique du Nord), cités dans le même rapport à la CSN, mai 1982.*

4/ *Étude de G.F. Starr, pour l'Ontario Ministry of Labour, citée par Léo Roback in* **La syndicalisation sectorielle**, *IRAT, 1977.*

5/ *Le Devoir, 20 mars 1982.*

6/ *Le Devoir, 9 février 1982 et La Presse, 23 mars 1982.*

L'OMBRE DES QUÉBÉCOISES

De 1968 à 1980, le Québec a accueilli 156 000 femmes immigrantes dont 55,000 projetaient de travailler à leur arrivée. De ce nombre, les Haïtiennes représentent le groupe le plus important, suivies de près par les Françaises, les Américaines, les Britanniques, les Vietnamiennes, les Italiennes, les Grecques et les Portugaises ; 68% ne parlent pas français, 44% ne possèdent qu'un niveau d'instruction primaire ou secondaire, et plus du quart d'entre elles n'ont jamais fréquenté l'école. Leur âge moyen est de 27 ans et plus de la moitié, 54%, sont mariées.[1]

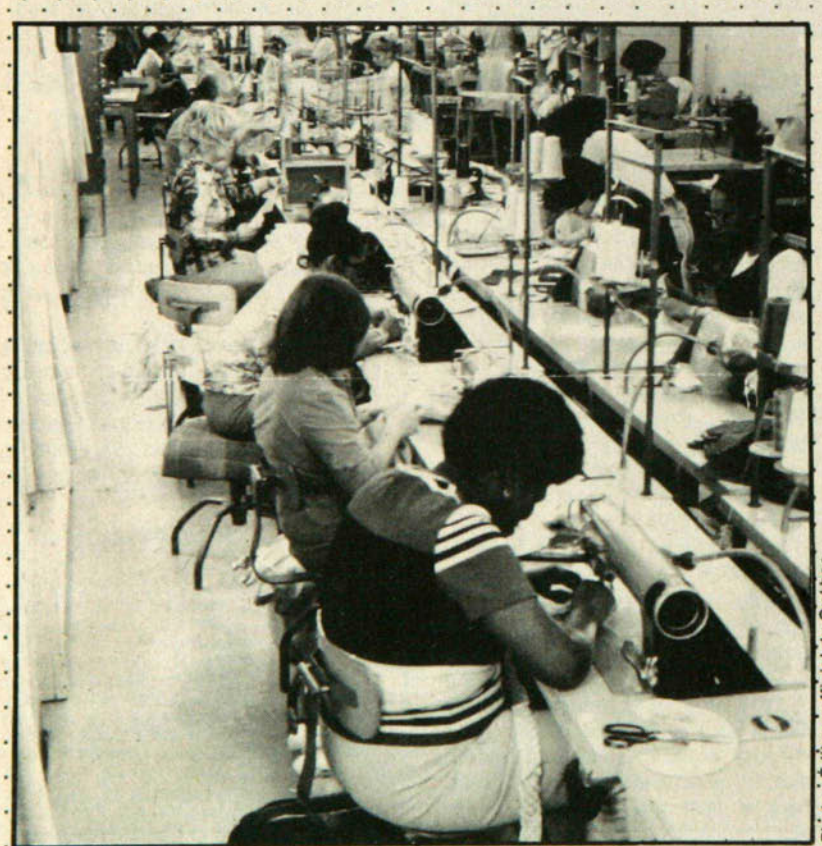


Photo : Éditeur officiel du Québec

L'accès à l'emploi : un cul-de-sac organisé

En arrivant au pays, elles ignorent tout du fonctionnement du marché du travail et n'ont souvent pas accès au cours du COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants). La plupart des employeurs ne reconnaissent ni leur formation, ni leur expérience et leur demandent de «l'expérience canadienne». Et la situation peut encore se compliquer d'un facteur de méfiance pour les femmes provenant de pays à bouleversements politiques, et de racisme pour celles qui sont noires.

C'est le cas d'une infirmière rouandaise arrivée au pays il y a 9 mois avec un statut d'immigrante reçue. En plus d'être déqualifiée ici par les autorités, le seul emploi qu'elle s'était dénichée de peine et de misère comme «dame de compagnie» s'est volatilisé lors de sa rencontre avec l'employeur : «Je ne pensais pas que vous étiez si noire», lui a-t-il dit ![3]

Ce n'est donc pas un hasard si cette diversité culturelle aboutit à une uniformité alarmante sur le plan économique. Car que leur reste-t-il comme choix, ignorant la langue et leurs droits, démises de leurs compétences ? N'étant reconnues au bout de la ligne que comme femmes, étrangères de surcroît !

Le travail en manufacture

«Dans le code du travail, c'est écrit qu'on doit avoir un espace pour dîner, mais nous autres on n'a pas ça. Ils n'ont pas d'espace alors on mange à nos machines à coudre. Il ne faut pas salir le linge, ne rien renverser.»[4]

Les femmes immigrées constituent 60% de la main-d'oeuvre de l'industrie du vêtement. Au Québec, celle-ci compte environ 60 000 employé-e-s et son chiffre d'affaires est d'environ 1 milliard. Seulement 40% de ses membres sont syndiqués, principalement à l'UIOVD (Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames).[5]

Les conditions de travail sont déplorables. Tout se fait à la chaîne et la plupart du temps ne se limite qu'à une seule opération : poser une poche, coudre des boutons... Les travailleuses sont soumises à une cadence déterminée par le contremaître et sont payées «au rendement». Cette pratique consiste à verser un salaire horaire à celles qui sont rapides et un salaire «à la pièce» à celles qui sont plus lentes. Ce qui provoque une tension et une compétition énormes entre les femmes. Plusieurs d'entre elles souffrent d'ulcères d'estomac à cause de ce stress : «Le salaire au rendement, c'est la foire aux chimères, le sac d'avoine que l'on place devant un cheval pour qu'il coure plus vite. Toutes les femmes d'ici et d'ailleurs, principales victimes du système, s'entre-déchirent entre elles. Quel spectacle !»[7]

L'insalubrité et la saleté des locaux sont la règle générale. On évalue à 90 décibels[15] le bruit des machines à coudre et des presseuses, et les jours d'été la chaleur peut monter jusqu'à 110°.[8] «C'est tellement sale et plein de poussières, quand je sors de la manufacture, le soir, je me gargarise et dans le crachat, je vois des petits fils de tissus.»[9]

Plusieurs travailleuses souffrent d'épuisement physique et moral et une femme sur deux porte des lunettes.[10]

Les femmes sont aussi discriminées au

niveau des salaires et des postes. 47.5% des femmes gagnent moins de 4.01$ de l'heure alors que 81.9% des hommes gagnent davantage. La manutention et les postes de coupeurs et de marqueurs, mieux rémunérés, sont exclusivement occupés par des hommes. Et on note même que : «Dans les 25 dernières années, des emplois masculins [11] ont été pris en charge par des femmes, et ce, avec une baisse de salaire.» La raison de cette substitution est fort simple : «Les immigrantes, surtout celles arrivées récemment, sont plus dociles, acceptent de faire n'importe quel travail, ne réclament pas de vacances, rejettent le militantisme syndical, et surtout, travaillent à des salaires inférieurs.» [12]

Il faut dire que les patrons possèdent de multiples armes pour empêcher une syndicalisation plus massive. D'abord, diviser les femmes dans l'usine selon les communautés. Ne pas les faire manger à la même heure. Leur répéter souvent que le mouvement syndical est «communiste» et qu'elles seront expulsées si elles y adhèrent. Et les menacer de dresser une liste noire des activistes syndicales, qui les barrerait de tout autre emploi ! [13] Il n'est guère surprenant dans ces conditions que les femmes préfèrent accepter leur exploitation plutôt que de s'affilier à un syndicat.

Le travail domestique

«Le premier soir que je suis arrivée au Canada (il était environ 10 heures), la femme de la maison m'a montré la cuisinière très sale. Dans mon pays, je n'ai jamais vu ce genre de cuisinière. Alors je pensais qu'elle voulait simplement me la montrer. Eh bien, vous imaginez ma surprise lorsque j'ai réalisé qu'elle voulait que je la nettoie immédiatement !» [14]

Les femmes immigrées constituent 90% du personnel domestique. Dans une étude de ce travail, la revue féministe «Fireweed» note que «les femmes qui travaillent comme domestiques subissent la dégradation associée à une occupation qui n'est pas perçue comme étant «respectable». C'est pourquoi les femmes canadiennes se tiennent loin de ce type de travail, refusant (...) des emplois mal rémunérés où leurs droits comme travailleuses ne sont pas reconnus par le gouvernement.» [15]

Devant cette pénurie, «le Gouvernement tolère (que d'égards pour celles qui viennent cirer leurs parquets !), pour un temps limité, l'entrée au pays de non-immigrantes qui, après plusieurs démarches, recevront un permis de travail d'une durée de 6 à 12 mois.» Ces non-immigrantes viennent du Tiers-Monde, sont allophones et ignorent tout des lois qui pourraient les protéger. L'inégalité du rapport de force est donc immédiatement scellée entre celles-ci et leurs employeurs. [16]

Les conditions de travail sont encore pires que dans l'industrie du vêtement. Elles doivent travailler de longues heures, parfois 7 jours par semaine, et garder les enfants souvent 24 heures sur 24. L'Association du personnel domestique à Montréal évalue le salaire hebdomadaire à environ 50$.

De plus, elles sont complètement isolées et doivent supporter le mépris, les menaces et le harcèlement sexuel de plusieurs employeurs.

Et leur dépendance ne s'arrête pas à ceux-ci. Elle s'étend aussi aux agents d'immigration car «si une femme perd son emploi, elle est immédiatement considérée comme «illégale» et la décision de la renvoyer chez elle ou de lui donner une chance de se trouver un autre employeur, est laissée à l'agent d'immigration.» [18]

Devant l'arbitraire que laisse planer une telle situation et les nombreux exemples de femmes déportées du pays après avoir logé une plainte contre un employeur, elles préfèrent subir leur sort en silence. [19] C'est le cas d'une femme qui, «peu de temp après son arrivée dans une famille d'Ottawa, s'est vue informée par le maître de la maison que l'une de ses fonctions était d'avoir des rapports sexuels avec lui quand il l'exigerait.» Suite à un avortement, on lui a suggéré de dénoncer son employeur aux autorités de l'Immigration. «Mais elle craignait d'être déportée et travaille toujours au même endroit.» [20]

Et l'attitude du gouvernement face aux travailleuses domestiques ? Selon l'Association du personnel domestique, il ne se préoccupe pas de leur sort. Car bien qu'elles soient reconnues par la loi 126 (loi sur les Normes du travail), encore faut-il que l'employeur déclare qu'il engage une travailleuse domestique pour qu'elle soit protégée. [21] Mais comme il n'y a pas de véritables mécanismes de contrôle gouvernemental, la plupart ne le font pas et les exploitent à leur aise.

Le travail à domicile

«Je travaillais de 6 heures le matin à minuit tous les jours pour souder des pièces électroniques. J'étais payée 5 cents la pièce. Je devais en faire environ 1 000 par semaine pour arriver à me faire environ 100$. Au bout de 6 mois, j'ai arrêté parce que je suis tombée malade.» [22]

Le gouvernement du Québec estime qu'environ 20 000 femmes travaillent à domicile pour l'industrie du vêtement au Québec, [23] et selon des chiffres du CSF (Conseil du statut de la femme), il y en aurait 33 000 à 55 000 dans l'industrie en général. [24]

Cette recrudescence est liée à la crise qui sévit dans tous les pays industrialisés, nécessitant une main-d'oeuvre docile et facilement exploitable pour relever la situation. [25] Les femmes immigrées, mères de jeunes enfants, constituent cette main-d'oeuvre toute désignée, l'absence de garderies et les valeurs de leurs communautés les empêchant de quitter la maison. «Les hommes ne veulent pas que leurs femmes sortent hors du foyer ; cela mettrait en danger leur image de chef de famille.» [26]

Les conditions de travail sont aussi insupportables que dans l'industrie du vêtement et dans le service domestique, se vivant par surcroît dans l'illégalité, «au noir». Semaine de 7 jours, aucun avantage, insécurité d'emploi, isolement, stress du travail au rendement et pour des salaires moindres qu'en manufactutre. De plus, dans l'industrie du vêtement, la travailleuse doit payer la location de sa machine, les frais de son entretien, de sa réparation et le coût d'électricité. [27]

Pour les employeurs, ce travail constitue une mine d'or ! Il abaisse le niveau des salaires, les coûts de production, divise les travailleuses et affaiblit le poids de négociation des syndicats en usine. Ce mode de travail a entraîné la fermeture de 159 ateliers de confection syndiqués à l'UIOVD. [28]

Et ce n'est pas un hasard si ce sont les femmes qu'ils exploitent le plus facilement. Il est clair qu'étant habituées à travailler gratuitement à la maison, elles sont beaucoup moins exigeantes quant à leurs salaires et à leurs conditions de travail !

Les syndicats ne sont pas en mesure de syndiquer ces travailleuses à cause de leur isolement et parce que, selon la loi, des travailleuses régies par un décret (un prix minimum fixé par pièce de tissu) ou rémunérées à la pièce deviennent leurs propres employeurs. Pour ces raisons, la plupart des syndicats demandent l'abolition du travail à domicile. [29]

Pour les femmes immigrées, c'est le gouvernement qui a le plus grand tort dans cette affaire. Il a légalisé leur sur-exploitation en acceptant de donner des permis aux compagnies, aux employeurs qui les exploitent. Ce qui lui permet du même coup, selon elles, de retarder indéfiniment l'implantation d'un réseau gratuit de garderies. [30]

à suivre page 33

«Je ne pensais pas que vous étiez si noire !...»

MICRO-TECHNOLOGIE

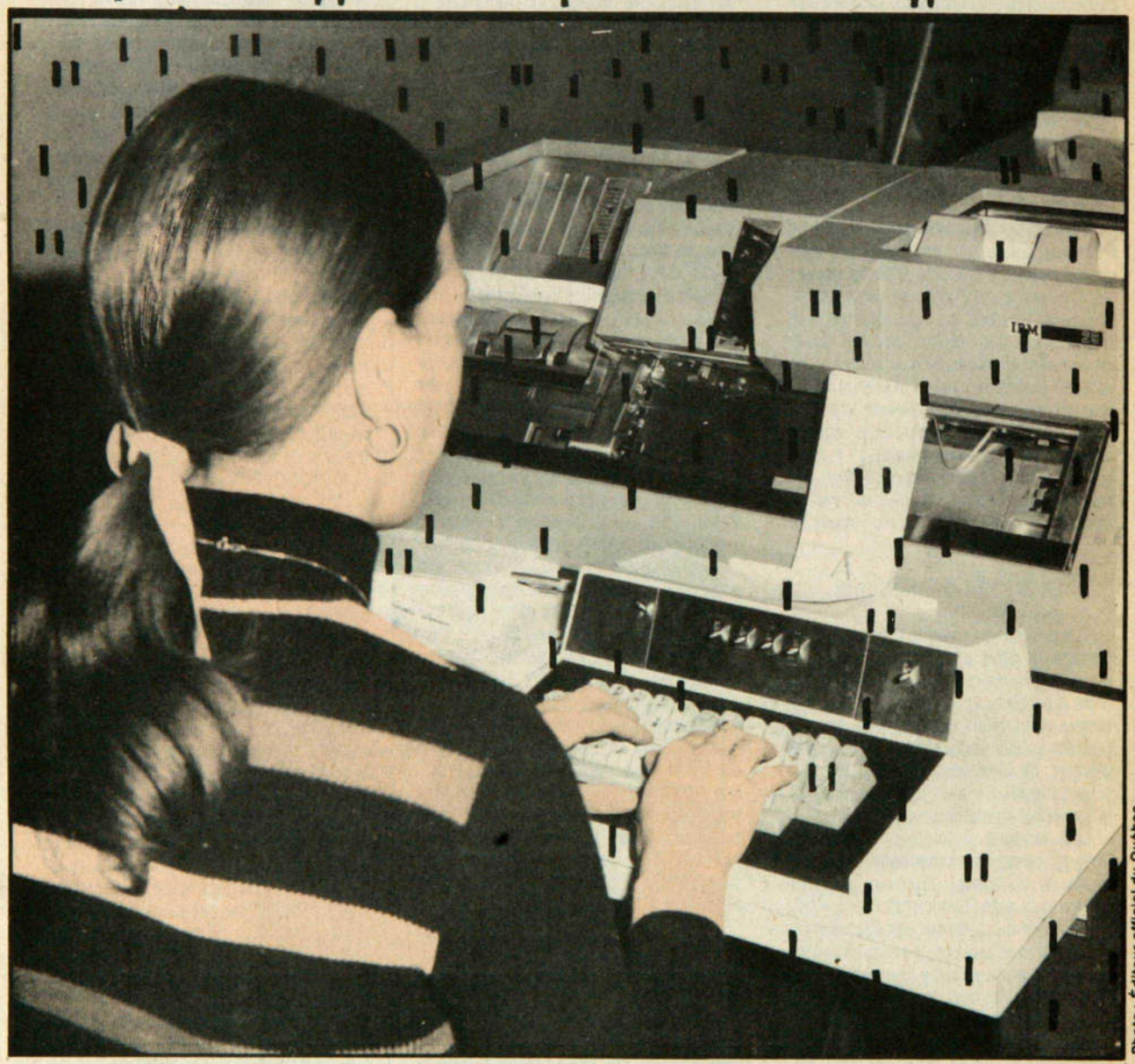


Photo : Éditeur officiel du Québec

POUR QUI SONNE LE PROGRÈS ?

En 1980, Bell Canada lançait une opération de charme tous azimuts auprès des opératrices de l'interurbain pour vanter les multiples avantages d'un nouveau système semi-automatisé qu'il comptait installer sans douleur, le TOPS (Traffic Operator Position Service). Le «paradis de l'opératrice», rien de moins ; voilà ce qu'avaient savamment concocté spécialistes en design industriel et en relations humaines. La nouvelle technologie allait éliminer l'erreur humaine, assurer une distribution égalitaire du travail et un meilleur service à la clientèle tout en réduisant minimalement le nombre d'emplois.

On a effectivement assorti la couleur des tapis à celle des chaises et des rideaux. Mais les bienfaits de la révolution

technologique se sont arrêtés là. Pour protéger le nouvel équipement, il faut maintenir une température très basse sur le lieu de travail. Certaines opératrices travaillent le manteau sur le dos et les problèmes d'arthrite ont fait leur apparition.

Avant l'introduction du système semi-automatisé, il fallait en moyenne 18 secondes pour effectuer la série d'opérations nécessaires à chaque appel. On a simplifié tout ça. Aujourd'hui, ça prend 4 secondes. Le travail est devenu plus répétitif et exige moins de compétence. Les appels sont maintenant distribués automatiquement aux téléphonistes et la cadence a augmenté en conséquence. Selon Donna Robinson, des Communications Workers of Canada, les opératrices n'ont même plus le temps d'éternuer entre deux appels.[2]

Pire encore, le TOPS permet à la compagnie de mieux contrôler le travail des opératrices en multipliant les mécanismes de surveillance (qui se limitaient auparavant à la possibilité pour la surveillante de se «brancher» sur l'appareil de la téléphoniste). Maintenant, c'est l'ordinateur qui enregistre le nombre d'appels «traités» et le temps qui leur est consacré, mesurant ainsi très précisément la productivité individuelle et celle du groupe. Quand une opératrice traîne, elle reçoit un «feed-back» de cette information, ce qui l'oblige à accélérer sa cadence et à rejoindre celle du groupe.

Quant aux promesses de faible réduction du nombre d'emplois, il semble que les technocrates du Bell aient moins de mémoire que leurs ordinateurs ! Un nombre certain de téléphonistes ont perdu leur poste. À Ottawa par exemple, il y avait l'an passé 250 opératrices affectées au service longue distance ; il n'en reste aujourd'hui que 125.

Les puces micro-électroniques

La «révolution informatique» a déjà touché la majorité des entreprises du secteur tertiaire (banques et secteur financier, communications, transports, services publics...) et dans quelques années, le travail de bureau sera complètement automatisé. Grâce aux micro-ordinateurs, ou micro-plaquettes, l'utilisation des ordinateurs est mise à la portée de presque tous les employeurs. On peut en effet miniaturiser aujourd'hui tous les circuits d'un ordinateur sur une petite plaquette de silicium de la taille d'un ongle, alors qu'il y a trente ans, il fallait une salle entière pour les contenir. Une «puce» à elle seule remplace 350 pièces d'une machine à coudre Singer, et dans une montre électronique, il suffit d'un micro-ordinateur et de cinq composants pour remplacer 1 000 pièces de précision. Et cette technologie évolue sans cesse : dans 10 ans, on pourra stocker sur une plaquette 50 fois plus d'information qu'on le faisait en 1975.

Autre facteur qui favorise l'implantation massive de la micro-technologie : la faiblesse de ses coûts de production. Fabriquées aux États-Unis (en particulier dans la Silicon Valley, la vallée du silicium, en Californie) et au Japon, par une main-d'oeuvre à 85% féminine, les micro-plaquettes sont assemblées dans les pays sous-développés, principalement en Asie du Sud-Est, par des femmes que l'on paie entre 34 et 46 dollars par semaine. À Singapour, les compagnies américaines bénéficient d'une autorisation du gouvernement local pour «importer» des femmes de Thaïlande moyennant un dépôt de 4 000 dollars par ouvrière. Ce dépôt n'est recouvrable que si la femme ne tombe pas enceinte (les examens médicaux sont obligatoires). Si au bout de cinq ans, la travailleuse «importée» possède un casier «vierge», elle recevra l'autorisation de se marier à condition de se faire stériliser après un deuxième enfant.[3]

Ce sont les compagnies américaines qui dominent le marché mondial de la micro-électronique (86%). À elle seule, I.B.M. contrôle entre 60 et 70% du marché de l'ordinateur au niveau de la planète. Cette avance a pu être réalisée grâce aux contrats accordés par le gouvernement américain dans le cadre des programmes militaires comme le «Space and Defense Program».

La mort du «bureau familial»

Au Canada, 78% des travailleuses salariées occupent un emploi dans le secteur des services, et la majorité y font du travail de bureau. Or la bureautique, c'est-à-dire l'informatisation du travail de bureau, permet d'automatiser toutes les manipulations de l'information qui constituent la majeure partie du travail de bureau. «Électronic, paperless and peopleless»[4] voilà le portrait idéal du bureau de l'avenir que nous vantent les promoteurs américains de l'informatique. Selon la sociologue Céline St-Pierre, le processus d'automatisation des bureaux sera massivement implanté d'ici les cinq prochaines années.

L'introduction dans les bureaux de terminaux et de machines à traitement de textes reliés à des ordinateurs centraux entraîne généralement des bouleversements majeurs dans l'organisation du travail. Du jour au lendemain, des employées qualifiées se retrouvent «opératrices» de machines. Leur travail, qui impliquait auparavant une série d'opérations complexes et variées, se réduit alors à «pitonner» à longueur de journée un nombre restreint d'informations devant un écran cathodique. D'ailleurs, la profession de secrétaire risque d'être très sérieusement menacée dans les années à venir. Heather Menzies, qui a effectué une étude auprès d'une grosse corporation canadienne, a découvert qu'on y avait aboli tous les postes de secrétaires sauf deux. Huit opératrices sur traitement de textes remplacent maintenant les secrétaires pour desservir les 200 professionnels et cadres de l'entreprise.[5]

Mais le bureau de l'avenir ne se résume pas seulement à l'introduction de la nouvelle technologie : tout le travail y est restructuré selon les principes tayloristes qui ont permis dans l'industrie l'organisation de la chaîne de montage. Plus besoin des connaissances et des compétences des employées, c'est l'ordinateur qui se charge de ce travail. Les travailleuses deviennent préposées aux machines et effectuent des tâches simplifiées et répétitives tandis que l'ordinateur «traite» l'information. Les bureaux se transforment en véritables usines.

Selon le Conseil des sciences du Canada, « l'introduction massive du matériel électronique va diviser le monde des travailleurs en deux groupes : d'une part des manoeuvres sans qualifications particulières qui n'auront qu'à surveiller des appareils quasi automatiques, et d'autre part, un petit nombre de techniciens très qualifiés chargés de la programmation et de l'entretien».[6] On peut déjà deviner que les femmes ne risquent guère de se retrouver dans la deuxième catégorie. Sauf quelques rares exceptions, la mobilité des femmes sur les lieux de travail est horizontale, et non verticale. Ce ne sont pas les travailleuses déplacées par l'introduction de nouvelles machines qui occupent les emplois intéressants reliés à l'informatique. Au contraire, elles sont déclassifiées et leur salaire baisse en conséquence.

«Les travailleuses seront les premières victimes de la crise économique et du «progrès» technologique conjugués. Regardez bien, c'est déjà commencé.»

«En prenant l'expérience des hommes comme critère unique de l'expérience en général, on a, de façon caractéristique, exclus 51% de la population – ou on n'a inclus l'expérience des femmes qu'à condition qu'elle rejoigne celle des hommes, c'est-à-dire dans les milieux de travail masculins».

Illustration : Jany Lavoie

L'effet Big Brother

Outre la dèqualification du travail des femmes, l'automatisation des bureaux vient renforcer le contrôle de la productivité et la surveillance des travailleuses. Certains ordinateurs peuvent mesurer très précisément la somme de travail et la vitesse de l'employée, ce qui permet à l'employeur d'augmenter la cadence.

Ainsi, les travailleuses qui traitent les données dans certains bureaux ont une moyenne de 50 000 touches de clavier à pitonner par heure. L'ordinateur calcule leur moyenne horaire et la compare à celle du groupe. Le contremaître ou la surveillante n'ont plus qu'à avertir l'opératrice qui traîne. Dans les supermarchés où les caisses ont été informatisées, le «scanner» (lecteur optique) non seulement enregistre les prix, mais aussi le nombre de produits passés par la caissière dans sa journée. Ailleurs, notamment dans certaines compagnies aériennes, on peut centraliser toute une série d'informations sur chaque employée : le revenu qu'elle génère en une heure, le nombre de jours où elle s'est absentée, ses accidents de travail etc. Le pouvoir de l'employeur devient alors énorme, surtout s'il fait circuler cette information ailleurs. Et il existe à l'heure actuelle dans certains secteurs des listes noires que les employeurs se partagent.

Le chômage

Selon le Conseil des sciences du Canada, l'informatisation de la société va provoquer un chômage structurel d'une très grande ampleur, et il signale également que «le personnel de bureau sera frappé avec une dureté particulière». Plus précis, le rapport Nora Hime prévoit que 30% des emplois de bureau seront supprimés d'ici dix ans.

Ce n'est pas un hasard. Renverser le rapport capital-salariées c'est-à-dire investir plus dans la machine que dans le personnel, semble être un des objectifs de l'automatisation des bureaux. Citybank, l'un des pionniers américains de l'informatisation, vantait ainsi les mérites de la bureautique : «Meilleur service à la clientèle, augmentation de la productivité de 50% et réduction du personnel de 40%.»[7]

Les effets de l'automatisation se font sentir dans tous les pays industrialisés. En Suisse, 50 000 employé-e-s de l'industrie de la montre, majoritairement des femmes, ont été mutées ou ont perdu leur emploi. Aux Chèques postaux de Paris (service bancaire d'État), des 13 000 femmes en service en 1971, il n'en est resté que 6 000 en 1979 après l'installation du système informatique. En Grande-Bretagne, le nombre d'employé-e-s dans l'industrie du téléphone est passé de 99 500 en 1967 à 73 000 en 1976 et à 65 000 en 1979. Au Canada, le système Télidon pourrait supprimer 5 000 emplois dans les compagnies aériennes d'ici cinq ans. On est en train de mettre au point un système permettant de réserver soi-même son vol, ce qui rendra inutile toute la catégorie des «agents de réservation».

Dans la compagnie d'assurances qu'a étudié Heather Menzies, la réduction du travail de bureau suit une courbe constante depuis l'automatisation : on a centralisé les dossiers des clients, automatisé le service de la facturation des primes ainsi qu'une bonne partie de la correspondance. Le poste de «cash accounting» a été totalement éliminé. En trois ans, les emplois de commis et travailleuses de bureau ont baissé de 12% alors que le nombre de professionnels et de spécialistes a augmenté de 12%. Le processus se fait en douceur, sans mises à pied ; la compagnie se contente de ne pas remplacer les employées qui partent. Cette tactique provoque beaucoup moins de remous dans l'opinion publique mais influence beaucoup le volume d'emplois ; en effet, le taux de roulement est très élevé chez les travailleuses de bureau ; en 1979, 30% d'entre elles occupaient leur emploi depuis moins d'un an.[8] L'automatisation favorise la croissance économique sans augmenter le nombre de salarié-e-s et dans certains cas, en le diminuant. Heather Menzies prévoit que d'ici 1990, un million de Canadiennes seront affectées par le chômage technologique.[9]

«D'ici 1990, un million de Canadiennes seront affectées par le chômage technologique.»

Heather Menzies

La marginalisation du travail des femmes

«L'évolution des télécommunications peut permettre d'envisager l'extension du travail à domicile...

Une telle organisation constituerait un bouleversement important et pourrait être considérée, sous un certain angle, comme une arme anti-grève non négligeable.»

I.B.M., document interne[10]

Le travail à domicile n'est pas un phénomène nouveau. Cela fait bien longtemps que des femmes – souvent des immigrantes – effectuent des travaux de couture, d'emballage, de triage, etc., à la maison pour le compte d'employeurs souvent peu scrupuleux. Les salaires sont extrêmement bas, entre 2 736 et 3 469 dollars par année dans le secteur du vêtement,[11] la syndicalisation quasi impossible et les conditions de travail déplorables.

Or, les changements technologiques rendent maintenant possible l'installation à domicile de terminaux d'ordinateurs, la transmission se faisant par la télécommunication (téléphone ou câbles optiques). La Continental Illinois National Bank and Trust de Chicago a déjà installé ce système : les femmes tapent sur leur clavier des lettres retransmises par câbles téléphoniques à l'ordinateur central et ses imprimantes. Au Québec, le ministère des Communications vient de mettre sur pied un projet-pilote de travail à domicile. À la maison, les femmes entrent des données sur un terminal branché à l'ordinateur par une ligne spéciale. Elles travaillent en moyenne 25 heures par semaine, et selon le ministère, leur rendement serait supérieur à la moyenne des autres employées (Journal de Québec, 1/03/82).[12] Interviewé par ce journal, l'époux de l'une de ces femmes se montre lui aussi très enthousiaste : «Ça rend tout le monde heureux : ma femme qui peut continuer sa carrière et s'occuper de sa fille, notre enfant qui l'a toujours près d'elle et moi-même qui profite de la bonne humeur générale quand j'arrive le soir à la maison».

Si les médias ne tarissent pas d'éloges sur ce qu'ils considèrent comme la «job idéale», on peut craindre cependant que le travail sur terminal d'ordinateur à domicile ne dégénère rapidement en travail à la pièce et que ces travailleuses deviennent une catégorie de «cheap labour» à la merci des employeurs. Par ailleurs, l'automatisation du travail de bureau, outre la taylorisation, emprunte au secteur de l'industrie une autre caractéristique : le travail par «shifts», c'est-à-dire par roulement d'équipes 24 heures sur 24. Dans certaines banques, par exemple, on fait travailler des femmes de nuit pour le calcul des intérêts quotidiens.

Une course contre la montre

La «révolution informatique» commence seulement à s'implanter au Québec, et il est donc encore possible de parer aux conséquences sinistres de ce «progrès». Ailleurs, la résistance au raz-de-marée technologique a commencé à s'organiser. Au Danemark, les caissières d'une grande chaîne de supermarchés ont refusé de travailler tant que l'employeur ne retirerait pas de l'ordinateur le système de contrôle de leur productivité. En France, des travailleuses de la Lloyd de Toulouse ont mené cinq semaines de grève avec occupation pour protester contre la déclassification. Elles revendiquaient et elles ont obtenu, dans certaines limites, une classification unique. «L'essentiel, pour nous, est d'avoir des objectifs allant dans le sens de la conservation et de l'extension de notre pouvoir sur le processus de travail... Lutter contre la déqualification, c'est lutter contre cette dépossession».[13] Au Canada, le syndicat des postiers a été l'un des premiers à négocier des clauses de convention collective limitant les dégâts entraînés par l'informatisation, entre autres une clause interdisant le contrôle de la productivité individuelle.

Mais tant que le Code du travail ne sera pas amendé, la syndicalisation des travailleuses de bureau demeurera un phénomène marginal. Il faut donc envisager parallèlement d'autres alternatives, pour éviter le chômage massif des femmes. L'action positive obligatoire, par exemple, avec imposition de quotas élevés, permettrait aux femmes évincées de leurs emplois par suite des changements technologiques, de se trouver une autre job ou d'acquérir une nouvelle formation. Il faudrait aussi faire reconnaître au travail à domicile et à temps partiel les mêmes avantages que ceux qui existent pour le travail à temps plein. (En 1980, la moitié des emplois créés étaient à temps partiel).

Aux États-Unis, le groupe Working Women (10 000 membres) exige un moratoire sur l'utilisation des écrans cathodiques tant qu'on n'en connaîtra pas les effets réels sur la santé. Ce genre de stratégie peut permettre de ralentir le processus d'implantation de l'informatisation des bureaux, encore fragile, et de gagner un peu de temps pour penser à des stratégies nouvelles. Comme l'exprimait une des panélistes du colloque sur les femmes et la micro-technologie, «si nous ne faisons pas attention, la micro-technologie va nous condamner à notre histoire...»

ANDRÉE CÔTÉ

«La division du travail la plus fondamentale et la plus généralisée, c'est celle qui existe entre les hommes et les femmes. Partout dans le monde, les femmes accomplissent une multitude de tâches de service (depuis le soin des enfants et l'intendance domestique jusqu'à l'agriculture de subsistance) qui permettent bien souvent à ceux qui ont plus de pouvoir, à savoir les hommes, de s'occuper d'autre chose comme les affaires religieuses, la politique et l'activité artistique.»

Toutes ces citations sont tirées de Woman's Worth, Sexual Economics and The World of Women, de Lisa Leghorn et Katherine Parker, Routledge et Kegan Paul, Boston.
Traduction : Claudine Vivier

1/ «*The Electronic Sweatshop*», **Mother Jones** *juillet 1981.*

2/ *Communication lors du colloque «Les femmes et l'impact de la micro-technologie», Ottawa, 25, 26, 27 juin 1982.*

3/ *Counter Information Services (CIS),* **The New Technology,** *Londres 1980.*

4/ *Cité dans* **Race Against Time,** *rapport rédigé par Working Women, Office Workers Association, avril 80, U.S.A.*

5/ *H. Menzies,* **Women and the Chip,** *Institut de recherches politiques, 1981.*

6/ *Le Devoir, 22 mai 82.*

7/ *Cité dans* **Race Against Time,** *op. cité.*

8/ *H. Menzies, op. cité, p. 60.*

9/ *Idem, p. 75.*

10/ *Cité dans* **Les puces savantes,** *projet de recherche et de scénarisation d'un long métrage documentaire, Sophie Bissonette et Diane Poitras, mai 1982.*

11/ **On n'a pas les moyens de reculer.** *Comité de condition féminine CSN, 1982, p. 23.*

12/ *«Le job idéal du XXIème siècle,» Journal de Québec, 1er mars 1982.*

13/ *Cité dans «Qui a peur de l'ordinateur»?, dossier de* **Remue-Ménage,** *France, p. 24.*

«Lutter contre la déqualification, c'est lutter contre la dépossession.»

SUZANNE BOUDRIAS, SECRÉTAIRE...

Photo : C.M., Plessisgraphe

LVR Comment as-tu vécu ça, l'introduction de la nouvelle technologie ?

SB Je suis entrée dans une grosse compagnie d'assurance-vie (200 employé-e-s à Montréal, siège social à Toronto, 600 employé-e-s environ au total) au service linguistique. J'avais accepté un poste plus bas de commis-dactylo[1] et donc un salaire moindre parce qu'on me promettait à court terme un poste intéressant d'adjointe administrative. Vous savez, ça représente toujours une offre alléchante quand on est secrétaire, notre travail est tellement dévalorisé qu'on se fait facilement embarquer dans ce genre de proposition. Bref, je devais participer à la réorganisation du service de traduction comme coordinatrice avec trois autres secrétaires sous mes ordres. Le petit boss, si vous voulez...

En fait, c'était très flou, pas de contrat clair. Bon, on commence à organiser le service, le système de classement. Et puis un jour, le patron annonce qu'il a décidé d'introduire les machines à traitement de textes. À mon avis, il avait prévu ça dès le départ. Le traitement de textes, c'est différent de l'entrée de données (data processing). La machine n'est pas branchée sur ordinateur et donc, tout l'aspect contrôle, nombre de frappes à pitonner, n'existe pas. Pas encore en tout cas.

LVR Comment avez-vous réagi aux nouvelles machines ?

SB Les secrétaires, on a trouvé ça merveilleux au début. J'étais vraiment emballée, et je n'étais pas la seule. Je pensais que ça allait alléger les tâches plates et nous donner le temps de faire autre chose. Plus besoin de répéter 10 fois la même lettre, la mémoire s'en occupe. Et puis, je collaborais à l'organisation du service. La technologie ne m'est pas tombée dessus du jour au lendemain. Je me suis même occupée de l'achat de la machine ! J'avais trois secrétaires avec moi que j'avais embauchées avant que le traitement de textes n'arrive. En fait, j'étais adjointe administrative, mais sans le salaire et sans le statut. Je faisais la coordination du travail, du service, je m'occupais de l'achat de matériel, je montrais le fonctionnement des machines. Je trouvais ça passionnant. Jusqu'au moment où je me suis rendu compte que mes compagnes de travail pitonnaient à longueur de jour...

Alors, je suis allée discuter avec le patron de réorganisation du travail, et à ce moment-là, j'ai plus ou moins réussi à gagner mon point. J'étais la seule qui connaissait les machines, je pouvais conseiller un système ou un autre. Tant que j'ai eu de la crédibilité, j'ai pu imposer un partage des tâches : on se divisait la job plate, on en avait une heure ou deux à faire par jour, on variait le travail, on suivait un dossier du début jusqu'à la fin. Mais au bout de huit mois, le patron a trouvé que ce n'était pas la formule la plus productive...

LVR La différence de productivité, sur quoi joue-t-elle ? N'est-ce pas plutôt une question de contrôle ?

SB Je ne sais pas. Pour moi, il n'y avait pas nécessité d'accélérer la cadence parce qu'on arrivait à faire tout le travail qu'il fallait faire. Je pense que la question du contrôle a joué en partie. C'est vrai qu'on était une équipe fermée, on organisait le travail entre nous, on faisait des réunions pour régler les problèmes et rencontrer nos échéances, et je tenais à ce que personne ne vienne mettre son nez dans nos affaires. Le patron et le directeur adjoint n'aimaient pas trop ça. J'étais le porte-parole et ils devaient passer par moi. Ils ne comprenaient pas le fonctionnement des machines ni le pourquoi de nos décisions. Alors ils ont trouvé beaucoup plus sécurisant de réorganiser le travail à leur façon.

LVR Comment ont-ils procédé ?

SB En ramenant tous les postes au grade de commis. Les secrétaires ont été rétrogradées et leur salaire a baissé. Elles pitonnent maintenant du matin au soir... Je n'étais pas capable de tolérer ça, et comme la boîte n'était pas syndiquée, je suis partie. Les trois secrétaires ont suivi après, et ils ont réouvert des postes de commis. Ils ont éliminé le poste d'adjointe. Maintenant, les tâches sont très définies, et c'est le patron qui a pris ma place, avec le contrôle du travail en plus.

LVR Avez-vous trouvé que cette nouvelle technologie avait des effets sur votre santé ?

SB Les problèmes de posture, de maux de dos, sont en fait inhérents à la job de secrétaire. Ce qui s'ajoute, ce sont les problèmes de vision, le stress, la fatigue, à cause de la machine elle-même. Et puis, il y a les néons, les reflets de la lumière, des fenêtres. Si j'avais été au courant, j'aurais pu faire quelque chose. Quand on a demandé quelques changements mineurs, ils ont appelé ça des caprices ! J'ai laissé faire, parce que je préférais regarder les avantages. Certaines journées, on voyait tout rose. On faisait des farces, la vie en rose, etc. Et puis les maux de tête qui vous suivent toute la soirée... Et le pire ce n'est pas le traitement de textes.

LVR Le traitement de textes diminue-t-il la charge de travail ?

«On va se retrouver avec des machines encore pires. La chaîne de montage, voilà l'effet que ça fait.»

SB Non, parce que s'il élimine certains travaux répétitifs, il crée d'autre travail. Je reste convaincue que ça pourrait constituer un outil magnifique pour les secrétaires si c'était employé intelligemment. Nous sommes formées pour faire autre chose, monter des systèmes de classement, faire de la gestion, de l'administration, et on nous cantonne à la dactylo. Et on va se retrouver avec des machines encore pires. La chaîne de montage, voilà l'effet que ça fait. Les postes de secrétaires vont disparaître. Quant aux nouveaux postes qui se créent, le «middle management», ce n'est jamais nous qui les prenons. Nous, nous descendons...

LVR Pensez-vous que la réorganisation de votre service et votre départ aient été projetés dès le début ?

SB Je pense que oui, quand je regarde les choses aujourd'hui. Ils avaient besoin de quelqu'une de débrouillarde pendant deux ans pour monter le système et le faire accepter par les autres, parce qu'il y avait des réticences, chez les traducteurs notamment. Après je n'étais plus utile et il leur suffisait de reprendre le service à leur façon. Ils exploitent le besoin de valorisation qui est si fort chez les secrétaires. La société projette une telle image de nous...

1/ Hiérarchie des employées : – commis de bureau – commis-dactylo – secrétaire – adjointe administrative.

CA POURRAIT TAPER FORT

Le Regroupement des secrétaires a commencé il y a quatre ans par une annonce dans une petite revue pour les secrétaires, **Point-virgule**. Une dizaine de filles se sont rencontrées et ont fondé **l'Atelier de réflexion et d'action des secrétaires** qui est devenu l'an dernier **le Regroupement des secrétaires**. Au début, on voulait surtout valoriser le rôle des secrétaires et maintenant, on se concentre plutôt sur la défense des droits des secrétaires et sur les problèmes de changements technologiques. Nous sommes actuellement une cinquantaine à travers la province.

Au Québec, 30% des femmes qui travaillent sont secrétaires ou employées de bureau.[1] Pourtant, on ne parle de nous nulle part. Au Regroupement, nous partons du principe que nous sommes toutes secrétaires. Nous avons en effet constaté que dans les emplois de bureau, la hiérarchie est à la mesure de ce que le patron veut payer. Les responsabilités, les titres ne correspondent pas aux salaires, tout fluctue. Si bien qu'on a jeté par-dessus bord la terminologie patronale pour englober tout le personnel de secrétariat.

Cette année, on a organisé une semaine parallèle à la fameuse «semaine des secrétaires», dont on n'a d'ailleurs jamais pu trouver l'origine. En fait, ce sont les médias qui entretiennent cette horreur-là : personne ne l'organise vraiment. Alors on a décidé de la prendre en main et de faire notre propre 8 mars, avec pour thèmes le harcèlement sexuel, les conditions de travail et les changements technologiques. C'est d'ailleurs sur ce dernier point que nous mettons la priorité à l'heure actuelle. Si ça continue comme ça, il n'y aura plus de secrétaires dans dix ans ou bien nous serons complètement déqualifiées, des «pitonneuses à lunettes»... Nous allons entreprendre une recherche et organiser un colloque à la fin de l'année pour sensibiliser les secrétaires. En termes de stratégie, on commence juste à prendre conscience de l'ampleur de ce qui se passe, de l'organisation au niveau patronal. Nous n'avons pas de penseur comme Toffler pour nous dire quoi faire ! On peut déjà intervenir sur les standards des machines ou sur la santé-sécurité, mais tant qu'on n'est pas syndiquées, on n'a pas de pouvoir de négociation.

On part de loin. Le Regroupement appartient à la **Coalition pour la syndicalisation multipatronale** organisée par **Au Bas de l'Échelle**. On pense à privilégier la formule par secteur, les bureaux d'avocats, les bureaux de médecins, le domaine des assurances etc. plutôt que par région. Nous sommes terriblement isolées et nos problèmes diffèrent selon le secteur où nous travaillons. Souvent seules face à un patron, donc dans un rapport de force d'un homme à une femme, nous sommes souvent les ménagères du travail, les secondes épouses. On s'attend à des services personnels de notre part. C'est une des jobs où les femmes sont le plus discriminées. Et quand nous travaillons dans une entreprise syndiquée, nous sommes encore minoritaires par rapport aux autres travailleurs-euses.

PROPOS DE SUZANNE BAUDRIAS, RECUEILLIS PAR ANDRÉE CÔTÉ ET RETRANSCRITS PAR CLAUDINE VIVIER

1/ Selon le CSF, il y a 362 000 travailleuses de bureau au Québec ; seulement 16,7% sont syndiquées. Leur salaire moyen était de 235 dollars en 1980.

suite de la page 27

«Femmes immigrées, à nous la parole !»

Les 4, 5 et 6 juin derniers, se tenait à Montréal un colloque sur la situation des femmes immigrées dans la société québécoise.

Non moins de 110 recommandations, dont 32 portant sur le travail, ont été amenées par les femmes présentes aux principaux organisateurs : le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et la table de concertation des femmes immigrées. Et rien n'était omis, car elles connaissent fort bien la carte géographique de leurs besoins. Accès à l'information, au cours de langue, au plein emploi, à la syndicalisation. Abolition de toute forme de racisme, de discrimination, de harcèlement sexuel et psychologique à l'embauche et dans le travail.

Mais la parole n'est pas le pouvoir. La réalité qui s'étire indéfiniment entre les deux en est la preuve évidente. Reste à souhaiter en attendant qu'une véritable résistance prenne forme. Cette longue et tacite guerre des tranchées qui consiste à désorganiser et désorienter le travail, et qui, ne s'insérant pas à proprement parler dans le cadre de la bataille officielle, crée le désordre et les courants de turbulence nécessaires au changement.

ANNE DE GUISE

1/ Profil synthèse des femmes immigrées au Québec, *M.C.C.I., Aleyda Lamotte, mai 82.*

2-24/ Syndicalisation, *Étude sur les travailleuses non syndiquées au Québec, C.S.F, 1981.*

3-22-30/ *Colloque : "Femmes immigrées, à nous la parole", 4-5-6 juin 82.*

4-5-7-13/ *"L'industrie du vêtement", dossier* **Vie ouvrière**, *no 116. (5 : article de Claudette Tougas – 7 : citation de Mme Anne Delso).*

6-8-10-11/ Les travailleuses immigrantes dans l'industrie du vêtement, *Renée Dandurant, Université de Montréal, décembre 1981.*

9/ De fil en aiguille, *cahier et vidéo, Ligue des femmes du Québec, 1978.*

12/ L'immigration et les travailleurs immigrants, *L'Union des travailleurs immigrants (Bernier).*

14-15-18-19/ Fireweed *(Feminist Quarterly), "Immigrant Domestic Workers", Makeda Silvera, winter '81.*

16/ *"Le travailleur immigrant : un rival ou un allié ?",* **Vie ouvrière**, *no 122, article de Mathilde Marchande, p. 92.*

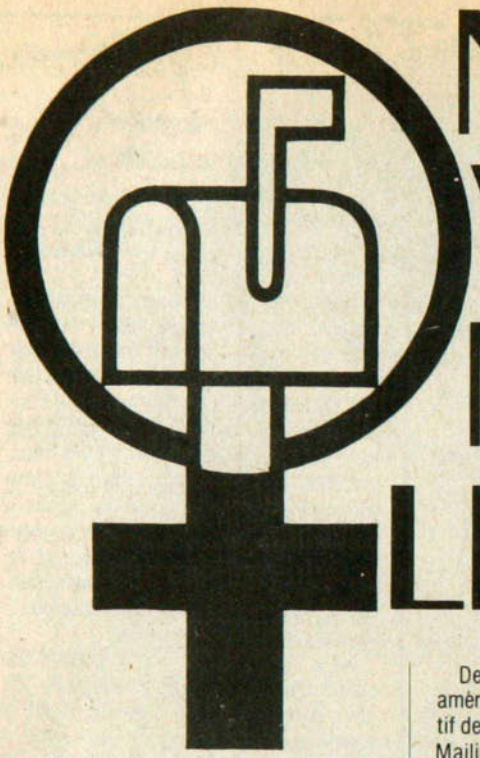
17-20/ Problèmes des femmes immigrantes sur le marché du travail canadien, *Sheila Mcleod Arnopoulos, janvier 79.*

21/ Le travail domestique sort de l'ombre, *brochure publiée par l'Association du personnel domestique.*

23/ *"Le marché noir du travail", dossier* **Vie ouvrière**, *no 94.*

25-27-28-29/ *"Quand les usines émigrent dans les maisons",* **Vie ouvrière**, *no 151.*

26/ Solidarité avec la femme immigrante *(UTIQ).*



NATIONAL WOMEN'S MAILING LIST?...YES SIR!

La droite américaine n'a pas peur du «progrès». Un de ses brillants stratèges, Richard Vigerie, a lancé en 1978 un système de liste informatisée compilant des millions de noms et d'adresses ainsi que l'opinion de chacun-e de ces électeurs-trices potentiel-le-s sur l'avortement, la réglementation du port d'armes, la mixité raciale dans les écoles, l'homosexualité et l'éducation sexuelle. Pouvant ainsi diriger avec une très grande précision sa propagande postale, la droite a réussi deux ans plus tard à défaire aux élections 13 des 14 sénateurs libéraux qu'elle avait choisis comme cibles de sa campagne.

De tous les mouvements progressistes américains, seules les femmes d'un collectif de San Francisco, le National Women's Mailing List, ont tiré les leçons de cette raclée politique et mesuré les avantages d'une technologie qui permet d'emmagasiner, de trier et d'extraire en un temps record des quantités incroyables de données et ce à un coût dérisoire. Nous avons rencontré Jill Lippitt, informaticienne depuis 17 ans, et Deborah Brecher, avocate, toutes deux militantes féministes de longue date, qui faisaient cet été la tournée de 11 grandes villes nord-américaines. Leurs analyses et leurs pratiques rompent radicalement avec la réaction habituelle de victimes devant la «grosse machine toute puissante».

«Quand je parle de technologie, il s'agit habituellement d'accès à la technologie. Les groupes de femmes sont exclus ou même s'excluent eux-mêmes de l'accès aux ordinateurs. Cette situation a des effets aussi dévastateurs que le fait d'être coupées du crédit. Sans crédit, impossible de mettre nos projets en branle. Être coupées de l'informatique, c'est pareil».

Banque de données informatisées, le National Women's Mailing List joue le rôle de trait d'union entre 5 000 groupes et organismes de femmes entre eux et avec des milliers d'autres femmes. Ce système de communication fonctionne avec les listes d'adresses et de noms des femmes qui s'inscrivent en spécifiant quels sujets les intéressent parmi les 64 sujets que regroupe le formulaire, et de quels groupes elles veulent recevoir du matériel et des informations.

Exemple : Mme Singer, qui habite au Michigan, peut s'inscrire gratuitement. Elle indique sur son formulaire qu'elle désire recevoir de l'information sur la santé, le sport et les questions politiques, tout en spécifiant que seuls les groupes autonomes de femmes l'intéressent (et non les groupes mixtes ou les candidats électoraux).

Autre exemple : un nouveau groupe de femmes d'Albany, État de New York, cherche à diffuser les résultats d'une recherche sur la plus récente méthode contraceptive mise au point. Pour 15 dollars, il peut obtenir une liste d'au moins 1 000 noms imprimée par l'ordinateur sur étiquettes auto-collantes et sur laquelle il trouvera, entre autres, Mme Singer.

Le Mailing List fonctionne depuis un an et comprend déjà 25 000 femmes et plus de 5 000 groupes – dont la Vie en rose – chiffres qui vont doubler d'ici 1983. Jill et Deborah prévoient que le nombre d'individues inscrites atteindra le million d'ici quatre ans. Outil d'organisation politique, de communication et de diffusion de la culture des femmes, le Mailing List apporte la preuve que l'informatique peut être rentable pour les groupes. Selon Jill, un micro-ordinateur 3M de chez Radio Shack coûterait 35 dollars par mois pendant cinq ans à dix organismes qui se le partageraient. Ce n'est pas un luxe inaccessible. Et quel effet démystificateur de voir, toucher et «poser des questions» à ce petit ordinateur que Jill et Deborah trimbalent de ville en ville dans le coffre de leur automobile !

LISE MOISAN

«Sans crédit, impossible de mettre nos projets en branle. Être coupées de l'ordinateur, c'est pareil.»

LES DONNES ADRESSES

VOS DROITS DE TRAVAILLEUSE...

Pour tout savoir sur vos droits actuels et les démarches à suivre pour obtenir un congé de maternité.

... SYNDIQUÉE

Adressez-vous au bureau régional de votre syndicat ou mieux encore, au comité de la condition féminine de votre centrale :

– COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE DE LA CSN
1601 Delorimier
Montréal H2K 4M5
Tél. : (514) 598-2109

– COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE DE LA FTQ
1290 St-Denis, 5e étage
Montréal H2X 3J7
Tél. : (514) 288-7431

– COMITÉ LAURE-GAUDREAULT (CEQ)
2336 Chemin Ste-Foy
Ste-Foy G1V 1S5
Tél. : (418) 658-5711

... NON SYNDIQUÉE

Pour être sûre de vos droits quant :
- à vos conditions minimales de travail, qui ne doivent pas être inférieures aux normes fixées par la loi 126,
- à votre salaire minimum, fixé périodiquement par règlement,
- à votre pourboire, si vous en recevez,
- à votre semaine de travail, fixée à 44 heures par semaine (et ne comprenant pas le travail ménager),
- à la règle du temps supplémentaire (ne comprenant toujours pas le travail ménager),
- à votre sécurité d'emploi (si votre employeur vous congédie, vous déplace ou vous suspend),
- à vos congés : annuels payés, jours fériés chômés et payés, Fête nationale, congés spéciaux,

consultez le bureau de votre région de la Commission des normes du travail.
À MONTRÉAL, C.P. 73
Succursale Desjardins
Montréal H5B 1B8
Tél. : (514) 873-7061

Ou encore :
– AU BAS DE L'ÉCHELLE
1015 est, Ste-Catherine
Montréal H2L 2G4
Tél. : (514) 842-0462, 842-5069

Ou encore :
– ACTION-TRAVAIL DES FEMMES
2515 rue Delisle
Montréal H3J 1K8
Tél. : (514) 932-4524

Si vous êtes épouse de cultivateur ou de commerçant,
– ASSOCIATION DES FEMMES COLLABORATRICES DE LEUR MARI
14 rue Aberdeen
St-Lambert J4P 1R3
Tél. : (514) 672-4647

Si vous êtes travailleuse domestique,

– ASSOCIATION DU PERSONNEL DOMESTIQUE
445 St-François Xavier
Montréal H2Y 2T1
Tél. : (514) 844-6255

Si vous êtes travailleuse à pourboires,

– ASSOCIATION DES GENS À POURBOIRES DE MONTRÉAL (AGAP)
1023, Succ. Complexe Desjardins
Montréal H3B 1C2
Tél. : (514) 598-2358

– ASSOCIATION DES EMPLOYÉ-E-S À POURBOIRES DE L'ESTRIE
Sherbrooke
Tél. : (819) 563-8144
ou 569-0088

Si vous êtes secrétaire,

– REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES DU QUÉBEC
C.P. 95
Succ. A, Laval-des-Rapides
Tél. : (514) 354-8231

... IMMIGRANTE

– SERVICE D'AIDE AUX NÉO-QUÉBÉCOISES ET IMMIGRANTES (SANQI)
3585 St-Urbain
Montréal H2X 2N6
Tél. : (514) 842-0814

– COMITÉ DES FEMMES DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS GRECS
5361 ave. du Parc
Montréal H2V 4G9
Tél. : (514) 279-3526 ou 270-6788

– CENTRO DONNE
8614 Boul. St-Michel
Montréal H1Z 3E9
Tél. : (514) 721-6463

– UNION DES TRAVAILLEURS-EUSES IMMIGRANTS ET QUÉBÉCOIS (UTIQ)
5363 ave. du Parc, 3e
Montréal
Tél. : (514) 277-8669

– SERVICE D'ACCUEIL AUX MIGRANTS ET IMMIGRANTS
CSSMM, 862 est, Sherbrooke
Montréal H2L 1K9
Tél. : (514) 526-9211

– CENTRE SOCIAL D'AIDE AUX IMMIGRANTS
4285 ouest, de Maisonneuve
Montréal H3Z 1K7
Tél. : (514) 932-2953

– LA MAISONNÉE, CENTRE DE LIAISON ET D'ACCUEIL
5919 rue St-Hubert
Montréal H2S 2L8
Tél. : (514) 272-1131

GARDERIES

L'enfant né, vous devez connaître les cinq catégories de services de garde à l'enfance : en garderie, en halte garderie, en jardin d'enfants, en milieu familial ou en milieu scolaire. Et connaître l'échelle de l'aide financière accompagnant chacune des catégories. Pour cela, il y a un seul organisme responsable :

– L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE
Gouvernement du Québec
201, Place Charles-Lemoyne,
3e étage
Longueuil J4K 3T5
Appels de Montréal : 670-0920
Appels de l'extérieur de Montréal (sans frais) : 1-800-361-7060

Des groupes de pression peuvent aussi vous conseiller, comme

– LE REGROUPEMENT DES GARDERIES SANS BUT LUCRATIF DU QUÉBEC
847 Cherrier, no 201
Montréal H2L 1H6
Tél. : (514) 525-2586

DISCRIMINATION

La Commission des droits de la personne reçoit tous les cas de discrimination «fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le fait d'être handicapée ou le fait d'utiliser quelque moyen pour pallier à un handicap».

– C.D.P.
360 ouest St-Jacques
Montréal H2Y 1P5
Tél. : (514) 873-5146

HARCÈLEMENT SEXUEL

Pour savoir comment résister, ou porter plainte, devant les assauts de votre patron ou collègue :

– YWCA
Action féministe
1350 ouest, Boul. Dorchester
Montréal H3G 1T3
Tél. : (514) 866-9941

Si vous n'êtes pas syndiquée, particulièrement :

– COMITÉ D'ACTION CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL
Au Bas de l'Échelle
1015 est, Ste-Catherine
Montréal H2L 2G4
Tél. : (514) 842-0462
ou : 842-5060

Même le gouvernement du Canada vous répond par la voix de

– MICHEL POIRIER
Travail Canada
Édifice du port de Montréal
2e étage, Cité du Havre
Montréal H3C 3R5
Tél. : (514) 283-5746

ACCIDENTS OU MALADIES DU TRAVAIL

– COMMISSION DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
2, Complexe Desjardins
27e étage
Montréal H5B 9Z9
Tél. : (514) 873-3990

SUPPLÉMENT AU REVENU DU TRAVAIL

Vous y avez peut-être droit, qui sait ?

– BUREAU DU REVENU DU QUÉBEC
3, Complexe Desjardins
C.P. 3000
Montréal H5R 1A4
Tél. : (514) 873-2611

CHÔMAGE

Si vous perdez votre emploi, volontairement ou non, et que vous ne croyez pas vos droits respectés par le Centre d'emploi et immigration du Canada, responsable de l'assurance-chômage, consultez :

– ACTION CHÔMAGE
1015 est, Ste-Catherine
Montréal H2L 2G4
Tél. : (514) 845-4258

ENFIN ...

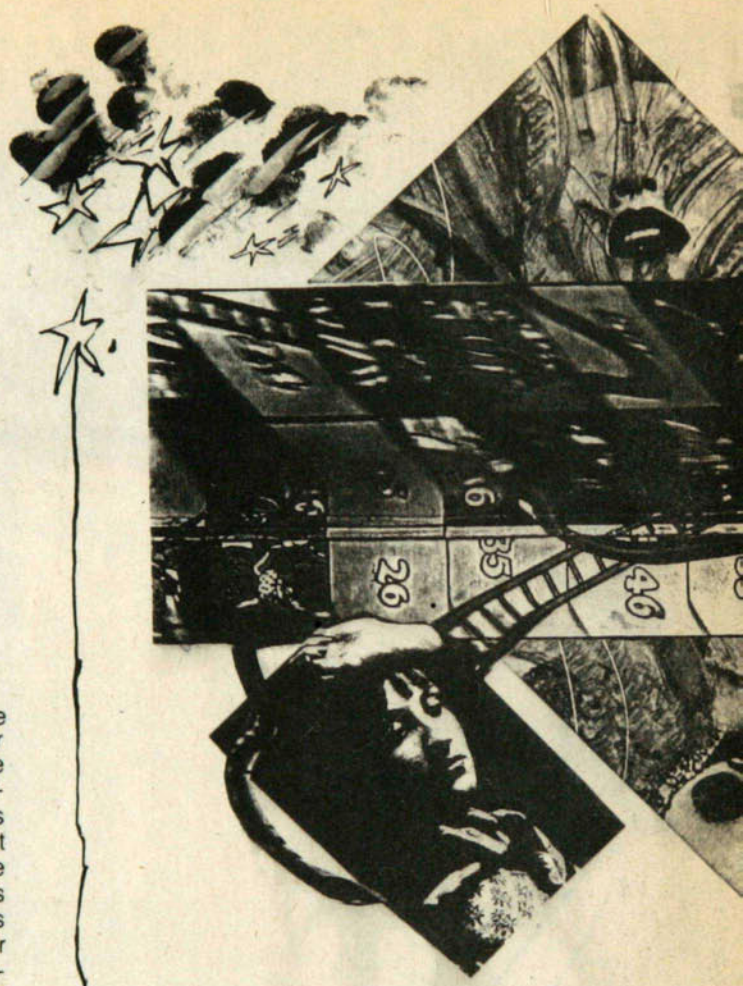
Si votre problème demeure entier, il y a encore

– LE CENTRE DE RÉFÉRENCE ET D'INFORMATION POUR LES FEMMES (CIRF)
3585 St-Urbain
Montréal H3X 2N6
Tél. : (514) 842-4781

FRANCINE TREMBLAY

SAVEMIR

par Geneviève Letarte



et le facteur

tu me faisais dessiner sur la galerie comme une enfant inadaptée. j'aimais beaucoup le jeu des questions-réponses. je voulais toujours que tu me dises quoi faire, mais toi aussi t'étais inquiète et à un moment donné j'ai été tannée que tu sois toujours au-dessus de tout. tu l'aimais, elle. et c'est avec elle que tu voulais vivre et travailler. j'aimais ça quand on causait toutes les trois sur le divan ou sur le lit ou par terre dans l'atelier immense et elle courait pour aller répondre au téléphone. et plus tard dans la maison du Bonheur vous étiez comme deux reines et elle était très belle quand elle revenait de jogger sur la montagne. elle chantait nasillarde et juste un peu faux, comme une apparition de Marilyn Monroe, toute blanche avec ses grands cheveux surtout le jour où elle avait failli s'évanouir dans un café, je l'avais emmenée sur la galerie et cette fois-là je l'aimais vraiment fort et j'aurais fait n'importe quoi pour la rendre heureuse, elle qui semblait si vulnérable tout à coup.

je me souviens de la fois où tu me lisais tes textes et je m'aperçois maintenant que pour toi aussi c'était sans doute très difficile de faire quelque chose en public et tu te dévoilais avec une nervosité contenue et beaucoup de gravité dans ta voix douce. d'une certaine façon, Elle c'était ton corps. c'est Elle qui pouvait assumer physiquement tes paroles. c'est Elle qui hurlait et riait très fort pendant que tu souriais silencieusement, immensément compréhensive et heureuse de son exubérance.

je vous revois avec vos belles robes rouges et vos gestes dramatisés à l'excès. c'était du bon théâtre. toutes les deux à déchiffrer le monde avec votre langage de la dualité, l'une posant les bonnes questions et l'autre y trouvant toujours une réponse. ça m'fait encore rire d'être entre vous et de comprendre les différents points de vue.

samedi après midi. les chiens jappent dans le trafic de la rue Mont-Royal. les souvenirs s'empilent comme des patates nouvelles dans la chambre froide. tu ne réponds plus. j'ai chaud sur l'autoroute entre St-Eugène et St-Fortunat. je porte le chapeau de la mariée en mangeant une bonne poutine. le cahier jaune est déchiré comme la robe et les bas. j'me berce dans la sauce barbecue. un jour peut-être ils n'auront plus leurs chapeaux ni leurs fusils ni ce sourire accroché de crocodile en revenant du bureau satisfaits même s'il y avait eu une panne d'électricité de quatre heures et qu'il avait fallu descendre les soixante-six étages avec une chandelle, et le métro arrêté là en dessous, et le souper là-bas qui n'était sûrement pas prêt.

je sais maintenant que la vie est faite de chair d'amour et de heurts. le chant sort de moi comme d'une ventriloque pendant que je marche sur mes talons hauts. à nous maintenant de réaliser cette harmonie primitive et dénudée dont nous rêvons tant. ce partage aveuglant et apaisant comme le fameux soir au bord du feu enveloppées dans la grande cape noire, tu jouais de l'accordéon italien, il y avait beaucoup d'étoiles dans le ciel.

je t'avais toujours prise pour un génie jusqu'au jour où il fallut me prendre en mains. mais que j'aimais donc me compliquer la vie comme le pensait mon père. la radio était toujours allumée, dans ces appartements où les gens étaient partis en vacances ou tout simplement travailler. la chatte se léchait les poignets d'avoir mangé des sardines pour dîner. c'était l'hiver et le paysage urbain me convenait parfaitement.

j'aime aujourd'hui comme une plage où le temps est infini. j'ai grandi. il y a beaucoup d'espace entre moi et les autres. à moi d'offrir maintenant. je ne leur demande pas ce qu'ils font. je choisis des lieux sur la carte et je me réjouis de ce nouveau rythme en moi, primitive, les seins qui bougent et moi penchée vers l'avant dans une mélopée sensuelle comme elle, sa

ne passera pas

bouche ouvrante fouillante et m'habillant d'un reggae guitare. j'ai chaud.

a dit : ces temps-ci je fais ci ça ci ça ci ça c'est ben intéressant. j'ai tel tel projet pis ça va être vraiment beau. j'travaille avec le groupe, là, pour l'événement qui va y avoir au mois de X, pis y a chose là qui veut que j'm'implique dans son affaire j'pense que j'vas embarquer ça risque d'être pas mal extraordinaire oui pis y a mon livre là, j'achève j'ai hâte que ça soit fini ça va m'laisser libre pour entreprendre d'autres choses parce là on pratique à tous les jours pis on va sûrement faire une tournée à l'été pis si tout va bien peut-être qu'on va finir par aller ailleurs...

moi : une nuit d'insomnie et de pleine lune. la radio qui garroche ses insipidités. je suis une graphologue qui n'y comprend rien.

ma voisine enfant n'y pense pas, elle, trop occupée à vivre. la pensée est partout. je ne crois pas à la pensée d'en haut. le corps est une planète. le corps produit sa pensée. j'écris dans mon lit et Yoko m'accompagne. ou est-ce moi qui l'accompagne. on ne sait jamais dans quel sens vont les échanges. la voix du petit garçon s'élève dans le micro il ne sait pas encore qu'il se projette publiquement. nous sommes des enfantes déchues tant que nous n'inventons pas des mondes. les plafonds tournent et le stylo est très léger. sax alto. jazz. je voudrais être musicienne. mon lit est une plage. j'écrirai un grand poème sur le mur de ma maison, pour les mille yeux qui se lèvent chaque jour dans les blocs autour.

Paule B. dans la rue. marchant à grandes enjambées, ses papiers dans ses bras comme un bébé qu'elle trimbale passionément. une femme créative. son sourire pète dans l'aiguisée de ses yeux.

la magicienne de Québec est venue me rendre visite. tra lalala. elle m'attend pour partir à la campagne. je te téléphone d'une voix calme. il n'y a pas d'obligations entre nous. se convertir se travestir qu'est-ce qui s'est passé aujourd'hui ? pus peur de capoter. tu siffles ton menton dans tes mains. Amalia Rodriguez à la radio. ruelle Châteaubriand. avant y avait des chevaux des écuries l'enfant fort et ses bébés ses sapins de noël les artistes rebelles une reine et des courtisans rendent visite à sa chacune en revenant de la grande passe. une douche d'encens à travers les vitraux peints à la main et les sofas pour regarder la tévé. il y a déjà plusieurs époques dans ma vie.

c'est folle tout ce que je sais faire quand arrive le temps de laisser briller mes yeux ouverts sur le monde et la clarté d'être enfin centrée et respirée comme une poissonne qui n'a même plus besoin d'eau. elle étale son corps. et non pas ce qu'elle sait. elle est comme une myriade de chevalles maigres et nerveuses. elle fait la cuisine comme on dessine l'étoile et la lettre pour une amie éloignée. souhaitée dans une histoire d'amour qui existe. braquée du rouge en face à face c'est impensable aujourd'hui qu'elle se fasse mal elle qui se balance en projetant son ombre sur le mur.

je m'étais sauvée pour vivre cette passion amoureuse. et je n'avais pas besoin d'une psychanalyse pour décortiquer sainement les petites voix qui me criaient des propositions contradictoires. il n'y avait plus rien qui comptait autre que ce nouvel univers que je construisais sans que ça paraisse mais je le savais moi ce qui m'arrivait c'était ma révolution.

j'ai entendu dire que le scorpion le cancer et le poisson sont les trois signes initiatiques du zodiaque. c'est pour ça que ça brûle partout, même quand l'eau me berce les chevilles.

elle pisse, elle parle, elle soupire, elle s'en va à la campagne. demain matin je me réveillerai dans la maison pleine de lumière et le facteur ne passera pas parce que c'est samedi.

Illustration : Sylvie Roche

par Hélène Lévesque

«C'est la question des femmes qui devra être au coeur des grands débats du mouvement syndical pour les cinq ou même les dix prochaines années. Si nous ne sommes pas capables de provoquer ce débat-là, et de déboucher sur une nouvelle pratique qui tienne compte des revendications et du fonctionnement des femmes, je ne donne pas cher de l'avenir du mouvement, de l'authenticité de sa démocratie surtout. Et je ne suis pas la seule à penser ça.»

Elle s'arrête, comme frappée soudain par la gravité, la portée de ce qu'elle vient de dire, secoue sa tignasse qui lui fait une blondeur de fausse fragile. Une coriace en réalité, Nicole, une vraie couenne dure qui, à 35 ans, n'a pas trop mal survécu à des années de pratique syndicale sans compromis majeurs pour son engagement féministe. Une folle aussi, qui tente de concilier syndicalisme, socialisme et féminisme, comme si ça se pouvait ! En début d'été dernier, elle comptait parmi ces militantes en colère qui endossaient le texte-manifeste «Nous aurons les chefs qu'ils voudront», au congrès d'orientation de la Centrale de l'enseignement du Québec.

CEQ : magouillages et manipulation

«Tu comprends, nous ne pouvions pas laisser faire ça sans réagir, en toute honnêteté, tous ces magouillages qui entouraient le choix d'un successeur à Gaulin. Si la candidature de Charbonneau était arrivée autrement, si un adversaire valable lui avait été opposé, si l'élection avait donné lieu à un bon débat, nous avait permis de comparer deux plateformes électorales et de choisir, alors oui. Mais ces négociations qui se déroulaient en dehors de nous, à notre insu, non.»

On se souvient du contexte : le président démissionnaire Robert Gaulin n'avait toujours pas, au moment du dépôt des candidatures, de successeur potentiel, en dépit de rumeurs persistantes autour d'un retour possible de l'ex-président, Yvon Charbonneau. À la dernière minute, candidature surprise d'un jeune délégué de la région de Montréal, un parfait inconnu... qui se retirera d'ailleurs rapidement de la course, alléguant qu'il n'avait voulu que «forcer, par son geste, le retour de Gaulin...» Tordage de bras ? Accroc à la mise en scène ? Vérité ? De toute façon, le retrait de l'inconnu laissait la place libre à la candidature de Charbonneau qui redevenait, faute d'adversaire, le président de la Centrale. Rideau.

Conscientes d'avoir été flouées, manipulées, des militantes réagissent avant même la fin de cette comédie et produisent collectivement – elles seront une centaine à l'endosser – un texte-manifeste qui sera lu sur le plancher du congrès. Dans le ronron des chicanes de procédures, des habituels affrontements entre tendances, des tractations de coulisses, ce que ces femmes avaient à dire venait se fracasser au milieu de l'assemblée sidérée, avec la discrétion d'un pavé dans la mare aux canards.

«On nous a laissé croire à un combat de chefs qui devait être épique, voire mortel (...), il ne fallait rien ménager pour que des Sauveurs nous soient donnés. Bien sûr, on va voter. Mais même celles et ceux qui vont perdre le savent déjà et sont d'accord : nous aurons les chefs qu'Ils voudront ! Mais qui sont ces «ILS» ? En tout cas, pas nous ! Pas les délégué-e-s dont les mandats sont aussi fermés qu'une boîte de sardines ; pas les militantes de la structure intermédiaire qui pourtant sont l'ossature de la vie syndicale ; pas les membres à la base pour qui rien n'est prévu parce que dans cette pièce à petit budget, il n'y a pas de figurant.

On va nous dire que la démocratie, même syndicale, a ses limites. Mais pour nous, elle devrait être le pivot de nos luttes. On nous répète constamment qu'on est en crise. ET POUR LES FEMMES C'EST DE PLUS EN PLUS GRAVE : elles sont frappées plus que jamais par le chômage, les coupures budgétaires, la prolifération du travail à temps partiel, l'absence de garderies ; elles sont confrontées à une offensive de taille qui consiste à les ramener à leurs rôles traditionnels de mères, d'épouses et de ménagères. On nous mobilise pour porter des pancartes, mais pas pour choisir nos chefs. (...) Sommes-nous seules à exiger la clarté des enjeux ? Sommes-nous seules à exiger la vérité des affrontements ? Sommes-nous seules à exiger l'authenticité des engagements ? Pour le moment, peut-être. Mais notre complicité avec le silence ne peut plus servir, aujourd'hui plus que jamais, ni le syndicalisme ni les conditions de militance et encore moins la cause des femmes.»

Parmi les délégué-e-s qui se sont levé-e-s pour applaudir (le quart peut-être de l'assistance), il y avait bien sûr des femmes, mais aussi des hommes. Et parmi ceux qui ont manifesté leur désaccord, ou

LA LONGUE MARCHE DES «FILLES DE SYNDICATS»

leur stupéfaction, en restant rivé-e-s à leur siège, des hommes bien sûr, mais aussi des femmes...

La cause des femmes à la CEQ est encore loin d'être gagnée. Elle peut compter, pour la servir, sur la vigilance de la vice-présidente Marie Gagnon, qui s'y est fermement engagée dans son discours d'acceptation. Et sur le flair politique d'un Charbonneau acheteur et défenseur de causes à la fois justes et rentables, à la condition qu'on sache les lui vendre avec des arguments de poids. Aux militantes de la CEQ d'y parvenir. Elles devront cependant composer avec ce facteur de moins en moins négligeable que constitue le vieillissement des effectifs de la centrale. Le membre CEQ moyen a maintenant dépassé la quarantaine, ses revenus sont confortables, sa famille élevée ou presque. Dans ces conditions, il devient de plus en plus ardu de lui vendre les luttes pour l'expansion du réseau de garderies, l'avortement et la contraception libres et gratuits, etc.

CSN : un militantisme viril

On aurait dit qu'elles s'étaient donné le mot, les «filles de syndicats». Qu'elles en étaient arrivées, au même moment, au point de saturation. La déclaration des militantes CEQ avait en effet été précédée de peu par le solide et percutant rapport du comité de condition féminine de la CSN, déposé au congrès de mai. Les auteures du rapport, en plus de dresser l'habituel bilan des réalisations du comité et de prévoir des pistes d'action, consacraient un important chapitre à la remise en question du style de militantisme pratiqué à la CSN. Un militantisme indécrottablement mâle, d'initiés, de conversations «viriles», de négociations à la «mon père-est-plus-fort-que-le-tien». Bref, de bons gars entre eux.

«Les militantes deviennent de plus en plus critiques face au type de syndicalisme tel qu'il est vécu dans la centrale : un syndicalisme fait par et pour les hommes. La très grande centralisation des tâches exige de ceux ou celles qui y adhèrent d'y consacrer leur vie... ou presque. (...) Pour les militantes qui ont réussi à s'introduire dans ce monde autoritaire, macho et sectaire, la désillusion a souvent été amère. (...) Les femmes se sentent isolées des autres femmes dans le milieu syndical. Elles trouvent les hommes plus exigeants par rapport aux femmes : non seulement pour le travail syndical, mais pour leur vie, leurs moeurs, leur comportement en général.» (Extrait du rapport)

Les sondages menés depuis deux ans par le comité de condition féminine (auprès des membres d'exécutifs locaux, du Bureau confédéral, du Conseil confédéral) ont permis d'établir que si la participation des femmes aux diverses instances augmente régulièrement, elle reste cependant très inférieure à celle des hommes, en dépit du fait qu'elles représentent 44% du membership de la centrale. À la CSN comme ailleurs, la majorité des femmes employées le sont au soutien administratif : elles répondent au téléphone, trient le courrier, tapent à la machine.

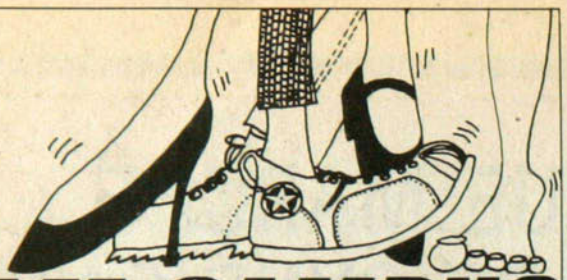
Les profils-types du militant et de la militante CSN contrastent singulièrement. Alors que le premier est plutôt d'âge moyen, marié et père de famille, la seconde est jeune (la trentaine), célibataire, sans enfants. Le premier peut compter sur sa femme pour s'occuper des enfants, entretenir sa maison, voir aux menus détails de la vie quotidienne. La seconde ne peut compter que «sur ses propres moyens». Et la militante mariée ? Le rapport nous en dresse un portrait proprement effarant :

«Elle a un enfant de huit ans et elle consacre trente-cinq heures par semaine à faire des tâches domestiques et à s'occuper de son enfant, en plus de sa semaine de 40 heures et de ses activités syndicales.»

Dans ces conditions, ce n'est plus du peu de militantisme dont les femmes font censément preuve qu'il faudrait s'étonner, mais bien plutôt du fait qu'il existe encore des militantes ! Des militantes au courage si quotidien, si familier, qu'on a cessé de le voir, qu'on ne s'en étonne plus.

C'est tout ce contexte de militance syndicale *en dehors* de la vie des femmes que le comité de condition féminine a réussi à interroger lucidement. Une belle gang de «filles de syndicats», qui refusent qu'on se serve d'elles pour justifier l'image «progressiste» de leur centrale : «Souvent ça fait l'affaire de la centrale d'avoir des comités de la condition féminine. Ça paraît bien. Mais du moment que nous débordons du cadre de nos maternités et de nos enfants, du moment qu'on aborde des thèmes plus généraux ou qu'on discute de nos conditions de vie, il y en a plus d'un qui préférerait qu'on se taise.»

Elles sont bien parties pour ne plus se taire, les «filles». Bien déterminées à forcer le respect des boss, syndicaux ou patronaux, et celui des chers camarades. Les cinq ou dix prochaines années, Nicole ?



CAFE CAMPUS

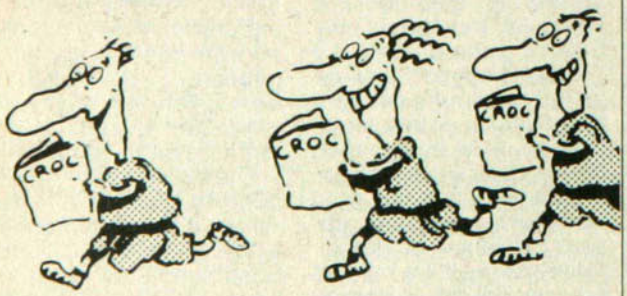
Déjeuner
restaurant
bar
spectacles
discothèque

géré par les travailleuses-eurs
3315 Reine Marie 735-1259 Autobus 51

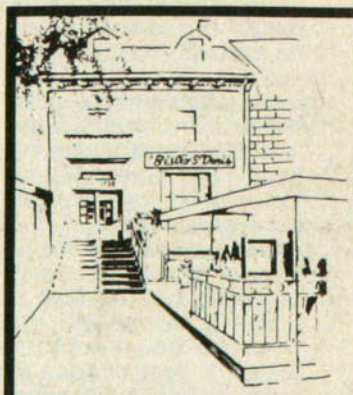
BRASSERIE O'KEEFE
CARLING
Black Label
BIÈRE
DEPUIS 1840

RIEZ, C'EST BON POUR VOUS!

La course à pied, c'est bon pour la santé... le rire aussi...



COUREZ VOUS ABONNER À CROC



LE BISTRO ST. DENIS

BAR · RESTAURANT

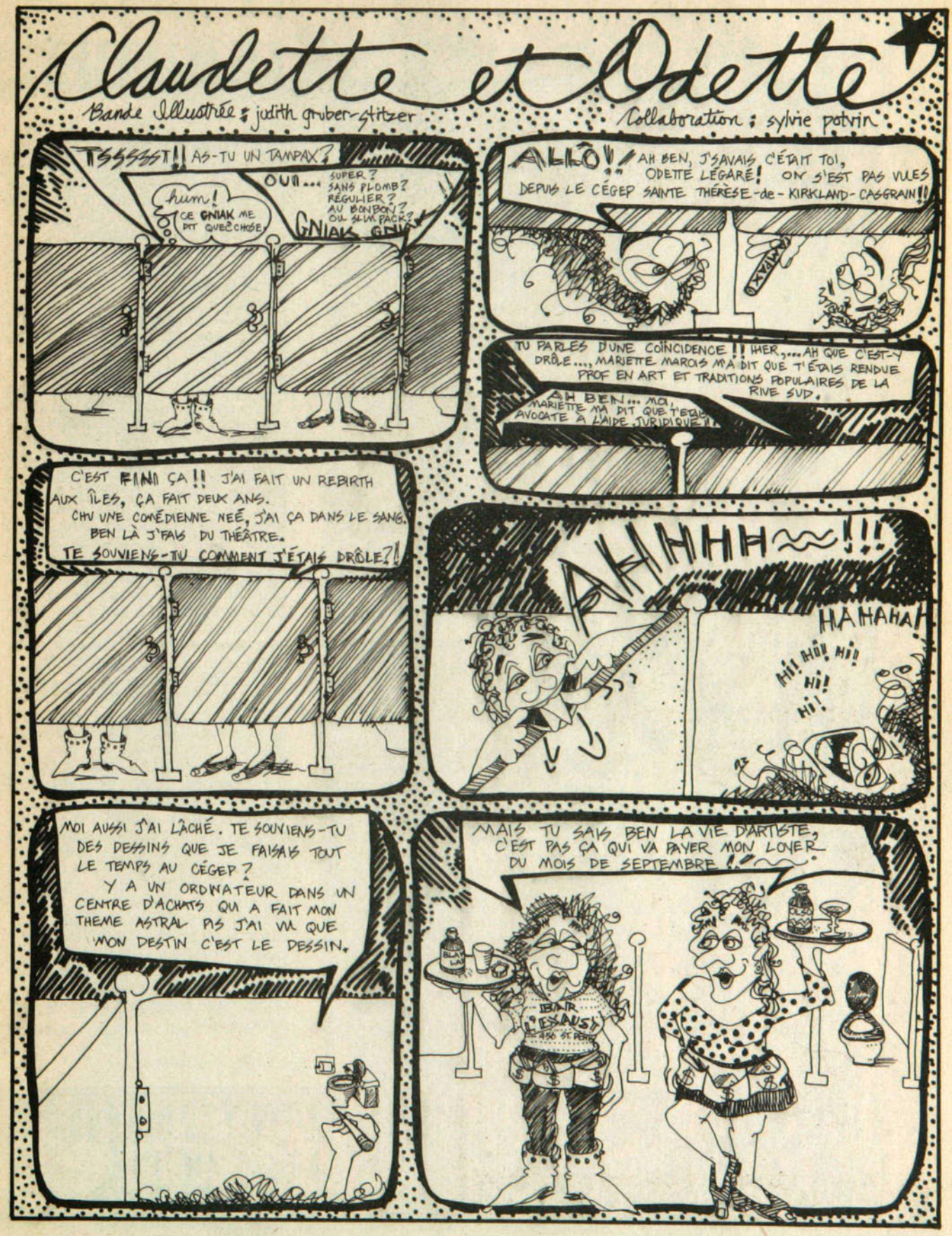
vos hôtes:
JEAN-PIERRE
JEAN-VICTOR

1738 rue St. Denis, Montréal, Qué. H2X 3K4
tél. (514) 842-3717

Claudette et Odette

Bande illustrée : judith gruber-stitzer

Collaboration : sylvie potvin



journal intime et politique...

Il y a maintenant presque dix ans que les femmes revendiquent des congés de maternité payés sans perte d'aucun droit.

Nous étions au début quelques femmes – et j'étais l'une d'elles – qui ne pouvions plus supporter de voir des travailleuses se faire congédier, licencier ou rétrograder pour la seule raison qu'elles devenaient enceintes, sans compter les mois de salaire perdus ou les retours au travail trop hâtifs sous menace de perte d'emploi. Nous en avions assez de l'indifférence générale ou de l'acceptation docile de telles conditions.

Notre revendication nous paraissait juste et au-dessus de toute controverse dans nos rangs. Bref, on s'attendait naïvement à ce que tout le monde la retienne, à ce qu'elle suscite un enthousiasme unanime. Force nous fut de perdre ces illusions. La première fois que nous avons présenté fièrement notre demande, on opposa à notre enthousiasme un «*Êtes-vous folles ?*» suivi d'un «*Vous êtes folles*» et de «*Les vraies femmes, c'est pas vous, les vraies femmes n'en veulent pas*». Ridicule, futilité. Indifférence, mépris.

Dernier item à l'ordre du jour, première demande dont on dispose, voilà le traitement qui nous était réservé. Mais les femmes tout court, les «vraies» comme les «pas vraies» – à croire qu'il existe de fausses femmes – en voulaient.

À notre détermination s'opposait un mépris de rigueur des patrons, avec commentaires du style «*Elles ne m'ont pas demandé de partir pour la famille.*» «*Faites des petits ou travaillez, mêlez pas les deux.*» «*On va vous remplacer par des machines, c'est pas menstrué tous les mois pis ça fait pas de p'tits.*» Récitation, répétition d'une négociation à l'autre. D'un côté, les patrons qui nous ridiculisent, confiants que les «gars» du syndicat abandonneront la demande.

De l'autre les gars du syndicat, mal à l'aise face à une telle demande, peu convaincus, bien disposés à retirer la demande dès la première contre-proposition. Et des femmes qui y tiennent, qui essaient de convaincre, qui tentent d'oublier le mépris les entourant, qui persistent et persévèrent envers – et malheureusement – contre tous, avec leur «réputée» patience féminine, dans des milieux qui leur sont étrangers et hostiles.

C'est ce qui s'est passé lors de la négociation du Front commun en 1979, quand nous avons dû nous attaquer aux «ligues majeures», comme on dit dans notre grand-petit milieu aux visions larges et aux esprits parfois moins larges. La grande ronde commença, à Québec. L'exil était dur. On me forçait à m'exiler de mon enfant, mon chum s'était déjà exilé de moi. Je me retrouvais en pays étranger; les lieux, les personnes, rien ne me ressemblait, exceptées ces quatre ou cinq autres femmes avec qui la complicité grandissait de jour en jour dans l'attente de faire accepter notre «petit dossier de femmes».

Longues attentes, ennui insupportable, culpabilité dans la tête et dans les entrailles. C'est avec tout ça qu'il a fallu argumenter, débattre, soutenir, convaincre, ne pas flancher, s'entêter et, comme l'a confirmé le pouvoir un soir très tard, «*être inélégante*», oh péché !

L'inélégance, c'était de ne pas pouvoir être avec mon fils, de savoir que Blanche était en train de s'éteindre à 4 000 km et de ne pas pouvoir être avec elle, de ne pas pouvoir lui tenir la main et l'embrasser. Elle qui était la grand-mère de toutes, elle qui m'avait portée loin en avant et à qui je ne pouvais plus placer l'appel inattendu, pour me réconforter, pour me faire dire «*Je comprends, fais ton choix, ne te laisse pas emporter par les autres*».

Réveillée la nuit, endormie le jour, enfermée dans une prison de béton au décor de mauvais goût, nourrie de «grilled cheese» avec pour seule distraction les films d'après-midi à la TV, incapable de lire. Petit monde fermé sur lui-même, coupé de tout le reste alors que tout le reste du monde attend avec impatience et curiosité le grand dénouement et quelques-unes, heureusement, notre dénouement.

Se sentir en terre étrangère, dans un monde d'«étranges» où seules quelques femmes avouent leur ennui, leurs peines. Seules à avouer qu'elles n'aiment pas ce monde détaché et irréel, haut-lieu de stratégies, de «tassage», où les murs qui entourent aveuglent, font perdre tout équilibre, où on dispose, rejette, écarte les choses comme les êtres. Où la sensation d'être exclue est partagée à chaque heure par un plus grand nombre.

À chacun son dénouement. Une fois de plus j'y retournai. J'attendais depuis plusieurs heures, depuis plusieurs jours, on en arrive à ne plus trop le savoir.

J'ai l'intuition que ce sera la dernière fois, je veux que ce soit la dernière. Ascenseur, longs couloirs en labyrinthe, la «suite des hommes d'affaires», on reprend nos places. Il n'y a pas de chaise musicale dans ce grand jeu. Accord conclu, nous avons gagné. «*Madame, c'est une victoire personnelle*», me dit-on de côté avec amertume.

Mais il n'y a pas la détente qui accompagne habituellement le règlement d'une convention collective. Nous savons que nous serons éternellement opposé-e-s, le patronat et nous, nous savons qu'il y a deux mondes qui s'affronteront toujours ; entre nous, nul respect de «bonne guerre».

En sortant, ils m'attendaient pour m'annoncer «*Blanche est morte ce soir*» et un peu plus loin, elles m'attendaient pour pleurer avec moi.

MONIQUE SIMARD

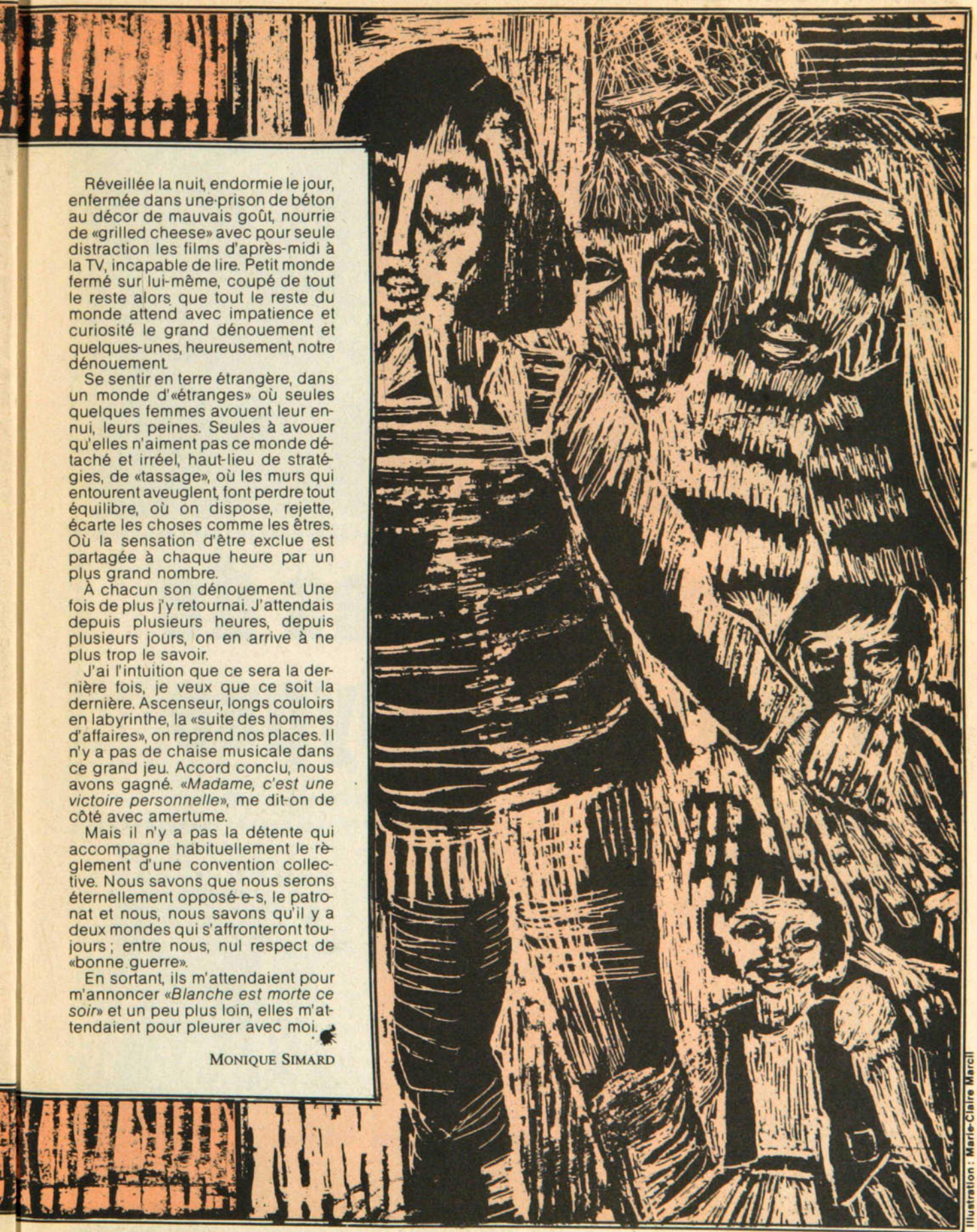


Illustration : Marie-Claire Marcil

les cavalières de l'anti-apocalypse

par Francine Pelletier

Photos : Anne de Guise

«Nous sommes des femmes qui nous réunissons aujourd'hui parce que la vie au bord du précipice est intolérable».

Women's Pentagon Action
Washington, 17 novembre 81

New York. 12 juin 82. Près d'un million de personnes envahissent les rues de Manhattan. Des femmes, des hommes, des enfants, des bouddhistes japonais, des écrivain-e-s, des vétérans de la guerre du Vietnam, des curés et même des robineux. Et beaucoup de policiers qui surveillent cet énorme embouteillage, l'air presqu'amusé. «Ce n'est plus seulement des hippies et des flyé-e-s, disait un participant, c'est tout le monde. Ils vont bien finir par nous entendre».[1]

La plus grande manifestation jamais vue en Amérique du Nord s'est faite pour dénoncer la fin du monde, ni plus ni moins. «Ne la faites pas sauter, les bonnes planètes sont difficiles à trouver», clamaient les pancartes. Le message était simple, clair, parfois émouvant: on ne veut pas mourir dans cet holocauste inimaginable que serait une guerre nucléaire.

Rassurez-vous: je ne vous ferai pas le coup de l'Apocalypse. Même si au Québec, contrairement aux États-Unis et au Canada, nous sommes très mal informé-e-s sur la fin du monde; sur ce qui se passerait si une des deux ou trois bombes à destination de Montréal nous tombait sur la tête. Je m'en tiendrai à cette phrase historique de Nikita Kroutchev: «Les vivants envieront les morts,» et aux faits suivants: de janvier 79 à juin 80, le système d'alarme américain a commis la même erreur 3 703 fois, lançant la fausse alerte que l'URSS avait entrepris une attaque nucléaire contre les États-Unis, et trois de ces alertes frisèrent la catastrophe;[2] une guerre nucléaire entre les États-Unis et l'URSS entraînerait 750 millions de morts et 350 millions de blessé-e-s en 24 heures dans l'hémisphère nord;[3] les recherches militaires américaines étudient présentement la possibilité d'entraîner des marsouins pour transporter des bombes quand il n'y aura plus personne pour le faire;[4] et le conseil de ville de Montréal a récemment jugé «irrecevable» une motion sur le désarmement par «manque d'intérêt municipal».[5]

S'il est vrai que l'ampleur insoupçonnée de cette mobilisation américaine pour le desarmement et pour la paix, à l'instar de celle déjà amorcée en Europe, ne peut passer inaperçue aux yeux des pouvoirs politiques, journalistes et gouvernants ont déjà tenté de minimiser son impact en la qualifiant d'«inarticulée» et de «naïve». Pis encore, cette déclaration de Reagan à la veille de la démonstration: «Je serais en tête de votre défilé si je croyais que simplement marcher pourrait rendre le monde plus sûr.»[6] N'en déplaise au président des États-Unis, ce n'est quand même pas par besoin d'exercice que des milliers de personnes (et jusqu'aux soldats en Allemagne) se sont mises à défiler dans les rues d'Europe et d'Amérique du Nord.

De la conjoncture et des hommes

En Europe, la menace d'une troisième guerre mondiale révolte des millions de gens[7] qui en ont assez de faire les frais de guerres toujours plus dévastatrices. Et pour cause. Voici comment s'exprime un général américain devant ses vis-à-vis européens: «Nous avons fait la première grande guerre en Europe, nous avons fait la deuxième grande guerre en Europe et si vous êtes assez idiots pour le permettre, nous allons faire la troisième grande guerre en Europe».[8] Et un général américain de l'OTAN déclarait récemment que, d'après lui, les Allemands sont un peuple compréhensif et qu'il est sûr que si la dévastation nucléaire est le prix de la liberté, ils l'accepteront. De quoi faire fuir le dernier des optimistes; ces déclarations mettent à nu les intentions militaires des USA.

En Amérique du Nord, par ailleurs, nous n'avons jamais vécu la guerre, ce qui explique la mobilisation moins grande et plus récente du mouvement pacifiste de ce côté de l'Atlantique. Jusqu'à maintenant, nous n'avons jamais cru que cela nous arriverait «à nous».

Mais il faut dire, aussi, que nous n'avions pas encore eu affaire à un cowboy à la présidence des États-Unis. Qualifiant le contrôle des armes ainsi que le principe de la «détente» comme un «truc de la part des Russes», l'administration Reagan a systématiquement boudé les négociations avec l'URSS, prôné l'accroissement de la puissance militaire et, surtout, rendu plausible la possibilité de gagner une «petite» guerre nucléaire. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Depuis cette déclaration fatidique, le fameux «Doomsday Clock»,[9] horloge qui symbolise les tensions internationales et le danger d'une guerre nucléaire, ne lit plus que quatre minutes avant minuit, c'est-à-dire quatre minutes avant le «Big Boom».

Même, si certains analystes politiques croient que les armes nucléaires ne seront plus jamais utilisées, il n'en demeure pas moins qu'elles ont **déjà** été utilisées contre le Japon en 1945 et que les États-Unis et l'URSS en sont venus à un poil d'une guerre nucléaire au sujet de Cuba en 1962. Si l'existence des armes nucléaires n'avait pour but que de dissuader d'éventuelles attaques sur les pays membres de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie, comme l'affirment les stratèges militaires, la possession de trois missiles ayant chacun une force de cinq mégatonnes, à l'Est comme à l'Ouest, suffirait à la tâche. Or, les super-puissances en étaient à ce point il y a déjà 25 ans. Aujourd'hui, il y a 50 000 armes nucléaires utilisables à travers le monde (USA : 30 000 / URSS : 15 000 environ), toutes plus sophistiquées et plus puissantes les unes que les autres, et capables de tuer chaque être humain plusieurs dizaines de fois. C'est ce qu'on appelle familièrement aux États-Unis du «overkill».

L'arseral nucléaire actuel dépasse tout simplement la compréhension et l'imagination humaines. De la bouche même d'un conseiller au Pentagone : «Nous devrions en effet nous sentir très mal à l'aise du fait que notre système de gouvernement – conçu pour régler des problèmes ordinaires, mené par des hommes ordinaires de façon passablement ordinaire – est aujourd'hui censé contrôler des armes qui n'ont absolument rien d'ordinaire».[10] Ce qui ne présuppose aucunement que les armes nucléaires seront mises au musée car l'histoire nous dit que les hommes n'ont jamais rien inventé qu'ils n'ont pas ensuite utilisé.[11]

Longtemps, la hantise du communisme, couplée à un américano-centrisme avancé, a permis aux gouvernants américains (et Reagan plus que tout autre) de justifier la course aux armements au nom de la «sécurité nationale». «S'il faut repartir à zéro avec de nouveaux Adam et Eve, disait récemment un sénateur, je veux qu'ils soient Américains et non Russes, et je les veux sur ce continent et non en Europe».[12] Mais ce genre de chauvinisme de plus en plus étriqué, voire fanatique, rassure de moins en moins d'Américain-e-s. C'est que même la confiance accordée aux chefs politiques par les classes moyennes blanches n'est visiblement plus ce qu'elle était. «Des politiciens qui ont toute la difficulté du monde à restreindre l'inflation, le chômage ou la dette nationale, se disent capables de «limiter» une guerre nucléaire. Des technologues qui ne sont pas toujours capables de lancer une fusée au premier essai ou d'accomplir une mission en hélicoptère en Iran sont prêts à nous garantir le 'coup sûr' en ce qui concerne des missiles de portée intercontinentale et de capacité explosive inimaginable».[13]

Depuis toujours pacifistes

Et parmi tous ces insatisfaits du système, on compte surtout des insastisfaites.[14] Après tout, ce sont les femmes qui sont les plus durement touchées par les politiques socio-économiques puisque les coupures dans les services sociaux causées, entre autres, par le gonflement du budget militaire, «n'enlèvent pas seulement des services aux moins bien nanti-e-s, ils enlèvent aussi du travail rémunéré aux femmes qui se retrouvent majoritaires dans ce secteur».[15] Mais surtout, les femmes, aujourd'hui plus que jamais, sont une composante majeure et essentielle du mouvement pour la paix. D'une part parce que les féministes – qui au début des années 70 sentaient le besoin de se détacher du grand mouvement de protestation qui balaya les États-Unis durant la guerre de Vietnam – regagnent les rangs du mouvement pour la paix ; d'autre part, parce que les femmes ont une longue tradition pacifiste derrière elles.

Ce sont les femmes qui sont à l'origine du «tabou contre les guerriers» interdisant, dans certaines sociétés primitives, le contact avec les hommes qui auraient tué à la chasse ou à la guerre.[16] Au nom de la vie, de l'environnement, des enfants qu'elles mettent au monde, de l'harmonie et, plus tard, de la démocratie et du devenir du monde civilisé, les femmes, depuis toujours, s'opposent à la guerre. Quoique les nombreux groupes de femmes qui se sont mobilisés pour la paix, particulièrement depuis les années 60, n'ont pas toujours fait le lien entre leur condition de femmes et la guerre, il n'en demeure pas moins que l'implication des femmes pour la paix est étroitement liée à leur prise de conscience sociale et politique. L'histoire nous démontre, d'ailleurs, que plus une société est sexiste plus elle se consacre à la guerre.

Née du mouvement des suffragettes durant la première grande guerre, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, possiblement la première organisation de ce genre, illustre bien comment la revendication pour la paix et la revendication des droits

Photos : Anne de Guise

des femmes se rencontrent. Les suffragettes, à qui l'on ripostait – «Si vous ne pouvez vous battre pour la Patrie, vous ne pouvez voter.» – affirmaient au contraire que la démocratie servait justement à tourner le dos à la force brute, comme moyen de contrôle, pour se baser plutôt sur l'approbation du peuple (dont celle des femmes). De plus, elles élaborèrent une stratégie de négociation pour mettre fin à la guerre, qu'elles présentèrent personnellement aux chefs d'État concernés et que ceux-ci, évidemment, ignorèrent. «Mais ces femmes avaient raison. On les considéra naïves seulement parce qu'on était pas prêt à les écouter. Cette guerre qui piétinait dans les tranchées était toute désignée pour se terminer par des négociations, ce qui aurait influencé l'histoire d'après-guerre d'une toute autre façon».[17]

Soixante-sept ans plus tard, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté non seulement existe toujours mais a été le seul organisme de femmes à participer à l'organisation de la manifestation du 12 juin. En effet, ce n'était pas les préoccupations des femmes, encore moins un point de vue féministe, qui primaient lors du grand rassemblement à New York. D'après Kris Eberlein, membre du Women's Pentagon Action et du Peace Council du Vermont, c'est le mouvement pour le désarmement, préconisant le «gel» des armes nucléaires et donc le retour à un certain statu quo, qui s'est fait le plus remarquer. «Cette journée-là, les angoisses du «White Middle America» ont pris l'affiche. Et de quoi les hommes blancs, d'âge moyen, se préoccuperaient-ils sinon de la menace d'une bombe qui leur tomberait malencontreusement sur la tête ? C'est bien la seule ombre à leur horizon».

Militarisme, machisme : même combat

Pour combler ce manque d'intérêt féministe, La Ligue internationale des femmes pour la paix ainsi que l'American Friends Service Committee[18] organisèrent, la veille de la manifestation à New York, un «Global Feminist Disarmement Meeting» rassemblant de nombreuses femmes de différents pays. Cet événement comme d'ailleurs l'ensemble de la mobilisation des femmes pour la paix, est remarquable. Justement parce qu'il regroupe des femmes non seulement de tous les pays, mais aussi de tous les âges, de tous les milieux et de toutes les tendances. Des groupes tels Women Strike for Peace aux États-Unis et la Voix des femmes au Canada – c'est-à-dire les premières femmes à protester contre les essais nucléaires mais toujours à titre de mères concernées par le bien-être de leurs enfants et de l'humanité en général – se retrouvent côte à côte avec des groupes comme Women's Pentagon Action (USA) et Women for Survival (Toronto). Plus jeunes et plus radicales, ces militantes non seulement remettent en question le rôle traditionnel des femmes mais font un parallèle entre l'oppression des femmes et la montée du militarisme.

De dire l'une d'entre elles, «le militarisme est le machisme poussé à son extrême limite. La philosophie de base est la même dans les deux cas. On valorise la force et la compétition créant ainsi la Différence, la peur de 'l'Autre', justifiant toutes les cruautés et toutes les injustices ; on vise la conquête, la victoire à tout prix en faisant appel à un esprit de «gang» (nos «boys») et en s'aliénant de tous sentiments humains. On ne cherche qu'à posséder et à triompher».

Aujourd'hui, rares sont les femmes qui ne reconnaissent pas que la guerre et la société patriarcale sont parties prenantes. L'exemple le plus récent et peut-être le plus éloquent est bien cette déclaration des femmes israéliennes contre la guerre au Liban, faite le 23 juin dernier : «Ils disent qu'ils partent en guerre pour nous protéger, nous, leurs soeurs, filles, mères, épouses. Pendant ce temps-là, nous sommes censées rester belles et nous taire, tricoter des chaussettes et attendre, les bras ouverts, le retour du guerrier qui a appris la stratégie : attaque – pénétration – conquête. Nous ne nous tairons pas. Nous refusons la «purification» du peuple palestinien en notre nom. Nous ne servirons pas d'alibi à leurs meurtres. Nous disons au gouvernement israélien et à l'armée : sortez immédiatement du Liban !»[19]

Et plus l'esprit de guerre persiste, plus des femmes trouvent des façons de s'y opposer. Aux États-Unis, certaines refusent de payer la taxe du téléphone qui va directement au budget militaire ; en Allemagne de l'Ouest, une action semblable se prépare et, à Vancouver, une femme a refusé de payer 10% de ses impôts pour les mêmes raisons, versant cet argent plutôt dans un «Peace Fund». (Après maints démêlés avec le gouvernement, sa cause vient d'être gagnée). En Angleterre, des femmes ont organisé des «Peace Camps» qui prolifèrent aujourd'hui près des installations militaires. Et partout, elles organisent des manifestations de tous genres.

Des affaires de femmes aux affaires du monde

En juillet dernier, j'assistais à Grindstone Island en Ontario à une conférence sur «Les femmes et le militarisme». Pendant quatre jours, il a été question de viol, d'inceste, d'avortement, de pornographie, du nucléaire, de guerre et même d'hétérosexualité et de lesbianisme. Et au bout du compte, question de faire les liens entre notre condition de femmes et la condition du monde. C'est bien ce que cette mobilisation grandissante des femmes pour la paix a de stimulant : elle illustre, peut-être mieux qu'à nul autre moment de l'histoire, que «le féminisme

n'existe pas tout seul». Elle remet en question cette définition étriquée du féminisme comme étant un sujet parmi d'autres, une série de préoccupations féminines, alors qu'au contraire, le féminisme est de plus en plus «essentiel à l'élaboration d'un nouveau cadre idéologique, à cette nouvelle perspective de vie dont nous avons tant besoin si nous sommes pour modifier la dynamique patriarcale du militarisme, de la domination des peuples et de l'exploitation des ressources à laquelle nous sommes continuellement confronté-e-s».[20]

La menace d'une guerre nucléaire aurait donc au moins ceci de positif : elle nous oblige à élargir nos perspectives tout en les précisant, en examinant sérieusement ce que nous voulons dire quand nous parlons d'un monde meilleur. Cette déclaration des «Lesbians in the Peace Movement», faite le 11 juin 82 à New York, en est un exemple : «Nous sommes des lesbiennes qui travaillons pour plus de justice dans un monde hétérosexiste. Or notre vision d'un monde meilleur inclut la liberté pour nous d'être lesbiennes. Aujourd'hui, nous tenons à souligner notre «visibilité» comme le moyen que nous prenons pour favoriser la paix dans le monde et comme l'expression de notre solidarité avec nos soeurs présentes.»[21] Mais au-delà de l'orientation sexuelle, de l'âge, de la maternité, des nationalités, toute femme impliquée dans le mouvement de la paix ne devra-t-elle pas répondre à la question la plus évidente de toutes, celle du pacifisme ou, plus précisément, celle de la non-violence ?

La non-violence en questions

Pour mieux marquer la violence que nous subissons aux mains des hommes et nous opposer à la violence de façon générale, nombreuses sont celles qui invoquent le principe de la non-violence. Qui peut être contre ce principe mais qui sait concrètement ce que ça veut dire ? Car contrairement à la violence, le concept de la non-violence n'a aucune résonnance, ne renvoie à aucune pratique. Jusqu'à maintenant, nous avons surtout été victimes de violence et il ne faut pas confondre cela avec une non-violence «naturelle» des femmes, même s'il est toujours tentant de se décrire comme le contraire de ce que nous dénonçons. Tout le problème, il me semble, se situe au niveau de la viabilité de la non-violence. Est-ce une fin en soi, comme le préconisait Ghandi lorsqu'il parlait de «force de la vérité», ou est-ce un moyen parmi d'autres ? Est-ce même un concept qui nous appartient ? Alors que faire devant un agresseur ? Que dire aux Nicaraguayennes, aux Salvadoriennes, à toutes les femmes qui se battent pour leur pays ?

Invitée pour parler des femmes du Tiers Monde à la conférence sur le militarisme, Caroline Goodie Magadime est une Sud-Africaine qui enseigne depuis trois ans à Toronto. Elle a longuement parlé de la situation dans son pays, du rôle restreint des femmes, de la lutte pour la libération, des guerilleros, des camps de réfugié-e-s et, à la fin, elle a pleuré. Quand la réalité de l'une se bute à l'idéologie des autres, comment, en effet, ne pas sentir tout le poids de cette contradiction ? Et préconiser la non-violence n'est-il pas, en ce moment, un peu trop utopique, faisant dire à des femmes du Tiers Monde, justement, que «le féminisme est un luxe» ? Ou comme disait cette Ghanéenne lors de la Conférence internationale des femmes à Copenhague en 1980 : «Pourquoi demanderais-je 50% de rien ?»

Photo : Francine Pelletier

Mais malgré les frontières, le confort, les différences qui nous séparent, les femmes à travers le monde ont ceci en commun : elles sont victimes, et quand il arrive que des hommes le soient aussi, elles le sont encore davantage. Ainsi, «la non-violence commence pour nous, les femmes, par le refus d'être violentées, le refus d'être victimisées. Nous devons trouver des alternatives à la soumission parce que notre soumission – aux viols, aux assauts, au harcèlement, à la servitude domestique, aux abus et à la victimisation de toutes sortes – perpétue la violence».[22] On pourrait donc croire, tout au moins espérer, que si la révolte des femmes était suffisamment large, suffisamment évidente, la violence que nous subissons, les guerres que nous connaissons depuis 2 000 ans, ne pourraient plus suivre le même cours. Privée de sa base habituelle, toute cette violence ne devrait-elle pas, alors, se retourner contre elle-même ou se rendre à notre évidence ?

1/ *Rapporté dans le New York Times, 13 juin 82.*

2/ **Nuclear War : What's In It For You,** *Project Ground Zero, Pocket Books, New York, 1982.*

3/ *D'après le Rapport de L'Académie des sciences de Stockholm, 1982.*

4/ *Stockholm International Peace Research Institute, Annuaire 1981.*

5/ *Le Devoir, 11 juin 82.*

6/ *La Presse, 9 juin 82.*

7/ *Les manifestations qui eurent lieu en Europe l'automne dernier mobilisèrent près de 3 millions de personnes.*

8/ *Repris dans un affichage de Conrad Atkinson, intitulé* **/Nuclear War»,** *exposé dans le cadre du Atomic Salon à la Galerie Ronald Feldman à New York, en juin dernier.*

9/ *Crée en 1940 par l'équipe de scientifiques et techniciens qui mirent au point la bombe atomique.*

10/ *Newsweek, 26 avril 82.*

11/ *La même logique s'opère présentement autour de Gentilly-2 au Québec. Malgré les protestations, le moratoire et tout ce que nous savons maintenant sur les effets de radiation, cette centrale nucléaire devrait être mise en marche à nouveau, au nom de la rentabilisation des investissements !*

12/ *Conrad Atkinson, op. cit.*

13/ *Tiré d'un tract du groupe Women Strike for Peace aux États-Unis.*

14/ *Un sondage effectué par le New York Times et CBS aux États-Unis révèle que 50% des hommes mais seulement 41% des femmes américaines approuvent l'administration Reagan. Cité dans Time Magazine,* **«What Killed Equal Rights?»,** *12 juillet 82.*

15/ *Time Magazine,* **«How Long Till Equality?»,** *12 juillet 82.*

16/ *Evelyn Reed,* **Women's Evolution.**

17/ *Entretien avec Jo Vellacott, historienne à l'Institut Simone-de-Beauvoir.*

18/ *Groupe de «Quakers» aux États-Unis qui militent depuis longtemps pour la paix.*

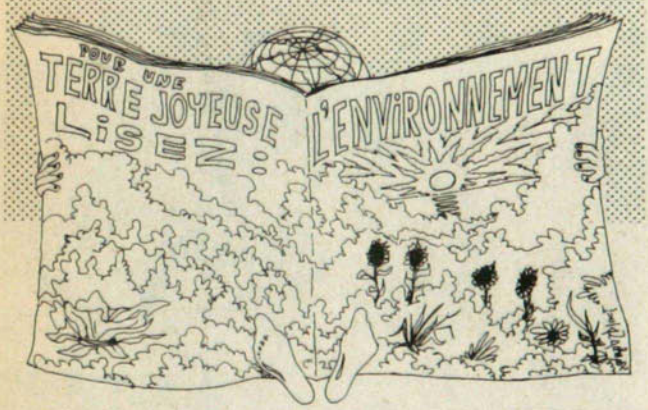
19/ *Femmes en mouvement, no 99, juillet 82.*

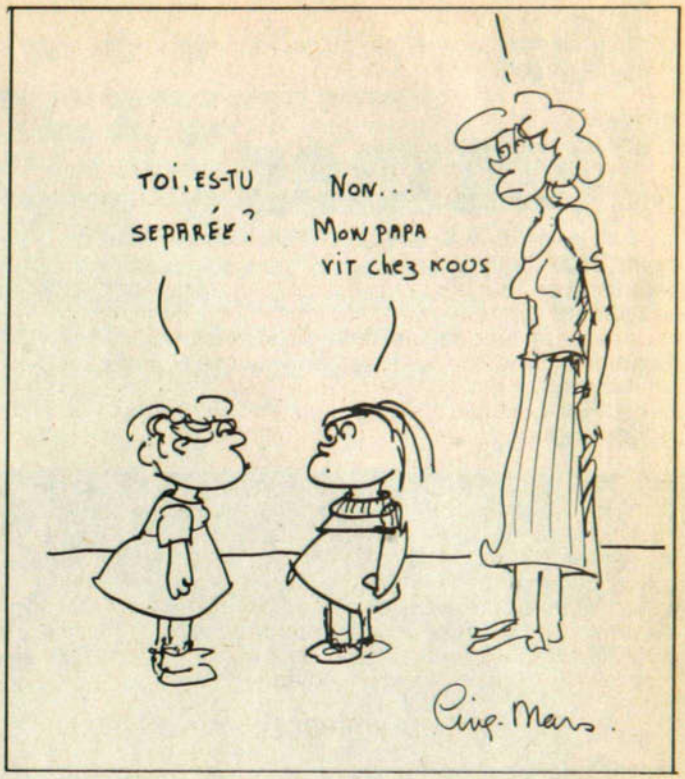
20/ *Charlotte Bunch, discours prononcé au Global Feminist Disarmement Meeting, 11 juin 82, repris dans Off our backs, juillet 82.*

21/ *Cité dans Off our backs, juillet 82.*

22/ *Andrea Dworkin, conférence donnée au Boston College en avril 75, intitulé* **«Redefining Nonviolence».**

en vente
chez tous
les bons libraires





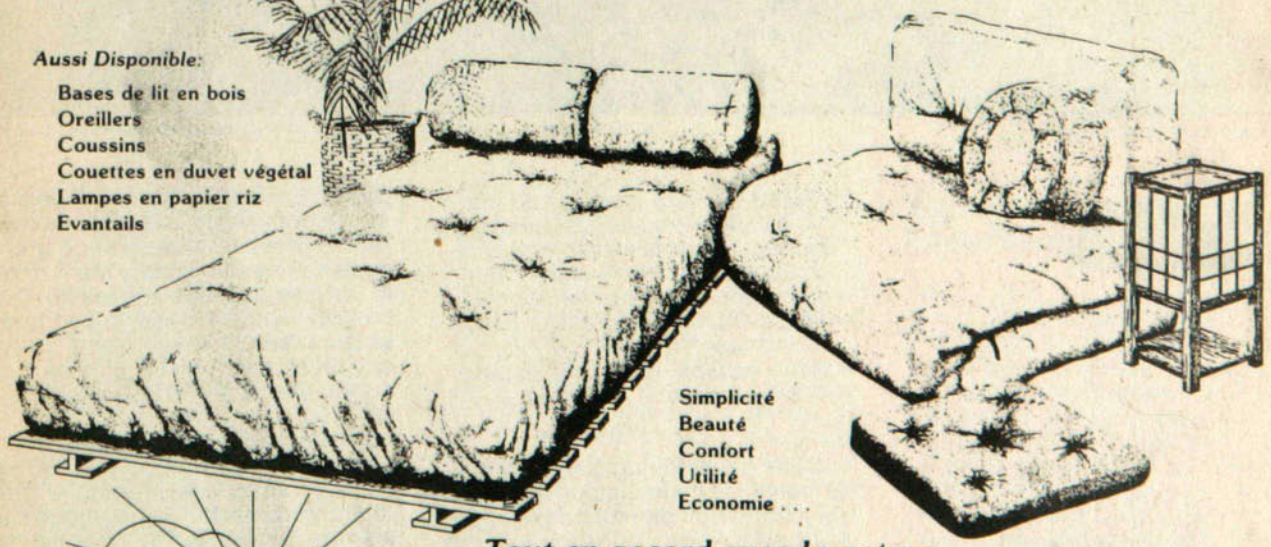
Un Matelas du Nouvel Age . . .

Le Futon.

Originaire du Japon, adapté pour nous, ce matelas fait de coton à 100% assure un confort total. Doux et ferme, il procure un support parfait, condition essentielle à un repos complet. Le Futon est disponible dans toutes les grandeurs; il peut être converti en divan.

Aussi Disponible:

Bases de lit en bois
Oreillers
Coussins
Couettes en duvet végétal
Lampes en papier riz
Evantails



Simplicité
Beauté
Confort
Utilité
Economie . . .

Tout en accord avec la nature

NU-AGE

3607 ST. DENIS • SUITE 2 • MONTRÉAL, QUÉ. H2X 3L6 • (514) 849-8879

les femmes et le jazz

Billie Holiday

Bessie Smith/Photo : Carl Van Vechten

par Claudine Vivier

et Danielle Blouin

«Assise jambes croisées au piano, la cigarette au bec, elle écrivait sa musique de la main droite tout en accompagnant le show d'une main gauche très swingante ! J'étais vraiment impressionnée... Je me suis dit 'Mary, un jour, tu seras capable d'en faire autant. Et effectivement, je l'ai fait...»[1]

Cette pianiste qui jouait, dirigeait et composait simultanément dans un théâtre noir de Pittsburg s'appelait Lovie Austin, et la toute jeune femme qui l'écoutait bouche bée n'était autre que Mary Lou Williams. Qui connaît Lovie Austin ? Ce fut pourtant une grande compositeure de blues qui écrivit notamment pour Bessie Smith *(Any Women Blues)* et qui accompagna avec ses «Lovie Austin Blues Serenaders» de grandes chanteuses comme Ma Rainey et Ida Cox dans les années 20. Qui connaît Alberta Hunter, qui composa à 11 ans *Downed Heart Blues* que Bessie enregistra plus tard et qui fut vendu à 780 000 exemplaires ?

L'histoire du jazz coïncide avec celle du disque. Mais dès qu'on entreprend ici une recherche discographique et bibliographique sur les musiciennes de jazz, on se heurte à une invisibilité telle qu'on en demeure perplexe. Excepté pour les plus grandes, exclusivement des chanteuses, il est difficile de retrouver les traces de la multitude de

Au dernier Festival international de jazz de Montréal, deux femmes en tête d'affiche : Cleo Laine et l'époustouflante Betty Carter. Deux chanteuses, sur 19 musiciens vedettes... Rendre visible la présence des femmes dans l'évolution du jazz et donner le goût de les connaître, voilà toute l'ambition de cet article divisé en deux volets. Tout d'abord, un bref tour d'horizon pour faire revivre les interprètes de la musique noire américaine, puis une représentation de quelques grandes figures du jazz contemporain, qu'elles soient noires américaines, blanches, européennes ou japonaises...

Mary-Lou Williams/Photo : Lynn Gilbert

Maxine Sullivan/Photo : Puissiau

femmes qui elles aussi ont participé aux années héroïques d'entre les deux guerres, en jouant et en chantant dans les cafés, les bars, les théâtres, les salles de danse de Chicago, Kansas City, Harlem, et dans le Sud. Chanteuses, mais aussi compositeures, arrangeuses, instrumentistes (surtout le piano, rarement dans les reed – clarinettes et saxos – ou les cuivres, presque jamais aux drums ou à la basse) elles n'ont pas enregistré sous leur nom et n'apparaissent que furtivement dans les biographies des grands musiciens ou dans les témoignages des producteurs de l'époque. Certaines petites maisons de disques reprennent aujourd'hui des rééditions-repiquages à la faveur du retour aux années 40, époque dorée des orchestres féminins, mais ces témoignages demeurent rares.

Quant aux ouvrages historiques et critiques existant en français, nous les devons à quelques papes blancs puristes et parisiens qui n'ont que mépris pour le jazz plus populaire (orchestres mineurs, rythm and blues où l'on trouve beaucoup de femmes) et qui haïssent farouchement tout ce qui appartient au domaine de la variété américaine. Souvent, s'ils citent les plus célèbres des chanteuses c'est pour en faire les épigones de grands musiciens : Billie Holiday «suivait» Lester Young et Sarah Vaughan «suivait» Charlie Parker.[2]

Le blues et les grandes chanteuses «classiques»

«Le blues ? Pour moi, le blues est presque religieux. C'est comme des cantiques, ça a quelque chose de sacré comme les spirituals. Le blues fait partie de moi et même quand j'étais gamine, et que je ne connaissais rien à la musique, j'en chantais et j'en jouais en tapochant avec un seul doigt.»

Alberta Hunter

C'est Mammie Smith qui enregistra pour la première fois un blues sur

disque, en 1920. *Crazy Blues* rencontra un tel succès que les compagnies se lancèrent immédiatement à la conquête de ce nouveau marché dans la population noire (ce fut le début des «race records» destinés à la communauté des ghettos urbains). Pendant 10 ans, le blues de chanteuse, différent du blues plus rural et plus marginal des chanteurs, va connaître une vogue extraordinaire. Les femmes qui le chantaient appartenaient au domaine de la «Variété» (on retrouve cette caractéristique chez bien des chanteuses de musique noire américaine, des années 20 à nos jours). Elles se produisaient dans les réseaux de spectacles, les théâtres noirs, notamment dans le Sud, et chantaient des ballades, des mélodies à la mode, dans des shows équivalents à nos opérettes ; elles pouvaient jouer la comédie et interpréter des blues dans le même spectacle. C'est ainsi que Ma Rainey, surnommée la mère du blues, emmena Bessie Smith dans sa troupe pendant une couple d'années et influença beaucoup celle qui allait devenir l'«Impératrice du blues».

«Quand la fabuleuse Ma Rainey vint chanter dans un petit théâtre sur l'avenue Wiley, elle était couverte de vrais diamants. Aux oreilles, autour du cou, sur son diadème. Ses deux mains aussi étaient couvertes de pierres ; elle avait les cheveux en bataille et des dents en or. Quel spectacle ! Plus tard, la rumeur a couru que Ma avait acheté cette marchandise volée et qu'elle a dû rendre toute sa joallerie, perdant ainsi tout le fric qu'elle y avait mis...»

Mary Lou Williams

Il est d'ailleurs amusant de voir avec quelles pincettes les historiens du jazz, certainement plus distingués que les musicien-ne-s qu'ils décrivent, relatent la vie privée de ces grandes vedettes de l'époque, évoquant prudemment la «bisexualité» de Ma Rainey ou l'«énorme appetit sexuel de Bessie Smith qui s'étendait jusqu'aux femmes».[3]

Bessie refusait de se produire devant des Blancs. Elle créa des centaines de blues, notamment les fameux *Empty Bed Blues, Cake-Walking Baby, Back Waters Blues, Gimme a pigfoot* et vendit quatre millions de disques entre 1923 et 1927. Il existe une excellente série sur l'oeuvre de Bessie chez Columbia (c.f. discographie à la fin). Comme beaucoup de musiciennes et de musiciens, elle connut le déclin et la misère pendant la crise de 29 et dut entreprendre de nombreuses tournées pour gagner pas grand-chose. Elle est morte dans un accident d'automobile en 1937, lors d'une tournée dans le Sud. Selon Mezz Mezzrow, l'hôpital local lui aurait refusé l'accès à cause de sa couleur. Mais les historiens prétendent que cette version, reprise d'ailleurs par Edward Albee dans sa pièce «La mort de Bessie Smith», appartient à la légende. Parmi les contemporaines de Bessie, il faut citer Ida Cox, Clara Smith (qui chanta des duos avec Bessie, ce qui paraît exceptionnel car Bessie ne semblait guère «partageuse») Trixie Smith *(Freight Train Blues)*, Bertha «Chippie» Hall et Ethel Waters, qui travaillera dans les années 30 avec de grands orchetres comme ceux de Duke Ellington ou Benny Goodman et qui se situe plutôt comme une chanteuse de jazz.

«Mais Bessie était la plus grande. Il n'y en a jamais eu de pareille, et il n'y en aura jamais plus. Même si sa voix était forte et rauque, elle avait une sorte de chagrin, non, pas du chagrin, il y avait cette douleur. C'était comme si elle avait quelque chose à sortir, quelque chose qu'elle avait juste à mettre en évidence.»

Alberta Hunter

Le blues, s'il constitue musicalement une des formes de base du jazz, possède au niveau vocal un domaine à part, parallèle au jazz instrumental, qu'il soit resté traditionnel ou qu'il se soit électrifié dans le rhythm and blues, cet espace musical où les femmes occuperont une place bien plus grande que dans la pop music. Parmi les héritières de la tradition, il faut citer la grande Dinah Washington, Helen Humes, Big Mamma Thornton, qui vient de temps en temps à Montréal. Quant au rhythm and blues, qui ne connaît pas Aretha Francklin, influencée comme Odetta par le gospel, cette autre catégorie proche et parallèle au jazz représentée surtout par Mahalia Jackson et Sister Rosetta Tharpe ? Sans oublier Roberta Flack, Tina Turner, et surtout Nina Simone, cette extraordinaire lutteuse, engagée comme Noire et comme femme, qui bien souvent bouleverse notre confort de consommatrices de musique.

Les instrumentistes

«À cette époque (à Kansas City), outre les musiciens comme Benny Moten, Count Basie, Pete Johnson, Sam Price, il y avait trois autres femmes pianistes à part moi : Julia Lee, une autre dont je ne me souviens que du nom de scène, Oceala, et la troisième surnommée La Comtesse Margaret. C'était une amie de Lester Young et elle m'a remplacée quand je suis tombée malade. Mais j'ai bien peur que la vie lui ait joué un sale tour. Voyez-vous, elle est morte de tuberculose avant d'avoir pu aller plus loin ; il paraît qu'elle était très bonne.»

Mary Lou Williams

Il est beaucoup plus facile de retracer les chanteuses qui se sont taillé un domaine réservé, dans le blues notamment, que les instrumentistes dans les grands orchestres pendant l'ère du swing ou après. Elles sont la plupart du temps pianistes, comme Lil Hardin qui épousa Armstrong et l'introduisit dans son propre orchestre en 1925, ou, bien plus tard, Patti Brown chez Quincy Jones à la fin des années 50. On les retrouve surtout dans les «combos», les petits orchestres qu'elles mènent, comme Una Mae Carlisle en 1938, ou auxquels elles participent : Jeanne Ashby, Julia Lee, Terry Pollard la vibraphoniste, Beryl Booker et bien sûr Mary Lou Williams, qui est venue jouer à Montréal ces dernières années. Une des rares compositeures reconnues, Mary Lou a participé à toute l'évolution du jazz, de Kansas City dans les années 30 à New York où elle est montée en 1942 pour participer, avec Thelonious Monk et Bud Powell entre autres, à l'éclosion du style bop. Elle a écrit des arrangements pour Ellington, composé de nombreux «hits» *(Blue Skies)*, travaillé avec Benny Goodman après la guerre, puis seule avec de petites formations jusqu'à très récemment. Elle est morte l'année dernière.

À part le piano, les autres instrumentistes dans les bands masculins semblent beaucoup plus rares. On peut citer, entre autres, Kathy Stobart au saxo ténor chez Humphrey Lyttleton, Marjorie Hyams, au vibraphone, chez Woody Herman, Lana Webster, saxo ténor chez Mike Riley (1937), ainsi que Norma Carson à la trompette, Melba Liston au trombone.

Bien souvent, nous retrouverons les noms de ces instrumentistes «non traditionnelles» dans les orchestres féminins qui vont se développer pendant et après la guerre.

«Dans un sens, vous n'étiez pas considérée comme une musicienne, surtout dans les clubs. On s'intéressait plus à ce que vous aviez sur le dos ou à votre coiffure... Ils voulaient juste que nous soyons attirantes, ultra-féminines, en grande partie parce qu'on faisait quelque chose qu'eux ne trouvaient pas féminin. La plupart du temps, je n'ai pas cédé, je ne les écoutais pas...»[3]

Marjorie Hyams, vibraphoniste

Les «All-Girl Bands»

Nombreux à la fin des années 30 et jusque dans les années 50, les orchestres féminins n'apparaissent guère dans les discographies ou les ouvrages spécialisés qui les considèrent probablement comme un phénomène mineur. La collection Women In Jazz, chez Stash Records, (1978), nous permet de redécouvrir une pléthore de musiciennes absolument inconnues de nos jours, et de faire revivre quelques bands importants comme les «Hip Chicks» ou les «International Sweethearts of Rythm», dirigés par Anna Mae Winburn. Orchestre composé de Noires, de Blanches et de femmes d'origine asiatique, il s'est produit durant toute la guerre et ses enregistrements datent de 1945-46 car il n'était pas possible d'enregistrer pendant les années du conflit mondial. Certaines de ses membres, comme la saxophoniste Vi Burnside, ont créé par la suite leurs propres bands de femmes. Citons aussi Ina Ray Hutton qui a créé et dirigé le «All Girls Swing Band», de 1935 à 1939. Melba Liston, trombone, qui a joué et fait des arrangements chez Dizzie Gillespie, Count Basie et Quincy Jones, dirigera un quintet de femmes dans les années 50. L'autre femme tromboniste connue, Lilian Briggs, après avoir travaillé comme chauffeuse de camions et comme soudeuse, créera son propre band de femmes à la même époque. Elle composera en 1955 un «hit», *I Want You To Be My Baby.*

Billie, Ella, Sarah et toutes les autres

«J'habitais avec ma mère sur la 145e rue. Une journée que nous avions si faim que nous avions de la misère à respirer, je suis sortie pour essayer de me trouver une job. Il faisait froid en diable (...) Je suis entrée, complètement désespérée, au Log Cabin Club. J'ai demandé du travail à Preston, en lui disant que j'étais danseuse. Il m'a dit 'danse'. J'ai essayé. Il m'a dit que je puais. Je lui ai dit que je pouvais chanter. Il m'a dit 'chante'. Il y avait un vieux pianiste dans un coin. Il a attaqué Travelin et j'ai chanté. Les clients se sont tous arrêtés de boire et sont venus autour de moi. Le pianiste a rembarqué avec Body and Soul. Jeez, vous auriez dû voir tous ces gens, ils se sont mis à pleurer... (...) c'est comme ça que j'ai commencé».

Billie Holiday

Ella Fitzgerald a commencé dans un concours d'amateurs, à l'Appollo Theatre de Harlem et elle fut remarquée par Chick Webbs qui l'engagea dans son orchestre. Quand Chick mourra, un peu plus tard, Ella continuera de diriger le band pendant deux années. Sarah Vaughan suivra le même itinéraire qu'Ella, quelques années plus tard : concours d'amateurs, toujours à l'Appollo, elle entrera ensuite comme chanteuse et deuxième piano chez Earl Hines, puis dans l'orchestre de Ersckine en 1944.

Sur les 145 musiciennes de blues et de jazz que j'ai pu recenser, environ 120 sont des chanteuses. N'ayant guère accès aux instruments, les femmes vont utiliser leur voix comme un instrument, allant même jusqu'à les imiter comme Ella (dans *Lady Be Good,* par exemple) ou le groupe vocal des Pointers Sisters *(Salt Peanut).* Il faut noter d'ailleurs qu'inversement, les instrumentistes de jazz, surtout les cuivres et les saxos, imitent souvent la voix humaine. Ella et Sarah ont eu de multiples disciples, comme Helen Merill chanteuse blanche qui travailla avec l'orchestre noir de Earl Hines, Mildred Bailey, Carmen Mc Rae et Anita O'Day, une autre chanteuse blanche spécialiste comme Ella et Sarah du «scat» (improvisation très rapide par onomatopées).

Ma Rayney

Julia Lee

Pointer Sisters/Photo : Christian Rose

«Je ne pense pas que je chante. C'est plutôt comme si je jouais du cornet. J'essaie d'improviser comme Lester Young, comme Armstrong ou comme quelqu'un que j'admire. Je déteste chanter straight. Il faut que je modèle la tune à ma façon».

Billie Holiday

Les contemporaines

Si les plus «grandes» comme Billie, Ella et Sarah sont parvenues à passer le barrage de la critique masculine, en devenant par ailleurs de véritables mythes alimentés par l'industrie publicitaire du show business, qu'en est-il des musiciennes d'aujourd'hui? Au risque de se répéter, disons que l'histoire, elle, se répète, du moins dans les revues spécialisées que nous devons éplucher pour trouver des nouvelles de nos musiciennes favorites: on y parle encore d'incohérence, de faiblesse, de musique féminine (?), ou bien encore on s'attendrit avec condescendance, du côté des maisons de disques, sur ces mêmes «petits défauts» que l'on exploite commercialement.

Le jazz contemporain a bifurqué de l'image exclusive de la musique noire afro-américaine, gagné son Ph D des grandes universités et sa seule étiquette apporte comme par magie une respectabilité commerciale et artistique à des musiques à l'enrobage douteux (de l'ésotérisme à la muzak). Plutôt qu'une pyramide dont l'avant-garde occuperait le sommet, il recouvre un champ immense: on y retrouve tous les moments de son évolution, le swing, le be-bop, le jazz cool, la réutilisation toujours renouvelées des «standards», mais aussi des emprunts rythmiques d'origines ethniques diverses, des emprunts aux autres musiques noires, et enfin toute la recherche purement formaliste et esthétique.

Ce n'est pas la performance qui nous intéresse quand il s'agit de présenter le travail de Carla Bley, de Jeanne Lee, de Toshiko Akiyoshi, de la productrice Helen Keane, mais plutôt de faire découvrir d'incomparables novatrices.

«Cela n'a rien à voir avec le fait d'être une femme ou un homme ou une plante. Ce n'est pas parce que je mesure 5 pieds 9 pouces que tous les gens de ma taille peuvent comme moi se mettre à diriger un orchestre. Moi je fais cela depuis toujours. Je suis incapable de faire autre chose. Au départ, je pensais être secrétaire, sauf que j'étais une secrétaire lamentable. Après ça, j'ai voulu être une serveuse, mais j'oubliais tout. Toutes mes tentatives d'insertion dans le moule social ont été un échec jusqu'au jour où je me suis rendue compte que je ne savais faire qu'une chose: écrire de la musique pour cuivres et orchestre. J'ai passé la première moitié de ma vie à faire ce que les autres demandaient, surtout ce que mon premier mari (le pianiste montréalais Paul Bley) me demandait de faire. Il arrivait le soir à l'appartement de l'avenue du Parc et me disait: j'ai besoin de cinq pièces de musique parce que j'enregistre demain. J'obéissais. Il m'a aussi demandé d'aller chanter dans un piano bar. Je l'ai fait. J'étais jeune et particulièrement ignorante». **5**

Carla Bley

Escalator Over The Hill, son opéra «free» a nécessité trois années de travail et plus d'une trentaine de musiciens. Cette symbiose de tous les genres lui a attiré des commentaires défavorables. Le saxophoniste Archie Shepp fait un esclandre public en plein concert, et au chapitre de la critique, on parle de «fourre-tout». Musique d'un cirque grinçant, aux propos caustiques, le limonaire moderne de Carla Bley est visionnaire. Elle a enregistré plus d'une douzaine de disques sous son nom, dont certains publiés par sa propre maison d'édition «Watt». Quelques musiciens ont repris à leur compte plusieurs de ses compositions, comme Gary Burton, G. Peacock et naturellement Paul Bley. Elle est cofondatrice du JCO, «Jazz Composers Orchestra,» un des regroupements de musiciens les plus dynamiques aux États-Unis.

Outre l'apparition occasionnelle du Big band de Carla Bley, une autre formation aussi éclectique fait des ravages, celle de la pianiste japonaise Toshiko Akiyoshi. Bien rôdé, ce big band à l'allure be-bop emprunte des éléments musicaux au théâtre Nô, ce qui lui confère un aspect insolite et très swingant. Plus discrètes mais aussi efficaces, les musiciennes Sheila Jordan et Joanne Brackeen ne sont pas pour autant négligeables. C'est avec le tromboniste Roswell Rudd, sous le titre de *Flexible Flyer* (1974), que Sheila Jordan a littéralement coupé le souffle à qui croyait révolu le jazz vocal sous sa forme de ballade traditionnelle. La pianiste Joanne Brackeen contraste par contre par sa sobriété. Son dernier disque *Special Identity*, produit par Helen Keane (l'une des rares femmes productrices dans le jazz), n'est pas sans évoquer la musique de Bill Evans. En petite formation ou en solo, elle est l'une des plus actives au niveau de la recherche formelle.

Fontella Bass, Jeanne Lee, Abbey Lincoln et Patty Waters, toutes chanteuses, enregistrent surtout dans des maisons de production marginales comme E.S.P. ou Candid. Les trois premières ont été reliées au Free jazz et au mouvement Black Power, notamment Abbey Lincoln dont le disque *Freedom Now Suite* fut même retiré du marché parce que jugé trop séditieux. Jeanne Lee a travaillé avec Archie Shepp (*Blasé*) et Fontella Bass a participé au Art Ensemble of Chicago qui offrait un spectacle total (masques, musique et danse, affirmation de leur négritude). Plus décontractées, Flora Purim, Tania Maria et Astrud Gilberto intègrent dans des compositions bien jazzées les rythmes de leur musique d'origine, celle de l'Amérique du Sud: bossa-nova, tangos, salsa, rumba etc...

Quant aux vieilles routières comme Ella Fitzgerald, Sarah Vaughan et Alberta Hunter (87 ans), elles brûlent encore les planches des divers festivals à travers le monde. Alberta Hunter, après avoir travaillé comme infirmière pendant une vingtaine d'années, est revenue sur scène à 82 ans tandis que Sarah Vaughan, une des plus belles voix des années 40 et 50, interprète aujourd'hui les standards de Gershwin avec le jeune chef d'orchestre Michael Tilson Thomas et le Los Angeles Philarmonic. Et puis il y a aussi Alice Coltrane, Bobby Humphrey la flutiste, Karin Krog, Karen Young, une chanteuse montréalaise, Wondeur Brass et bien d'autres...

NOTES ET DISCOGRAPHIE À LA PAGE 69

LA RENCONTRE YWCA

Course sur route le dimanche 12 septembre 1982 au parc Angrignon.

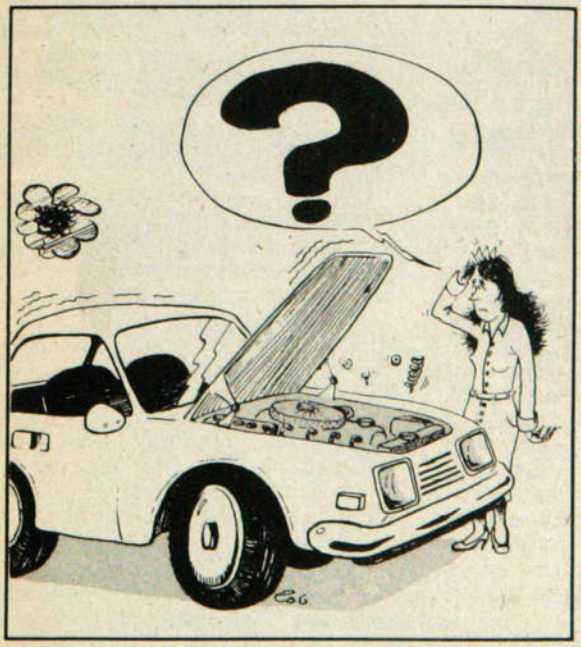
10 km · femmes · 10 h 30

20 km ouvert 12h 3 km ouvert 10h

10 km · 6$ 20 km · 6$ 3 km · 3$ Renseignements : 866 · 4144

La fête sportive féminine de la saison.

COURS D'AUTO-DÉPANNAGE
ET D'ENTRETIEN
CONÇU SPÉCIALEMENT
POUR LES FEMMES AUTOMOBILISTES



Horaire du bureau administratif:
mardi, mercredi, jeudi, de 13 hrs à 20 hrs.
Téléphone: 382-9716

imaa

THÉÂTRE À L'OUVRAGE

«LA GUERRE OU SACREZ-MOI DONC LA *PAIX*»

Comédie du Théâtre à l'Ouvrage, à la SPEC, 169 Pie IX
Du 14 oct. au 21 nov. (relâche lundi et mardi) 7$ (6$ sur réservation) 521-7888

Conception : Camille Maheux, Geneviève Letarte

UN COLLOQUE EST UN COLLOQUE EST UN COLLOQUE

(comme dirait Gertrude Stein)

Du 26 juillet au 4 août se tenait à Montréal, à l'Université Concordia, le premier **Colloque international sur la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes.**

L'initiative et l'organisation en reviennent à Maïr Verthuy, directrice de l'Institut Simone-de-Beauvoir, et à ses collaboratrices. Issu des préoccupations exprimées à la conférence de Copenhague de juillet 1980, ce colloque visait d'abord à réunir des chercheuses du monde entier. Dans une perspective aussi académique, on n'avait déployé aucun effort particulier pour inciter le mouvement féministe, québécois ou étranger, à y participer activement. Les documents officiels évitaient même le terme «féministe», parlant plutôt de «délégué-e-s» même si l'immense majorité étaient des femmes. Événement officiel donc, où les gouvernements et les organismes internationaux étaient sur-représentés.

Malgré (ou à cause ?) de ce contexte, plus de 300 déléguées de 80 pays ont répondu à l'appel. Pour nous qui ne sommes pas des spécialistes, le plus passionnant a été justement ce qui sortait des cadres : les femmes elles-mêmes, les féministes venues de partout, celles que nous n'avons jamais les moyens de visiter ou d'inviter, et qu'un tel colloque nous donne l'occasion de connaître.

Au hasard, nous en avons interrogé quelques-unes sur ce qu'elles font chez elles, dans leur pays.

HELGA GRUBITZSCH est professeur de littérature et d'histoire à l'Université de Brême, en Allemagne.

«Je travaille dans un collectif de recherche avec trois autres femmes, professeurs et étudiantes. Nous étudions du matériel autobiographique venant de femmes de différentes classes sociales, au XIXe et au XXe siècles. Nous nous intéressons surtout à leurs rébellions contre les attentes sociales, rébellions de différentes formes selon qu'il s'agisse de servantes ou de bourgeoises, d'artistes ou de femmes politiques, de prisonnières ou de «folles». Nous essayons de resituer leurs témoignages dans leurs conditions sociales respectives. Ce processus nous force à nous avouer nos propres sympathies et antipathies et à expliquer nos réactions par nos propres conditions sociales. Ainsi, nous avons eu du mal à admettre la très grande importance de l'amour dans la vie de toutes ces femmes, celles qui l'avaient refusé comme celles qui se sont suicidées par amour. Je ne peux plus éloigner l'amour de mon travail scientifique. J'ai dû avouer que je ne suis pas une chercheuse froide et scientifique et j'ai compris pourquoi.»

SUZANNE BLAIS est d'origine québécoise. Elle travaille au Costa Rica depuis maintenant six ans. Elle gagne sa vie en enseignant dans un lycée et travaille dans un centre de femmes, à San José, la capitale.

«J'étais allée visiter des ami-e-s là-bas. Presqu'immédiatement, j'ai rencontré un groupe de femmes et nous avons décidé de mettre sur pied un centre pour les femmes. Je ne suis pas repartie... Après avoir essayé de les regrouper autour de revendications spécifiques comme la contraception, nous avons vite constaté la quasi-impossibilité de réunir des femmes démunies, sans nourriture pour elles et leurs enfants, sans logement, sans emploi. Nous nous sommes réorientées. Nous travaillons maintenant autour de l'alimentation et du logement, et nous rejoignons davantage les femmes, surtout pour les informer de leurs droits et leur donner des moyens d'être plus autonomes.»

PATRICIA MERCADER travaille au CLEF, à Lyon, en France. Le CLEF est un centre de recherche féministe affilié à un institut de recherche universitaire.

«Le CLEF a été fondé en 1975. C'était au début une structure uniquement universitaire et assez réduite. Après la fermeture du centre des femmes de Lyon, des militantes se sont jointes au CLEF et nous avons entrepris une recherche sur l'histoire orale du mouvement féministe à Lyon depuis 1970. Nous utilisons nos archives privées : agendas, journaux intimes, les archives du mouvement : textes et tracts, et les archives publiques comme les journaux, pour étudier l'impact des actions féministes. Mais nous travaillons surtout à partir d'entrevues de vieilles militantes et à partir de nous-mêmes puisque nous y étions. Nous voulons écrire et analyser cette histoire orale et publier les résultats de nos recherches.»

NADIA BENQUÉ travaille à Paris, dans un centre de formation pour les femmes, la SEFIA (Société d'étude, d'information et d'animation pour les femmes).

«La SEFIA a été créée par un groupe de femmes d'expériences professionnelles variées, pour développer un type de formation adapté spécifiquement aux femmes. En France, les employeurs doivent consacrer 1% de leur masse salariale à la formation professionnelle (perfectionnement) de leurs employé-e-s. Dans ce cadre, nous offrons des stages. Certains sont axés plus directement sur le poste d'emploi, réunissant par exemple des concierges de HLM à Aubervilliers, en banlieue de Paris. À la suite de ce projet, elles ont rédigé un Guide pour la gardienne novice, *ainsi qu'un lexique de termes techniques signé «L'Académie des corps de balais»!! Jusqu'ici, ces femmes ne recevaient qu'un trousseau de clefs en arrivant et devaient se débrouiller dans le plus grand isolement. D'autres stages s'adressent aux ménagères à plein temps pour les aider à se regrouper et à se servir des institutions de leur milieu. Nous les incitons à monter des projets collectifs, pour que leur travail dans le quartier devienne éventuellement une alternative rémunérée.»*

LAURA BALBO et MARINA PIAZZA sont italiennes et professeurs de sociologie, la première à l'Université de Milan, la deuxième à l'Université de la Calabre.

Laura : «D'une certaine façon, je fais un travail très traditionnel d'universitaire mais c'est en fait de moins en moins traditionnel : nous avons commencé des recherches avec les femmes et cela a changé mon enseignement. Je donne des cours de méthodologie des sciences sociales. Avec des étudiantes, nous analysons la situation des jeunes femmes dans une métropole du Nord de l'Italie, donc leur propre condition. Depuis quelques années, les syndicats ont obtenu des entreprises qu'elles libèrent leurs employé-e-s un certain nombre d'heures par année, pour continuer leur formation générale. J'ai travaillé à certains de ces cours et pu rencontrer des femmes comme nous, adultes, aux prises avec la double journée de travail, intéressées au féminisme et au mouvement ouvrier. Ensemble nous avons étudié par exemple la condition professionnelle des femmes, l'accouchement dans les hôpitaux de Milan, les services publics. En pratique, notre travail correspond à celui des Women's Studies américains, même si cela n'existe pas encore officiellement en Italie.»

Marina : *«Je fais partie du GRIF, un groupe de recherche sur les femmes, à Milan. Il y a trois ans, j'ai participé à un séminaire avec des femmes de différentes universités sur le travail intellectuel des femmes. De là est sortie une recherche sur le rapport des femmes à la connaissance : nous avons rencontré des femmes ayant suivi les cours organisés par les syndicats dont parlait Laura. Nous voulions savoir quels devraient être le sens, les objectifs et les résultats de ce genre de formation, pour des femmes qui n'ont pratiquement jamais été à l'école.»*

THERESE KEITA est sociologue et prépare, pour l'Université de Naimey, au Niger, un projet d'enseignement sur les femmes.

«Comme il n'y a au Niger – et à ma connaissance nulle part en Afrique – de Women's Studies, nous ne pouvons que consacrer aux femmes certains aspects d'études ponctuelles. Mais nous savons que pour les aider, il faudrait pouvoir agir sur la division sexuelle du travail. Chez nous, les hommes doivent très souvent émigrer pour travailler, et les femmes se retrouvent à assurer la continuité de l'agriculture. Elles sont environ 2 millions et demi, à 80% analphabètes ; elles auraient un urgent besoin d'ateliers de formation. Les femmes urbaines sont mieux loties. Dans ce contexte, l'action sociale auprès des femmes est très difficile et la recherche est loin d'être une priorité. C'est tout le développement économique qu'il faut repenser ; on a appliqué au Niger un modèle de croissance non adapté, dont les femmes aussi sont victimes.»

FATMA OUSSEDIK est aussi sociologue et professeur à l'Université d'Alger. C'est en dehors de son enseignement qu'elle fait des recherches sur la sexualité et la fécondité des femmes algériennes.

«Je vais rencontrer les femmes dans leurs maisons, carrément ; là, elles parlent et facilement, d'elles, de leurs maris, etc. Je pourrai ensuite diffuser les résultats de cette étude à des groupes informels de femmes féministes ou par des communications lors de rencontres universitaires, par exemple au Centre de recherche sur les sciences humaines, à Oran. Ou encore les publier dans Isis, une revue émanant des femmes du même centre. D'autres chercheuses procèdent comme moi, mais nous ne sommes ni regroupées ni concertées. Et le travail est énorme : pour étudier la situation des Algériennes, il faut d'abord réunir les données socio-économiques de base, quasi inexistantes : le nombre, l'âge, la distribution géographique, etc... avant de formuler des hypothèses d'analyse. Mais l'ampleur de la tâche est stimulante pour les féministes, même non reconnues... Je suis déçue par ce colloque, où je vois des féministes «institutionnalisées» négocier le statu quo avec le pouvoir.»

Le 4 août, Maïr Verthuy soulignait devant les journalistes les résultats positifs du colloque, entre autres le consensus dégagé par les chercheuses autour de «l'action sociale» : «La plupart considèrent important de mieux articuler la recherche sur les femmes et l'action sociale déjà faite auprès d'elles, c'est-à-dire lier leur travail dans les institutions et le travail des groupes féministes – des activistes – hors des institutions... et ne pas perdre de vue que le changement social est notre but à toutes.»

Mais, des déclarations politiques ayant bouleversé l'assemblée pendant six jours, Mme Verthuy ne souffla qu'un mot. En effet, plusieurs femmes ont profité de ce colloque international pour lancer de véritables appels à l'aide : pour les femmes haïtiennes soumises à la dictature duvaliériste, contre l'apartheid sud-africain, pour les Noires américaines victimes des coupures de Reagan, etc.

Un appel surtout devait relancer la controverse sur le Moyen-Orient qui à Copenhague déjà, avait provoqué un clivage entre les déléguées ; des femmes algériennes lisent un texte envoyé par la déléguée libanaise au colloque, bloquée à Beyrouth sous les bombardements. C'est un appel à la mobilisation des femmes du monde pour arrêter le génocide préparé par Israël contre le peuple palestinien et libanais.

Au début, la majorité des déléguées appuieraient une proposition d'appui officiel aux victimes de la guerre du Liban, mais les femmes israéliennes et juives s'opposent à une telle condamnation d'Israël, bien qu'«elles soient elles-mêmes pacifistes et en désaccord avec le gouvernement Bégin-Sharon».

«Pacifistes, les femmes n'ont aucun pouvoir sur les guerriers, puisque si peu de pouvoir politique...» Pour certaines, les femmes n'ont pas à entretenir les conflits politiques ou territoriaux déclenchés par les hommes sans leur propre consentement, mais plutôt à se concerter entre femmes et à élaborer une stratégie contre la guerre, au-dessus des divergences nationales. Et ainsi jusqu'à la fin du colloque. Toutes ces nuits-là, on bombarde Beyrouth, et tous les jours la discussion reprend, dans les corridors ou en plénière, alors interdite par des présidentes d'assemblée formalistes selon qui «ce colloque n'est pas le lieu de la politique».

Finalement, il n'y aura pas de déclaration commune d'appui aux femmes libano-palestiniennes. Et à la fin c'est encore une Algérienne qui vient briser l'apparent contentement de l'assemblée :

«J'ai découvert ici, étonnée et horrifiée, l'ampleur du féminisme institutionnel : des femmes en position de pouvoir ont parlé entre elles de façons de gérer les pouvoirs. Ce ne sont pas mes préoccupations. Ces féministes «institutionnalisées en appelent à la non-violence des femmes... parce qu'elles ne font pas de distinction entre la violence des oppresseurs et celle des opprimés, reproduisant ainsi la vision impérialiste des guerres.

Nous parlons et nos propos sont hiérarchisés et déformés par le colloque et par la presse. Je ne veux plus d'échanges avec des femmes qui participent du pouvoir, mais avec des femmes en lutte dans leur pays.»

Combien y avait-il de femmes, sur 300 déléguées et une centaine d'observatrices, à penser comme elles ?

SYLVIE DUPONT
FRANÇOISE GUÉNETTE

FEMINISM IN THE 80's : FACING DOWN THE RIGHT

Charlotte Bunch
24 pages, ANTELOPE PUBLICATIONS, 2$
1612, St. Paul St.
Denver, Colorado, 80206 USA

ANTELOPE PUBLICATIONS, nouvelle maison d'édition féministe américaine, vient de publier le texte de la conférence de Charlotte Bunch à la deuxième rencontre lesbienne de Denver, Colorado, en novembre 80. Charlotte Bunch, qui est théoricienne, activiste, éditrice de plusieurs anthologies de textes féminins, commençait ainsi sa conférence : «Quand je regarde dans la salle et qu'en face de moi je vois 800 lesbiennes, la première chose qui me vient à l'esprit est : où étiez-vous quand j'avais 17 ans, que je commençais ma vie dans une petite ville du Nouveau-Mexique en 1962 ?»

Le reste de la conférence sera surtout consacré à analyser les années 80 qui pour elle sont «a turning point» pour le mouvement féministe. Analyse politique, élection de Reagan, la vague de fond de la droite, le pouvoir du «Ku Klux Klan» qui recommence à assassiner celles et ceux qui luttent contre le racisme, meurtre de deux homosexuels à New York, etc...

Elle termine sa conférence en disant, citant Mother Jones : «Don't agonize, organize.»

Un texte bref, synthétique et très lucide.

JOVETTE MARCHESSAULT

LA FACE CACHÉE D'ÈVE

Naoual el Saadaoui
Éditions des femmes, Paris, 1982, 441 pages

Ce livre, au titre évocateur, tente de lever le voile sur la vie des femmes arabes. Impossible de ne pas se sentir bouleversée devant la troublante réalité de ces femmes, cette «moitié mutilée», clitoridectomisée, passible de mort au nom de l'honneur, soumise à l'inceste et à l'agression sexuelle. Mais Naoual el Saadaoui nous met en garde face à notre complaisance d'Occidentales, notre facilité à nous sentir plus «évoluées». Ici comme ailleurs, dit-elle, le patriarcat impose son mythe de «poupée mécanique et diabolique» et l'auteure ne nous laisse pas oublier nos propres excisions psychologiques et physiologiques. Elle «réprouve toute tentative de vouloir traiter ces problèmes isolément ou de les dissocier des pressions économiques et sociales exercées sur les femmes du monde entier et sur les peuples du Tiers Monde».

Le fameux problème du tchador, par exemple. Qui sait que c'est une coutume liée d'abord au quotidien des femmes riches, les plus pauvres y aspirant afin de se «libérer» de la double journée de travail et de la commercialisation croissante de leur corps ? Ainsi l'auteure est-elle soucieuse de démontrer que «la solidarité entre femmes doit reposer sur une bonne connaissance des faits et ne pas servir des intérêts contraires à ceux des femmes elles-mêmes».

Un regret cependant. Au bout du compte, ce livre qui a tendance à se perdre dans un labyrinthe d'arguments, ne parvient pas à nous faire comprendre la forme spécifique que prend la révolte des femmes arabes. Dommage : c'est précisément le type d'information susceptible d'éclairer nos consciences d'Occidentales.

NICOLE BERNIER

QUÉBÉCOISES DEBOUTTE ! TOME I

Véronique O'Leary et Louise Toupin
Éditions du Remue-Ménage, 1982, 212 pages

Ce recueil de textes du Front de libération des femmes et du Centre des femmes, premières formes organisées du renouveau du mouvement féministe à Montréal, au début des années 70, est important à plusieurs égards. Premièrement, au risque de paraître s'en tenir aux évidences, on ne peut que souligner la nécessité pour un mouvement de renouer avec son passé, ne serait-ce que pour mieux être l'artisan de son avenir. Au Québec, à part un texte du Centre de formation populaire et une thèse, il n'existait pas de perception historique du mouvement autrement que dans les souvenirs de certaines militantes. Cette anthologie rend donc disponibles des textes qui ne l'étaient plus, ni pour les féministes, ni pour les chercheuses universitaires. Bien sûr, son existence ne constitue pas à elle seule une garantie suffisante contre la mauvaise foi historique ou sociologique, mais elle permet au moins d'éviter la falsification grossière ou la simple ignorance des faits, l'oubli ayant constitué une arme fort efficace du système d'oppression patriarcal, surtout lorsqu'il était associé au mépris.

Ensuite, il s'agit d'une histoire du mouvement faite par des protagonistes, Véronique O'Leary et Louise Toupin ayant vécu de l'intérieur le cheminement du FLF et du Centre des femmes. Au-delà du discours abstrait sur la récupération, ce livre constitue un acte concret, une prise en charge par le mouvement lui-même de sa propre histoire, évitant ainsi qu'on le retourne contre lui. Ce genre de livre m'apparaît également très important à l'heure actuelle alors que le mouvement féministe vit une période de restructuration non pas tant en termes organisationnels mais plutôt en ce qui concerne ses objectifs, ses acquis, son fonctionnement et son mode d'insertion dans le contexte actuel au Québec.

Il reste donc à espérer que ce premier livre donne envie à d'autres de faire partager au mouvement actuel leurs souvenirs militants, surtout que la multiplication des collectifs de femmes rend de plus en plus difficile la simple connaissance de pratiques multiformes. En tout cas, ça donne hâte de lire le deuxième tome.

DIANE LAMOUREUX

à signaler

LE LIVRE DE CUISINE D'ALICE TOKLAS

coll. du GRIF, dirigée par Françoise Collin,
aux Éditions de minuit, 273 pages. 17.50$

Comme le dit si bien Françoise Collin dans sa merveilleuse préface, «un livre de cuisine n'est pas un simple livre de recettes ; c'est un roman, une quête de la gastronomie. Le livre de cuisine est un livre de philosophie. Il véhicule une réflexion sur la culture et sur la différence des cultures. Un livre de cuisine... un livre, c'est-à-dire un texte...»

Des «aubergines farcies au sucre» de Natalie Barney ou des «cardes farcies» de sa bonne amie Berthe Cleyrergue qui passa 50 ans de sa vie auprès de cette amazone, à la «soupe de moules» de Dora Maar, au «poulet» de Pierre Balmain, le livre de cuisine d'Alice est aussi un livre d'amitié, de mémoire. Délectable !

J.M.

à signaler

LE FÉMINISME
Andrée Michel
collection Que Sais-je ?, P.U.F., no 1782,
127 pages

Quelle bonne idée, un petit «Que sais-je ?» sur le féminisme, surtout quand la conception et la rédaction en sont confiées à Andrée Michel. Très peu connue au Québec (pour moi, Andrée Michel était la grande absente du colloque sur l'Émergence d'une culture au féminin en avril dernier), en France, elle est directrice de recherche au CNRS où elle dirige un «Groupe d'études des rôles des sexes...». Elle a aussi publié plusieurs textes dont «Femmes, sexisme et société» et **Les femmes dans la société marchande**, aux P.U.F.

Dans ce «Que sais-je», à travers six chapitres concis, la condition des femmes est analysée, racontée en dehors de tout jargon universitaire : du paléolithique la dehors de tout jargon universitaire : du paléolithique à la deuxième moitié du XXe siècle en passant par l'Antiquité, la chute de l'Empire romain, la Renaissance, l'enfermement, la répression politique, mais aussi la résistance. Saviez-vous que le mot féminisme a fait son entrée officielle dans la langue française en 1837 ? Un bijou de synthèse !

J.M.

LES FAUX FUYANTS
Monique La Rue
Québec/Amérique, 201 pages

En lisant le roman de Monique La Rue, je pensais souvent au dernier livre de France Théoret, **Nous parlerons comme on écrit**, non pas que le premier soit la copie de l'autre, loin de là, mais pour moi, ces deux romans sont dans des espaces parallèles par la force des images, par la stridence des mots.

Les Faux fuyants raconte la descente aux enfers de deux enfants de la bourgeoisie : elle, Élodie, jumelle muette de l'autre, le frère, Klaus. La mère Zella qu'on a rendue folle, essayant de survivre dans une Californie pacifique, le père Maurice en fugue, en fuite depuis toujours. Dehors, c'est le Québec de la sloche, des autoroutes, de la cochonnerie, du chantage : la famille quoi !

Les Faux fuyants, ce n'est pas la fuite mais plutôt la chasse à l'amour, l'amour qui sera toujours refusé, celui de la mère et celui du père. Une blessure qui ne cicatrise jamais. Haletant et vrai.

J.M.

POUR UN OUI OU POUR UN NON
Nathalie Sarraute, théâtre, 58 pages, NRF

Née à Moscou, au début du siècle, Nathalie Sarraute fêtait cette année ses quatre-vingts ans. Après des études qui devaient faire d'elle une avocate, en 1939, elle publie son premier roman, **Tropisme**, avec une remarquable préface de Sartre. D'elle, nous connaissons **Portrait d'un inconnu, Le Planétarium, L'ère du soupçon,** etc... romans, essais qui se suivent jusqu'en 1967 où elle publie deux textes de théâtre, **Le Silence** et **Le Mensonge**. On a dit de Sarraute qu'elle avait méthodiquement assassiné le roman moderne, psychologique. Qu'elle n'écrivait et ne décrivait que des anti-héros et que l'utilisation qu'elle fait du langage quotidien banal incite toujours à une lecture à différents degrés. Avec **Pour un oui ou pour un non**, nous sommes toujours à l'ère du soupçon, du glissement de terrain. On aime ou on n'aime pas... Mais celles/ceux qui aiment disent que c'est fascinant. Moi je trouve ça ennuyant !

J.M.

SIGNES D'AIR
poèmes de Jocelyne François
95 pages, Mercure de France

De Jocelyne François nous avons encore en mémoire **Joue-nous «Espana»**, roman lesbien, prix Fémina 1980. Cette auteure avait déjà publié deux autres romans : **Les Bonheurs** en 1970, **Les Amantes** en 1978 et en 1976, un recueil de poésie, **Machines de paix**.

Ces **Signes d'air** sont le résultat d'un cheminement que l'auteure rattache à l'alchimie. Dans la première partie du recueil, Feu de roue qui désigne le feu soutenu, constant et égal, entretenu jour et nuit. Dans la deuxième partie, Savoir de Vulcain où le terme HERME signifie ce qui n'a jamais été touché par l'outil ou par main d'homme. Enfin, dans la troisième partie, Jocelyne François nous dit qu'il existe «sûrement des chemins dans l'air, plus fiables que ceux tracés sur la terre par les pas ou les outils».

Un ensemble de textes d'une qualité certaine. Mais l'ensemble est un peu terne comme s'il manquait justement ce «Feu» dont nous parle Jocelyne François.

J.M.

LA FÉMINITÉ NEUTRALISÉE OU LES FEMMES DANS L'ENTREPRISE
par Jacqueline Huppert-Laufer
Éditions Flammarion, 296 pages

Une brique qui, si elle analyse d'une façon un peu superficielle les rôles d'épouse et de mère, s'attache surtout à parler des femmes de «carrière». Évolution du statut de la femme cadre dans l'entreprise, la carrière au féminin et les stratégies à envisager, carrière et vie privée, carrière et célibat, carrière et maternité, etc.... Tout y est avec aussi des portraits de femmes cadres. Un éventail assez vaste car si certaines sont cadres dans les cosmétiques ou la mode, d'autres travaillent dans les pétroles, en informatique, dans le marketing, les produits alimentaires, you name it...

Puis, à la fin, une excellente bibliographie des principaux ouvrages ou articles traitant de la place et du rôle des femmes dans la société, du **Deuxième sexe** à **Féminisme et anthropologie** à **Une Sociologie du cadre féminin**. L'auteure, Jacqueline Huppert-Laufer, doit être la soeur de l'autre, l'actrice Isabelle Huppert, car elle lui ressemble d'une façon étonnante...)

Livre qui n'est pas indispensable mais sûrement intéressant pour les femmes cadres.

J.M.

MARIE LE FRANC : AU-DELÀ DE SON PERSONNAGE
Madeleine Ducrocq-Poirier
coll. Jadis et Naguère, La Presse, 220 pages

Histoire d'une immigrante qui deviendra une pionnière ! Née en Bretagne en 1879, dans un milieu modeste où elle sera institutrice laïque, c'est à l'âge de 27 ans, à la suite d'un chagrin d'amour, qu'elle immigrera au Québec.

Elle avait songé à immigrer à Madagascar ou en Indochine, mais une correspondance avec Idola Saint-Jean... Elle passera trente ans de sa vie au Québec, fera du journalisme, sera poète, puis romancière, puis exploratrice et coureuse des bois et, en 1927, Prix Fémina.

Tout le monde l'avait oubliée sauf Madeleine Ducrocq-Poirier, la seule Docteure d'État ès Lettres française en littérature québécoise, qui lui a consacré une biographie passionnante à partir de documents de première main.

Cette biographie est aussi un excellent portrait du milieu littéraire de l'époque, avec sa misogynie, ses préjugés.

J.M.

CONNEXIONS* est une revue californienne qui paraît au rythme des saisons (quatre fois par année). Elle est produite par un collectif large et diversifié et vise à constituer un mouvement des femmes à l'échelle internationale. Les numéros publiés jusqu'à présent sont organisés sur une base thématique et ont porté sur la violence faite aux femmes, les immigrantes et les réfugiées, le lesbianisme et la créativité.

Le numéro sur le lesbianisme est particulièrement intéressant car il tente de mettre en valeur la situation des lesbiennes un peu partout à travers le monde, à la fois dans une perspective historique et informative. En voici un bref résumé :

Saviez-vous qu'il y a encore des gens pour penser que le lesbianisme est un phénomène d'ordre pathologique ? Certes, au début du siècle, c'est cette opinion qui se répandait afin de susciter une certaine tolérance sociale face à l'homosexualité. Hans Magnus Hirschfiels parlait alors de «troisième sexe» et Radcliffe Hall, dans son fameux **Le puits de solitude**, insistait sur la nature profondément masculine de son héroïne. Aujourd'hui, en Indonésie, une telle conception du caractère pathologique de l'homosexualité sert de justification à des traitements médicaux destinés à «guérir» les personnes atteintes de cette drôle de maladie. Après les psychiatres, serait-ce l'heure de gloire des chirurgiens ?

Il semblerait, tout au moins, que ce soit la voie choisie par une mère indonésienne dont la fille subit un procès pour cause de «lesbianisme non repentant». Lors des audiences, un médecin témoigna que le comportement de l'accusée était fondamentalement causé par un déséquilibre hormonal (elle avait trop d'hormones mâles), guérissable par des médicaments ou une intervention chirurgicale.

Si en Indonésie le lesbianisme semble être considéré comme un crime ou une maladie, en Inde son existence même est niée, puisque ça concerne les femmes. C'est d'autant plus étrange que les hommes et les femmes vivent dans deux univers distincts, ségrégation qui favorise l'émergence de relations très fortes entre les femmes. Mais les femmes indiennes ont très peu de possibilités d'échapper à l'institution du mariage, non seulement du fait de la pression sociale mais également parce qu'il est à peu près impossible pour une femme seule de se trouver un logement, y compris dans les grandes villes. Ce qui donne une tournure plutôt dramatique aux formes de résistance que les Indiennes peuvent opposer à la contrainte à l'hétérosexualité.

***CONNEXIONS**
4228 Telegraph Ave.,
Oakland, CA 94609

Abonnement : 1 an, 12$ US ; de soutien, 25$ US.

MANUSHI, une revue féministe indienne, fait état de quelques cas de suicides «à deux», entrepris par des femmes qui refusaient de se voir séparées par des mariages.

Au Japon, également, le lesbianisme demeure une tare à cacher, bien qu'il n'y ait aucune loi réprimant l'homosexualité. Mais en l'absence de législation, les pressions morales prennent la relève : à titre d'exemple, seulement 10% des femmes échappent au mariage (au Québec, la proportion est de l'ordre de 30%). De plus en plus, par contre, des petits groupes de lesbiennes se créent soit autour de publications qui sont malheureusement trop éphémères, soit autour du Centre de lesbiennes féministes à Tokyo, qui sert de pôle de références aux lesbiennes de l'ensemble du pays, leur fournissant un lieu de rencontre et leur permettant de se sentir moins isolées.

EN BREF

Maria Felix Duarte, une lesbienne brésilienne, a obtenu l'asile politique en Suède sur la base du sort intenable qui est fait aux femmes dans son pays. C'est le premier cas connu d'obtention du statut de réfugiée sur la base de l'homosexualité.

* * *

Une sculpteure lesbienne, Karin Dean, a été choisie pour exécuter le monument en hommage aux victimes de persécutions anti-homosexuelles qui sera construit à Amsterdam.

DIANE LAMOUREUX

Qui êtes-vous ?

Bien sûr, c'est un peu ennuyeux de répondre à un autre questionnaire. Mais la publicité nous rapporte 35% de nos revenus* et les publicitaires nous demandent sur vous – lectrices et lecteurs de La Vie en rose – quelques données de base.

Rassurez-vous, même anonymes, vos réponses ne se retourneront pas contre vous. Nous continuerons de refuser les publicités sexistes ou racistes et de préférer les annonces à caractère de services culturels : théâtre, cinéma, cafés, restaurants, librairies, maisons d'édition, etc.

En répondant, de préférence avant le 1er octobre, vous nous aiderez à décrocher de meilleures pubs – et à combattre la Crise !

CLAUDE KRYNSKI,
RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ

P.S. Il y a déjà une enveloppe-réponse à votre disposition. Merci.

* 50% : abonnements et ventes au numéro.
15% : subventions et dons.

1 Âge
- ☐ 15 - 19
- ☐ 20 - 24
- ☐ 25-34
- ☐ 35 - 39
- ☐ 40 - 44
- ☐ 45 et plus

2 Sexe
- ☐ Féminin
- ☐ Masculin

3 État civil
- ☐ Marié-e
- ☐ Célibataire
- ☐ Séparé-e
- ☐ Divorcé-e
- ☐ Autres
- ☐ Précisez :

4 Avez-vous :
- ☐ 1 enfant
- ☐ 2 enfants et plus
- ☐ Aucun

5 Occupation
- ☐ Étudiant-e
- ☐ Université
- ☐ Collège
- ☐ Secondaire/autre

Travailleur-euse rémunéré-e
- ☐ Ouvrier-e
- ☐ Employé-e de bureau
- ☐ Technicien-ne
- ☐ Professionnel-le
- ☐ Cadre

Travailleur-euse non rémunéré-e
- ☐ Bénévolat
- ☐ Travail ménager

6 Si vous travaillez, votre emploi est-il :
- ☐ À temps plein
- ☐ À temps partiel

7 Ville de résidence :
- ☐ Montréal
- ☐ Québec
- ☐ Autres villes de plus de 10 000 habitants
- ☐ Villes ou villages de moins de 10 000 habitants
- ☐ Hors-Québec
- ☐ Autres
- ☐ Précisez :

8 **Si vous résidez dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, habitez-vous :**

- ☐ Près d'un centre-ville
- ☐ En banlieue

9 **Votre revenu familial est de :**

- ☐ Moins de 9 999$
- ☐ 10 000 - 14 999$
- ☐ 15 000 - 19 999$
- ☐ 20 000 - 24 999$
- ☐ 25 000 - 29 999$
- ☐ 30 000 - 34 999$
- ☐ 35 000 et plus

10 **Habitudes de consommation**

Possédez-vous :	Oui	Non
Une maison	☐	☐
Une automobile	☐	☐
Un système de son	☐	☐
Une caméra	☐	☐
Une télévision	☐	☐
Des outils électriques	☐	☐
Une calculatrice	☐	☐

11 **Allez-vous manger au restaurant**

- ☐ Moins d'une fois/mois
- ☐ 2-4 fois/mois
- ☐ Plus de 5 fois/mois

Allez-vous dans des bars ou café

- ☐ Moins d'une fois/mois
- ☐ 2-4 fois/mois
- ☐ Plus de 5 fois/mois

Allez-vous au cinéma

- ☐ Moins d'une fois/mois
- ☐ 2-4 fois/mois
- ☐ Plus de 5 fois/mois

Allez-vous au théâtre

- ☐ Mois d'une fois/mois
- ☐ 2-4 fois/mois
- ☐ Plus de 5 fois/mois

12 **Lisez-vous, mis à part LA VIE EN ROSE, les revues suivantes :**

	Parfois	Régulièrement
Québec-Science	☐	☐
Châtelaine	☐	☐
Actualité	☐	☐
Le Temps Fou	☐	☐
Le Nouvel observateur et/ou L'Express	☐	☐
Ms	☐	☐
F Magazine	☐	☐
Journaux de quartier	☐	☐
Autres	☐	☐

Précisez :

13 **Est-ce que LA VIE EN ROSE répond à vos attentes et à vos intérêts :**

Contenu de la revue, Chroniques

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Dossiers

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Page couverture

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Thèmes traités

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Présentation graphique

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Humour

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Publicité

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Autres

- ☐ Peu satisfait-e
- ☐ Satisfait-e
- ☐ Très satisfait-e

Précisez :

14 **Quel article avez-vous préféré ?**

15 **Vous lisez LA VIE EN ROSE :**

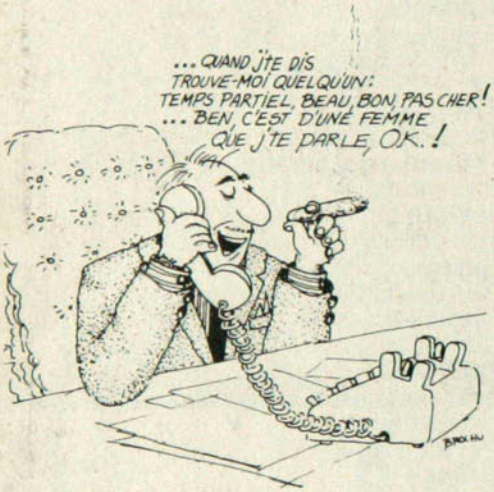
	Oui	Non
Régulièrement	☐	☐
Vous y êtes abonné-e	☐	☐
À l'occasion	☐	☐

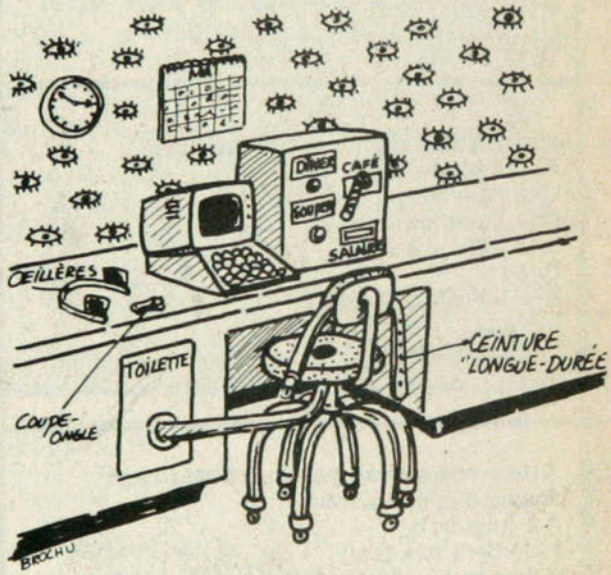
16 **Autres commentaires :**

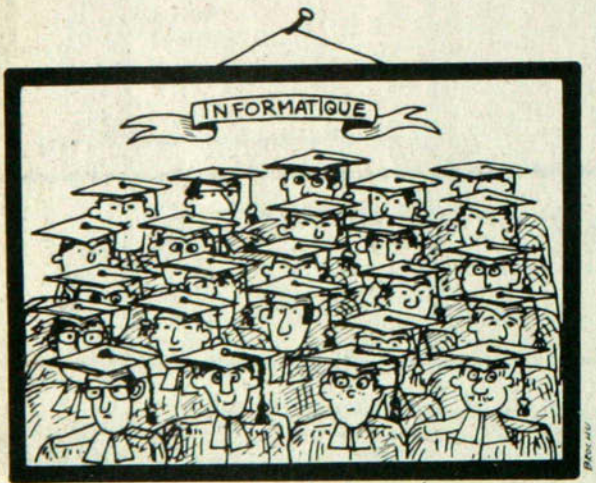
JAMBETTES

par

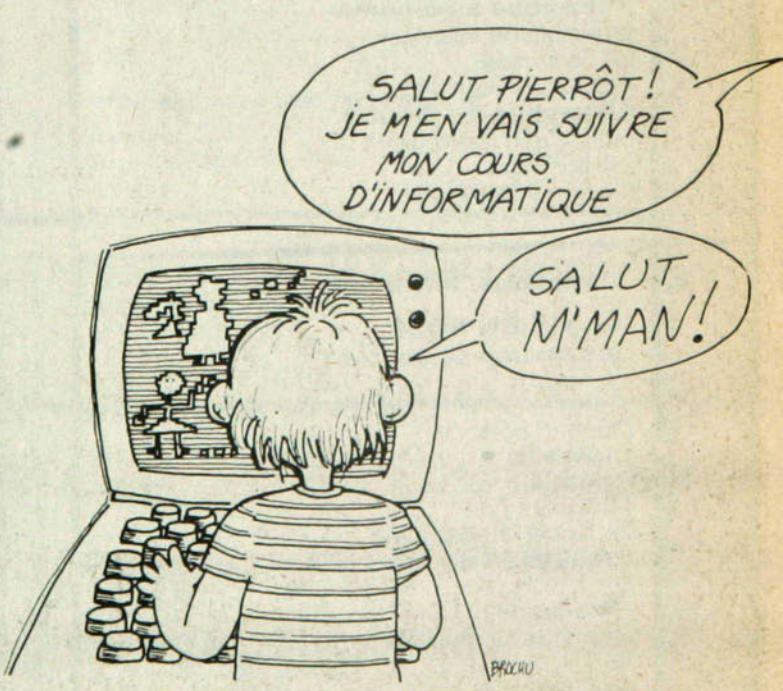
Andrée Brochu







PARMI CES DIPLÔMÉS EN INFORMATIQUE, UNE FEMME Y EST CACHÉE, POUVEZ-VOUS LA TROUVER ?



ÉS-TU BIEN CERTAINE D'AVOIR FAIT TA TRIPLE JOURNÉE DE TRAVAIL ???
BROCHU

CENTRE DE PSYCHOLOGIE
ET D'ORIENTATION
3 JARDINS MÉRICI, APT 301, QUÉBEC G1S 4M4
(418) 527-5459

Marité Villeneuve, M. Ps
psychologue

Consultation individuelle, groupes de croissance
et d'affirmation de soi pour les femmes.

LINDA BUJOLD MEd.
Psychothérapeute

Psychothérapie et Counselling pour
femmes, anglais et français.

Sur rendez-vous
(514) 271-4846 résidence
(514) 486-2049 bureau

Tél.: 527-0974

Danièle Tremblay, B.Sc., C.M.
Thérapie individuelle, conjugale
et familiale

6, est Boul. St-Joseph
Montréal H2T 1G8

BUR. LAVAL
(514) 688-1044

BUR. C.C.P.E.
1497 EST, BOUL. ST-JOSEPH
MONTRÉAL H2J 1M6
(514) 522-4535

Luce Bertrand, M.Ps.
PSYCHOLOGUE

"Une femme à l'écoute des Femmes"

PEURS - DÉPENDANCES - CULPABILITÉ
HÉTÉROSEXUALITÉ - HOMOSEXUALITÉ
CROISSANCE - CHEMINEMENT

1497 est boul. St-Joseph
Montréal H2J 1M6
Tél.: (514) 522-4535

Suzanne Bartolini, M.Ps.
Psychologue

Psychothérapie individuelle
et animation de groupe

Hélène Bélanger, d.c.
Docteur en Chiropratique

SUITE 900
407 ST-LAURENT
MONTRÉAL, P. QUÉ.
MÉTRO PLACE D'ARMES

SUR RENDEZ-VOUS
871-8520

COURS
GYMNASTIQUE DOUCE:

ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX:
Respiration, relaxation, alignement du corps,
assouplissement des muscles et des articulations.

INFORMATION ET INSCRIPTION:
Marlise Hanoune
598-5417

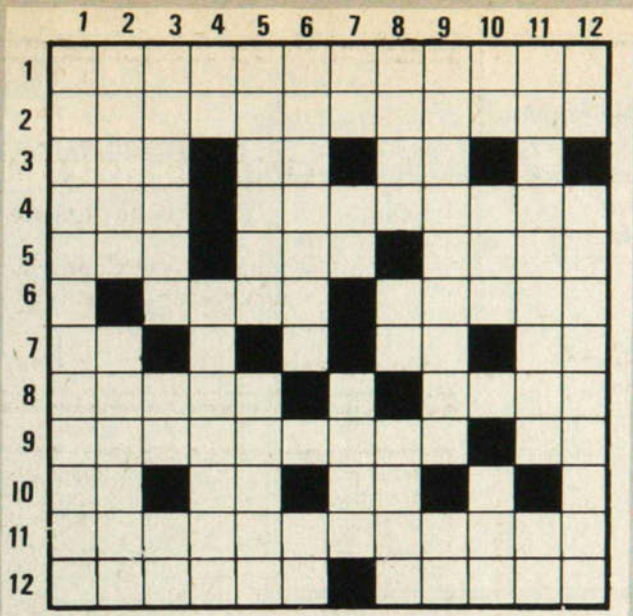
DÉBUT DES COURS:
Septembre 1982

Tél.: 273-9259

Marie Cabana, *psychologue*
Thérapie individuelle, conjugale
et familiale
Animation de groupe de croissance
et de relations humaines

6247 St-Vallier
Montréal H2S 2P6
Métro Beaubien

mots croisés



MONIQUE BENOIT

Horizontalement

1- Elles le sont sans être géniales.
2- Sa place n'est pas devant la caméra.
3- Chaque amazone avait le sien.
– Conseil d'administration.
– Voyelles.
4- Habille.
– Pour bien s'entendre.
5- Mesure agraire.
– La paresseuse y lit.
– Le temps des bleuets.
6- Ève en fut expulsée.
– Perd.
7- Elle incarnait «Cordélia» (init.).
– Une chandelle sur le gâteau.
– Elle a écrit «Les femmes et le sens de mes et le sens de l'honneur» (init.).
8- Elle allaita Rémus et Romulus.
– Quatre.
9- Rose sauvage.
– Thallium.
10- Seul.
– Auteure de «Ma mère mon miroir» (init.)
– Voyelles qui se suivent.
11- Prétextes à bûchers.
12- Pas l'endroit.
– Le nez lui rougit, fin décembre.

Verticalement

1- Moins payée que les mâles de l'espèce.
2- Ventiler.
– Il brûle dans nos mains.
3- Notre Voie.
– Début d'ulcère.
– Le Don Juan de nos grands-mères (init.).
4- Article espagnol.
– Précède.
5- Fondatrice de «L'Intégrale Éditrice».
– C'est pas le paradis.
6- Catherine de Russie en était une.
– Héroïne sucrée à Toronto (init.).
7- Une sexe symbole américaine des années 60 (init.).
– Sert à lier.
– On le trouve en rayon.
8- Enveloppe.
– H2O sans U.
– Rejeter, refuser.
9- Érotisation anormale des fonctions urinaires.
– Note.
10- Affirmation.
– Fleuve du Chili.
– Fleuve du Chili.
– Principe féminin.
11- Donnait envie de vomir.
– Dans.
12- Pronom personnel.
– Ce genre d'homme ne peut plus nuire.

jazz :

Discographie :

Bessie Smith : Anthologie chez Columbia (trois albums de deux disques).

Alberta Hunter : «*The Glory of...*», Columbia FC 37691.

Billie Holiday : «*Strange Fruit*», CBS. Billie Holiday Story, CBS.

Mary Lou Williams : «*My Mamma Pined A Rose On Me*», Pablo 2310819.

Nina Simone : «*Little Girl Blue*», Sals 8546.

Women in Jazz : «*All Women Groups*», Stash Records ST 111. «*Pianists*», Stash Records ST 112. «*Swingtime to Moderns*», Stash Records ST 113.

Ella Fitzgerald : «*Mack The Knife*», Verve 2304 155.

Anita O'Day : «*Sing the Winners*», Verve UMV 2536.

Annie Ross, Lambert, Hendrick and Ross, Odyssey PC 37020 CBS.

Betty Carter : «*Round Midnight*», Roulette 5001.

Sarah Vaughan : «*How Long*», Pablo 2310821.

Dinah Washington : «*Echoes of an Era*», Roulette 104.

Joanne Brackeen : «*Special Identity*», Antille 1001.

Abbey Lincoln : «*Straight Ahead*», Jazzman 5043.

Carla Bley : «*3/4*», Watt 3.

Carla Bley : «*3/4*», Watt 3. «*Musique mécanique*», Watt 9.

Sheila Jordan : «*Sheila*», Steeplechase 1081. «*Live in New York*», ECM 1-1213.

Jeanne Lee : «*Blasé*» de Archie Shepp, Byg 529-318 Actuel 18.

Toshiko Akiyoshi : «*Long Fellow Road*», RCA AFL-1-1350.

★

1/ Toutes les citations qui vont suivre sont tirées de «Hear Me Talking to Ya», de N. Shapiro et N. Hentoff, exceptées celles qui renverront à une note particulière.

2/ Lucien Malson, Histoire du jazz et de la musique afro-américaine, 10/18.

3/ Making Jazz, James Lincoln Collier.

4/ Présentation du disque «All Women Groups», Stash Records ST 111.

5/ Le Devoir, Nathalie Petrowski, 15/4/80.

Tableau 6

Harcèlement selon les régions

moyenne : 64 %	Répondantes harcelées	Écart avec la moyenne
Région de Montréal	67 %	+ 3 %
Région de Québec	66 %	+ 2 %
Outaouais	48 %	− 16 %
Abitibi-Témiscamingue	62 %	− 2 %
Saguenay-Lac St-Jean	73 %	+ 9 %
Bas du fleuve	65 %	+ 1 %
Gaspésie	59 %	− 6 %
Estrie	50 %	− 14 %
Côte-Nord	81 %	+ 17 %
Mauricie	51 %	− 13 %
Extérieur du Québec	50 %	− 14 %

Tableau 7

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles correspondent à votre opinion sur le harcèlement sexuel au travail ?	
C'est naturel qu'il y ait des tensions sexuelles entre des hommes et des femmes qui travaillent ensemble	7 %
Une belle femme doit s'attendre à ces avances sexuelles et doit savoir comment s'en sortir	5 %
C'est souvent désagréable mais ce n'est pas très grave	6 %
Les femmes qui se font «achaler» le cherchent la plupart du temps	3 %
Les «attentions» non désirées que les hommes imposent aux femmes sur le lieu de travail sont des offenses et des abus de pouvoir	69 %

Dans la problématique du harcèlement sexuel, la dépendance économique des femmes est un facteur important. Le seul indice que le sondage nous en fournit est le salaire des répondantes. Or, le harcèlement lui-même varie-t-il selon le salaire de la travailleuse (pour utiliser le langage des sociologues) ?

Les travailleuses gagnant respectivement moins de 5 000$, entre 5 000$ et 10 000$, ou plus de 25 000$ par année, rapportent avoir été légèrement plus harcelées que la moyenne, à 69%, 68% et 66%. Celles gagnant entre 10 000$ et 15 000$ sont dans la moyenne, à 63%. En fait, seules les travailleuses gagnant entre 15 000$ et 25 000$ sont sous la moyenne, à 59% (− 5%). Ce sont donc, à quelques variations près, les travailleuses au bas et au haut de l'échelle qui sont les victimes majoritaires du harcèlement.

Par ailleurs, 74% des répondantes non syndiquées rapportent des formes de harcèlement contre 62% de syndiquées.

Cela varie-t-il selon les centrales ? Toujours comparées à la moyenne générale de 64%, 70% des répondantes membres de la FTQ se plaignent de harcèlement, contre 62% des membres de la CSN et 50% des membres de la CEQ et de la CSD.

Quant à la répartition régionale du harcèlement, 81% des répondantes de la Côte-Nord et 73% de celles du Saguenay-Lac St-Jean se disent harcelées. Ce sont les proportions les plus élevées, et sensiblement. Par contre, l'Outaouais serait la région la moins «périlleuse», avec 48% des femmes harcelées, un peu moins qu'en Mauricie, où une femme sur deux s'en plaint, à 51%. (Voir tableau 6)

Quand arrive le pire...

Des 1 576 femmes se disant harcelées, 145 (6%) ont quitté leur emploi de leur propre chef, et 63 autres ont été congédiées, suite à des histoires de harcèlement sexuel. Dans les deux cas, ce sont surtout des travailleuses non spécialisées. Après elles, les employées de bureau sont au 2e rang des «départs volontaires», et les professionnelles du 3e rang. Par contre, les professionnelles sont congédiées plus souvent que les employées de bureau !

Ce sont les enseignantes, les professionnelles et les employées de bureau qui, le plus, connaissent d'autres femmes obligées de démissionner (24%), ou congédiées (13%). Nous avons aussi constaté, chez les répondantes, une corrélation entre le fait d'avoir elles-mêmes subi des avances sexuelles non désirées et le fait de connaître les départs ou congédiements d'autres travailleuses. C'est-à-dire que les femmes déjà victimes de harcèlement sexuel sont trois fois plus nombreuses à connaître des femmes démissionnaires ou congédiées pour cette raison.

On a les réactions qu'on peut

Comment les répondantes ripostent-elles aux avances non désirées ? 51% réagissent en «passant l'incident sous silence». Une femme sur deux. Mais, entre celles qui «demandent au harceleur de cesser» (43%) et celles qui en parlent au directeur et/ou à leur représentant-e syndical-e» (5%), l'autre moitié des femmes réagit de façon active.

Les cadres sont celles qui «passent sous silence» le plus (23%), suivies des professionnelles (21%) et des travailleuses non spécialisées (20%).

36% des artistes, 23% des techniciennes, 20% des travailleuses sociales «demandent au harceleur de cesser».

Si la réaction de «passer le harcèlement sous silence» est commu-

Solidaires d'une autre travailleuse harcelée : 91%

ne aux syndiquées et aux non-syndiquées, seulement 15% des syndiquées demandent à cet homme de «cesser ses avances», contre 27% des non-syndiquées.

Une question de conscience

89% des répondantes (ou 2 194) considèrent que «le harcèlement sexuel est un problème grave», sans variation significative entre les femmes déjà harcelées (oui à 90%) et les autres, «épargnées» (oui à 87%).

91% des répondantes (ou 2 239) disent qu'elles appuieraient une autre travailleuse subissant des avances sexuelles non désirées, soit en «l'encourageant à riposter si elle veut le faire» (79%, ou 1 948), soit en «sympathisant avec elle» (12%, ou 291). Statistiquement, il semble donc que, au moins parmi les 2 465 femmes rejointes par notre questionnaire, 9 femmes sur 10 pourraient être solidaires d'une autre travailleuse harcelée. Et ce dans tous les milieux de travail.

Enfin, 69% des répondantes à cette dernière question approuvaient la phrase «Les attentions non désirées que les hommes imposent aux femmes sur le lieu de travail sont des offenses et des abus de pouvoir.» (Voir tableau 7)

Des scénarios pessimistes

Est-ce que les répondantes s'attendent à un appui de leur milieu de travail? Sont-elles à l'aise et confiantes de recevoir en tant que femmes la même considération qu'un homme, que leur parole est respectée, que leur bien-être est important? Selon elles, que se passera-t-il si elles font un rapport concernant des avances sexuelles, à leur supérieur-e ou à leur représentant-e syndical-e?

32% ont confiance: «on avertirait le harceleur», et 3% prévoient qu'on leur offrirait même un transfert de service, pour qu'elles puissent éviter le harceleur. Voilà, à 35%, des scénarios optimistes.

Mais 59% des femmes prévoient «se faire dire de prendre les choses moins au sérieux», ou bien «qu'il ne se passerait rien du tout», ou encore qu'on les traiterait, elles, de «faiseuses de troubles». Et, pour la majorité de celles-ci, ce serait l'attitude de leur représentant-e syndical-e autant que de leur supérieur.

Est-ce que la confiance des femmes dans leur milieu varie selon le genre d'emploi? Considérons les trois scénarios les plus envisagés.

- on avertirait le harceleur (781 répondantes)
  37% des travailleuses sociales
  37% des cadres
  35% des techniciennes
  34% des professionnelles
  32% des non-spécialisées
- on me dirait de prendre ça moins au sérieux (767 répondantes)
  36% des techniciennes
  35% des infirmières
  34% des travailleuses sociales
  34% des professionnelles
  31% des enseignantes
- il ne se passerait rien (498 répondantes)
  29% des travailleuses domestiques
  29% des artistes
  26% des infirmières
  22% des professionnelles
  22% des travailleuses sociales

Chez les travailleuses non spécialisées, les travailleuses domestiques et les employées de bureau, se trouve le plus grand nombre de répondantes qui s'attendent au congédiement automatique!

Dans les tableaux ci-haut, nous constatons de grandes variations non pas selon les emplois mais plutôt entre les individues occupant le même genre d'emploi, notamment chez les travailleuses sociales et les professionnelles.

La question de l'attrait physique

Est-ce que les travailleuses utilisent leur attrait sexuel pour améliorer leur situation? 93% disent ne pas le faire. La majorité des 117 femmes répondant «oui» l'auraient fait pour «obtenir une aide spéciale de la part des hommes».

70% pensent qu'utiliser l'attrait sexuel «contribue à maintenir les femmes dans l'engrenage sexuel et sexiste qui caractérise très souvent les rapports entre les hommes et les femmes».

Mais l'apparence physique (beauté, jeunesse, attrait sexuel) est-elle, d'après elle, un facteur d'embauche des femmes? 32% reconnaissent que «l'apparence a quand même compté à l'embauche» et 6% disent que «cela a eu au moins autant d'importance que leurs qualifications. 2% croient que «cela a prévalu sur leurs qualifications» et 1% croient que l'apparence a «joué contre elles». Autrement dit, 41% des répondantes sont affirmatives.

Par contre, 57% jugent que leur apparence physique n'a eu «aucune importance».

Y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes à cet égard? 46% des répondantes affirment que l'apparence d'un candidat mâle ne compte «pas du tout» à l'embauche et 37% pensent que si cela compte, c'est «moins que pour une femme».

«Dans la société américaine, deux forces convergent: le contrôle des hommes sur la sexualité des femmes et le contrôle du Capital sur la vie professionnelle des salarié-e-s.»[2]

«L'analyse du harcèlement sexuel, justement parce que c'est un phénomène tout à fait banal, nous oblige à constater que les rapports sexuels ont lieu ordinairement entre inégaux économiques (et physiques).»[3]

Il existe maintenant un terme officiellement reconnu pour nommer une situation de fait répandue au point d'être banalisée. «Harcèlement sexuel: forme illicite de discrimination». Cet amendement à la Charte québécoise des droits et libertés vient d'être proposé par le ministre de la Justice lui-même, Marc-André Bédard.

Ce que les femmes passent encore le plus souvent «sous silence» fait partie depuis peu du vocabulaire du Conseil du patronat du Québec, des Commissions fédérale et provinciales des droits de la personne, des syndicats et bientôt des cours civiles.

Notre réalité maintenant traduite dans le langage des institutions patriarcales et aujourd'hui, pour la première fois au Québec, partiellement «chiffrée», acquiert une visibilité accrue pour toutes et tous – bon gré, mal gré. Mais ne risque-t-elle pas sous ces regards de se déformer, de se brouiller comme l'image d'une télé en dérangement? Il ne faudrait pas nous perdre de vue encore une fois! C'est-à-dire nous prendre au piège des définitions figées, juridiques, patronales ou même syndicales, charriant leurs valeurs et découpant notre réalité en cubes ou en rondelles: «Vous êtes harcelée au premier, deuxième, ou troisième degré, Madame? Vous avez subi de vraies conséquences? Vous avez de bons témoins? De vraies preuves? Vous avez vraiment refusé ses avances?»

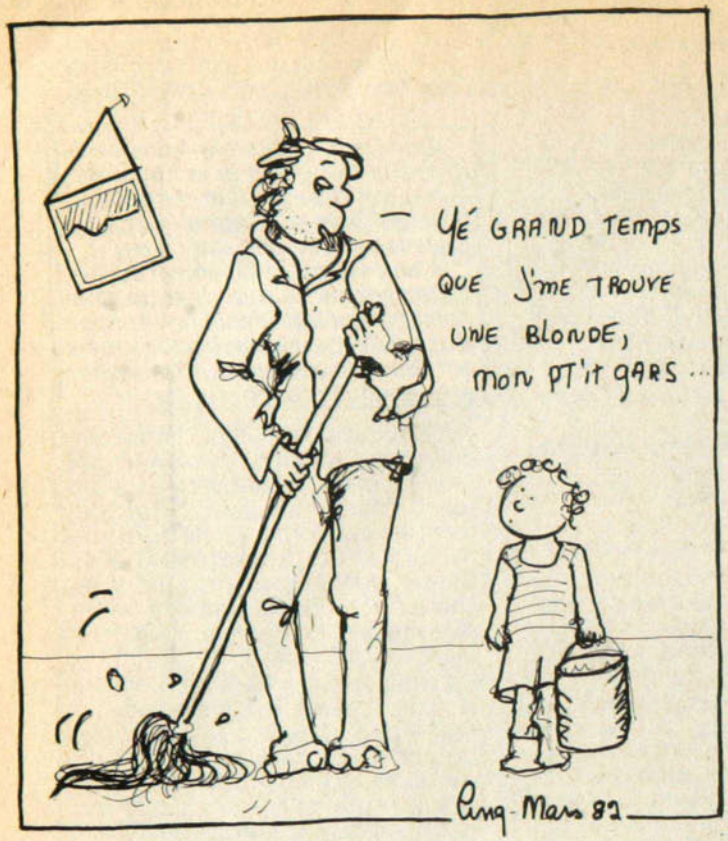
Alors que nous vivons dans l'angoisse des situations parfois ambiguës mais toujours clairement contraignantes. Les mots et les chiffres sont là, utilisons-les pour nous.

LISE MOISAN

1/ *C'est-à-dire tiré au hasard d'une liste de toutes les travailleuses salariées au Québec.*

2/ *Catherine A. MacKinnon, «Sexual Harassment of Working Women: A Case of Sex Discrimination», Yale University Press, 1979. Pages 15-16.*

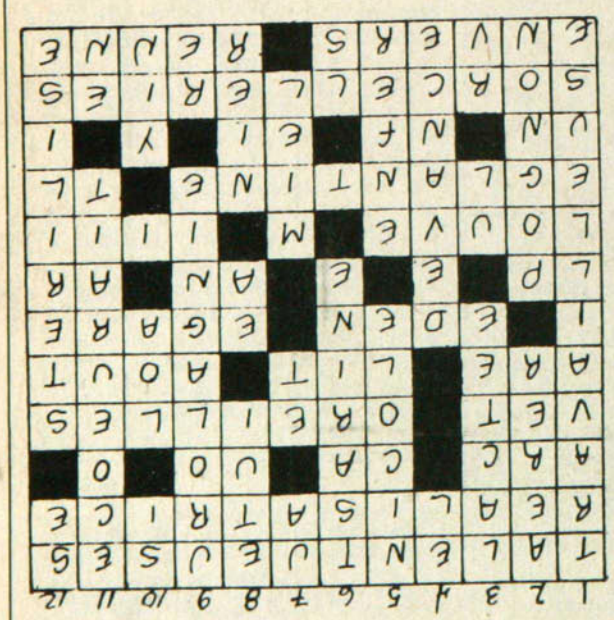
3/ *C.A. MacKinnon, op. cit. page 220.*



Merlin
ON Y BOIT ET ON Y MANGE
Cuisine ouverte jusqu'à 2h. A.M.
1276 Laurier est, tél.: 524-0201

L'OCCAZE
769 BELLECHASSE (@ BEAUBIEN)
272-7600
DISQUES + B.D. USAGÉS
BÉDÉS NEUVES 20% de RÉDUCTION

mots croisés solution



cheap thrills
1433 BISHOP ST. TEL. 844-7604
Vente et achat de disques et livres usagés

et les mots pour le dire s'impriment clairement
les presses solidaires inc.
2381 Ave Jeanne d'Arc
Montréal, Québec,
H1W 3V8
tél: 253-8331
Services de photocomposition, mise en page, caméra, impression, assemblage

VIENT DE PARAÎTRE

LES FEMMES À LA CSN N'ONT PAS LES MOYENS DE RECULER

4e RAPPORT DU COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE CSN

AUTRES PUBLICATIONS DU COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE CSN

CSN

LA LUTTE DES FEMMES, COMBAT DE TOUS LES TRAVAILLEURS • LE DROIT DES FEMMES AU TRAVAIL SOCIAL • LA LUTTE DES FEMMES: UNE LUTTE PERMANENTE, UNE LUTTE COLLECTIVE • LES FEMMES TRAVAILLEUSES ET L'ACCÈS À LA SYNDICALISATION • DOSSIER GARDERIE: POUR UN RÉSEAU UNIVERSEL ET GRATUIT • POUR DES CONGÉS DE MATERNITÉ PAYÉS • UN VIEUX PROBLÈME: LA DISCRIMINATION UN NOUVEAU MOYEN: L'ACTION POSITIVE • ON N'A PAS LES MOYENS DE RECULER: LES CONSÉQUENCES SPÉCIFIQUES DE LA CRISE SUR LES FEMMES • COMMENT OUVRIR UNE GARDERIE •

DISPONIBLES:
AU COMITÉ DE LA CONDITION FÉMININE DE LA CSN
1601 DELORIMIER — MONTRÉAL — H2K 4M5 598-2109
EN RÉGIONS:
AUX COMITÉS DE LA CONDITION FÉMININE
DU CONSEIL CENTRAL CSN

BORÉAL EXPRESS

Bureau du dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
1700 rue St-Denis
Montréal, H2X 3K6

Louisette Dussault

MOMAN

En plus du texte de la pièce, illustré de nombreuses photos, on peut lire dans ce livre une longue interview au cours de laquelle Louisette Dussault raconte son cheminement de femme et de comédienne.

156 p., 8,95$

Geneviève Auger et Raymonde Lamothe

DE LA POÊLE À FRIRE À LA LIGNE DE FEU

LA VIE QUOTIDIENNE DES QUÉBÉCOISES
PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

«Presque un livre d'images qui se laisse comprendre juste à se feuilleter tellement les illustrations, qui abondent à chaque page, dévoilent clairement l'idéologie véhiculée tant par le gouvernement fédéral que par les entreprises privées»

Andrée Ferretti, *Le Devoir*

236 p., 18,50$

En vente dans toutes les librairies

BORÉAL EXPRESS